la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Dans ce numéro

21e année. — N° 361. — Nouvelle série n° 60. AVRIL 1952. — Prix : 70 francs.

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois .... 400 fr.
Un an .... 700 fr.

EXTERIEUR

Six mois .... 480 fr.
Un an .... 850 fr.

Le numéro : 70 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la

Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2e)

Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux

Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 60 - Avril 1952

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1) *De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ; d'unir les militants de bonne volonté à quelque organisation qu'ils appartiennent ; de leur rappeler que le syndicat est le groupement essentiel de la classe ouvrière et son meilleur outil pour la revendication et pour la révolution ;*

2) *De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du patronat et du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1952 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à n'être qu'un instrument entre les mains du parti stalinien et par là de l'Etat policier totalitaire russe. La politique de la présence sans mandat ni garanties rend la C.G.T.-F.O. et la C.F.T.C. dépendantes du gouvernement et les fait participer à son impuissance ;*

3) *De rappeler que l'unité syndicale brisée aujourd'hui se refera le jour où les travailleurs auront repris en main leurs organisations, mais qu'elle implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la Confédération, les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;*

4) *De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent pas, au contraire. L'expérience de ces trente dernières années devrait avoir appris à tous que l'expropriation des expropriateurs ne suffit pas à assurer l'émancipation des travailleurs ; qu'il faut poursuivre en même temps selon la formule de Pelloutier,* « l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres » ;

5) *De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans les diverses Confédérations et les diverses Internationales syndicales. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant pas plus son rôle avec celui du Kominform qu'avec celui du Bureau international du Travail ou de l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir, qui n'attende pas le fracas de la troisième guerre mondiale pour renouveler le geste de Zimmerwald. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé au syndicalisme et à l'internationalisme prolétarien ;*

6) *De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ; qu'il n'a pas le droit de trahir le jour, où il a grandi, les espérances qu'il avait fait briller aux temps de sa jeunesse ;*

7) *Enfin de ne pas permettre que soit confondu le monde socialiste à forger avec le bagne policier du soi-disant pays du socialisme ; de maintenir vivant le précepte de la Première Internationale :* **l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.**

Le Carnet du Sauvage

PAS SENATEURS POUR UN SOU !

Un camarade de province nous a qualifiés de sénateurs pour n'avoir pas participé à la II[e] conférence nationale des 1[er] et 2 mars, organisée par le journal l'**Unité**. Ah ! fichtre non, nous ne sommes pas des sénateurs. Nous nous refusons simplement à jouer les badauds et à entrer dans quelque baraque que ce soit sur la foi d'une pancarte.

Déjà certaine polémique de l'an dernier, précisément à propos de la 1ère conférence de l'**Unité** aurait peut-être suffi à nous faire rester sur la réserve. Walu avait rendu compte de cette première conférence avec objectivité et même timidité. Joyeux lui avait répondu par des injures. Nous nous étions contentés de répliquer : « Injures inutiles. »

Nous disions alors (**R.P.** de juin 51) que deux conceptions de l'unité se chevauchent et qu'il faut choisir entre elles au départ si l'on veut faire du travail utile.

« Nous sommes autant que Joyeux, Lambert et Dellac — et probablement même un peu plus — attachés à l'idée d'unité syndicale complète et réelle. Mais nous savons que présentement elle est irréalisable. Une maison syndicale n'est pas habitable avec les staliniens. C'est un fait. Il ne peut s'agir présentement que d'une unité syndicale partielle, celle de tous les éléments syndicaux qui se prétendent et se veulent libres. Cette unité partielle est-elle possible ? Tout est là. Si elle se réalisait, elle permettrait à la classe ouvrière de se ressaisir. Elle serait quelque chose d'important. Est-ce là le but de la conférence de l'**Unité** ? Si c'est oui, ça va. Si c'est non, il faut le dire. Pas besoin d'injures pour cela. »

Nous ajoutions encore :

« Quant à la question des ressources nécessaires pour soutenir un tel mouvement, sa presse et sa propagande, il ne faut pas davantage de confusion. Joyeux n'ignore pas plus que nous ce qui se dit couramment. Le mouvement pour l'unité syndicale ne doit pas plus aller quémander ses ressources à l'ambassade titiste qu'à l'ambassade stalinienne ou qu'à l'ambassade américaine. C'est à ses partisans qu'elle doit les demander. »

Ce que nous disions alors, évidemment nous le pensons encore aujourd'hui. Cela nous parait toujours juste. Mais nous avions une raison supplémentaire de nous abstenir. Il nous paraissait que cette deuxième conférence aurait pour objectif principal de régler un divorce entre titistes et trotkistes, où le syndicalisme n'avait pas grand-chose à voir. C'est exactement ce qui s'est produit. Notre étonnement est grand de constater que certains camarades comme Hébert ou Duperray ne l'aient pas vu avant, pendant, et peut-être même encore maintenant. Ces choses-là doivent pourtant se voir aussi bien de province que de Paris.

Lorsque Dellac fut désigné comme secrétaire de la C.G.T., ce ne fut pas en raison de son action de militant au sein de la Fédération des cheminots, mais pour son appartenance au parti socialiste unitaire, petit canot attaché aux flancs du parti stalinien. Il fut démissionné du secrétariat confédéral et exclu de la C.G.T. pour être allé en délégation chez Tito avec Michel Morin et quelques-uns de leurs camarades du parti socialiste unitaire. Au retour, l'**Unité** fut fondée. C'était le temps de l'idylle titistes et trotskistes. Cette idylle s'est terminée. Par la faute de qui ? Cela importe peu.

Ce qui importe davantage, c'est que Lambert et les trotskistes, ou soi-disant trotskistes, n'ont pas plus sur le syndicalisme aujourd'hui qu'hier d'idées qui concordent avec les nôtres. Ils sont adversaires de l'indépendance du syndicalisme et partisans de la défense inconditionnelle de la Russie stalinienne. Ils l'étaient en 1946 quand nous discutions avec eux en vue de créer un comité de coordination de la minorité. C'est sur ces deux points, essentiels à nos yeux, que la rupture se produisit entre eux et nous. Depuis ils n'ont pas changé, sinon en pire. Quand on place le parti d'abord, le parti au-dessus de tout, il ne peut être question d'indépendance du syndicalisme. On parlera d'unité et de démocratie, non d'indépendance syndicale, et tout en se fichant royalement de l'unité et de la démocratie.

En 1946, donc il y a six ans, on se refusait à mettre sur le même plan l'impérialisme américain et l'impérialisme russe. Aujourd'hui, ostensiblement, on se prononce pour l'impérialisme stalinien. La IV[e] Internationale vient de demander à ses partis ou à ses partisans de réintégrer le parti stalinien de leur pays. C'est ce que l'on appelle « l'entrisme ». Une discussion se poursuit parmi les trotskistes. Un certain nombre se refusent à entrer. Mais ceux-là mêmes sont amenés à renforcer l'accent sur leur attachement à l'Union soviétique sans soviets. Si bien qu'on n'a le choix qu'entre des staliniens trotskisants et des trotskistes stalinisants.

Lambert et les trotskistes paraissent l'avoir emporté sur Michel Morin et les titistes. Ils ont pris comme tête de turc Lafond, le secrétaire de F.O. qui avait rejoint l'**Unité**, épaulant Michel Morin et Dellac. Il y a lieu de penser que Lafond avait des raisons toutes différentes de s'engager dans un mouvement portant une telle enseigne. Il est bien placé par ses fonctions pour se rendre compte de la nécessité de rassembler tout ce qui peut être rassemblé pour tenir tête aux staliniens. Il est trop perspicace pour ne pas voir depuis longtemps que F.O. a raté le bon départ. Malheureusement, il le montre un peu tard. Dès le début, il aurait dû et pu faire plus. Et aujourd'hui, la première tâche pour lui aurait peut-être consisté à rassembler au sein de F.O. tous les militants qui sentent le danger couru par le mouvement. C'est après qu'il aurait pu se tourner avec profit du côté des éléments extérieurs à F.O.

Nous disions l'an dernier que deux conceptions se chevauchaient et qu'il fallait choisir.

Cette année nous constatons qu'une confusion supplémentaire a été créée par les trotskistes stalinisants au cours de cette deuxième conférence. On ne s'est pas contenté de la confusion entre deux conceptions de l'unité syndicale, celle comportant l'unité avec les staliniens et celle visant à rassembler tous les syndicats qui se disent libres. On a confondu l'unité syndicale, c'est-à-dire l'unité entre syndicats, et le rassemblement des militants qui se réclament du syndicalisme révolutionnaire à quelque organisation qu'ils appartiennent. Dans un cas l'unité syndicale, dans l'autre un groupement de tendance. C'est à la faveur de cette dernière confusion que Lambert, Joyeux et Cie l'ont emporté.

Entre nous, l'unité syndicale ni le syndicalisme révolutionnaire ne s'en porteront plus mal — ni mieux — ; mais cela apprendra peut-être à quelques

camarades qu'il faut regarder où l'on met ses pieds ; et qu'il n'est pas juste de nous qualifier de sénateurs. Nous ne le sommes pas pour un sou. Nous ne demandons pas mieux que de travailler avec les autres, mais à condition de ne pas servir d'instruments. Qu'on se fixe un but commun et qu'on y marche, très bien. Mais partir dans la confusion, recevoir des crocs en jambe, travailler pour le roi de Prusse, M. Villiers ou l'oncle Joe, rien à faire.

A PROPOS DE LA YOUGOSLAVIE

Les choses ne sont jamais simples. On a vite fait de transformer les questions de tactique en questions de principe. Surtout quand on est écorché ou qu'on veut chercher des poux à quelqu'un. C'est ce qui nous arrive à propos de la Yougoslavie.

Alors quoi, nous a dit **Contacts,** à la suite de la conférence de Rosmer, vous acceptez un régime qui repose sur la contrainte et qui ne tolère pas le droit à l'expression de l'opposition, qui est pour le parti unique avec tout ce que cela comporte, et qui ne conçoit le syndicalisme que sous la forme d'un auxiliaire permanent de l'Etat avec tout ce que cela comporte aussi.

Matthew Woll, de l'American Federation of Labor, a proclamé que les syndicats yougoslaves n'avaient pas leur place à la C.I.S.L. et les a mis dans le même panier que les syndicats des pays totalitaires, russes, espagnols ou argentins. Il a cherché querelle particulièrement à Moeri, secrétaire de la C.G.T. suisse, pour avoir assisté au dernier congrès des syndicats yougoslaves.

Enfin Rosmer aurait commis un crime en écrivant que dans un pays où le régime capitaliste a disparu, les syndicats se trouvent dans une situation nouvelle, n'ont plus les mêmes tâches que dans les pays capitalistes où la majeure partie de leur activité consiste en la défense des intérêts ouvriers contre les patrons. Le camarade Barton, partant de son expérience en Tchécoslovaquie, a levé les bras en l'air. Duperray dans l'**Ecole Emancipée** a bondi et Louzon a parlé de syndicats jaunes. Un peu de calme, mes amis. Donnons-nous la peine de voir la situation telle qu'elle est.

Quand la Yougoslavie s'est affranchie de l'oppression stalinienne, nous avons tous vu là un événement important, peut-être capital ; notre poitrine s'est soulevée de joie et d'espoir.

Que Tito et ses camarades l'aient fait en vertu d'un sentiment national blessé et pour défendre leur pays contre le pillage par l'ogre militaire stalinien, c'est probable, sinon certain. Qu'ils soient restés des staliniens sans Staline, c'est très probable aussi. Ils avaient copié leur régime sur le régime stalinien. Ils étaient imprégnés de l'idéologie stalinienne. Mais du fait de leur rupture nette, ils sont obligés aujourd'hui de tout remettre en cause, de reviser leur pensée, de modifier profondément leurs méthodes, qu'ils le veuillent ou non.

Mais ils ont en même temps à sauvegarder un pouvoir qu'ils regardent comme communiste et à sauver leur pays réduit à un niveau de vie très bas et menacé de tous les périls. Que peuvent-ils et que doivent-ils faire ? Que pouvons-nous attendre d'eux ? Que pouvons-nous leur demander ? Etant admis que la Yougoslavie n'a pas échappé à la mainmise stalinienne pour passer sous la mainmise bourgeoise. Et que pouvons-nous faire pour les aider ?

Croyez-vous, camarades de **Contacts**, qu'un retournement brusque et complet soit possible ? Surtout en raison du blocus et des menaces qui entourent ce pays. Il lui faut se défendre. Que le titisme estime avoir besoin momentanément de garder au parti unique son corset de fer, cela peut s'expliquer. Ce qui se comprendrait moins, c'est que le corset des syndicats ne soit pas desserré. C'est dans la mesure où ce sera fait que la Yougoslavie se dirigera vers un régime nouveau, un régime communiste non stalinien.

Nous l'y aiderons en lui disant, — que cela lui plaise ou ne lui plaise pas, — ce qui nous heurte dans son comportement. Déjà le Cercle Zimmerwald ou des camarades du Cercle ont appuyé les protestations faites par le **Libertaire** relativement au sort des anarchistes emprisonnés ; ensemble avec Marceau Pivert ils ont soulevé le cas des socialistes emprisonnés ou diffamés en vertu de la vieille phraséologie stalinienne ; ils ont pris en main la cause de camarades connus anciennement d'eux et dont ils demandent la libération quoiqu'ils soient taxés à tort ou à raison de kominformistes. Ce sont là de menus efforts. Ils ne sont pas vains. Ils le seraient moins encore s'ils étaient plus nombreux, donc plus pressants.

Moeri a répondu de bonne encre dans les **Droits du Travail** de mars à Matthew Woll. Il est trop facile de trancher systématiquement et de loin. Il n'est pas très chic non plus de taper sur la tête d'un mouvement qui fait des efforts désespérés pour sortir d'une situation difficile. Il est injuste de comparer les syndicats yougoslaves aux syndicats de Franco et de Peron. Et plus grave encore de les mettre sur le même pied que les syndicats russes, juste au moment où ils font le gros effort de pensée et de travail pour ne plus les copier. Les syndicats yougoslaves ont besoin de contacts avec les autres syndicats libres. Il n'y a pas de raison décisive pour leur fermer la porte de la Confédération Internationale des Syndicats Libres. On ne peut que se réjouir de voir les rapports qui se sont établis entre syndicats yougoslaves et syndicats allemands. L'expérience de la cogestion est particulièrement importante pour les syndicats yougoslaves ; dans des conditions différentes c'est le même problème au fond qui se pose à eux présentement. Au lieu de la cogestion à trois comme en Allemagne, syndicats ouvriers, patronat et Etat, c'est la cogestion à deux, syndicats ouvriers et Etat. Que Matthew Woll s'imprègne un peu moins de la lettre des résolutions et davantage de leur esprit.

J'avouerai à Barton, Duperray et Louzon que j'ai beau me frotter les yeux, je ne vois pas ce qui les a émus dans les paroles de Rosmer. Dites donc, Barton, si vous appreniez demain matin qu'à l'exemple de la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie s'est enfin libérée de l'oppression stalinienne, si vous partiez demain reprendre votre place dans les syndicats tchécoslovaques, croyez-vous vraiment que vous vous trouveriez devant les mêmes problèmes qui sont les nôtres dans les pays capitalistes ? Vous vous trouveriez devant les mêmes problèmes qu'en Yougoslavie. Problèmes nouveaux et compliqués auxquels nous sommes mal préparés, auxquels nous ne nous préparons pas. On ne passe pas d'un saut du régime capitaliste au régime socialiste. Autant d'étapes, autant de problèmes différents. Mais le rôle des syndicats doit viser toujours le même but, la défense des intérêts ouvriers, sous quelque forme que ce soit, du dehors comme chez nous, du dedans comme dans les pays qui disent marcher au socialisme. Rosmer n'a pas dit autre chose. En quoi des syndicats luttant de l'intérieur, n'acceptant pas d'être les serviteurs de l'Etat mais les organes d'expression des travailleurs, mériteraient-ils le titre de syndicats jaunes ? Il est un peu surprenant que les mêmes gens qui parlent de tout reviser, de tout modifier en vertu des transformations survenues dans le monde et qui pour un peu nous demanderaient de marcher les pieds au plafond sont scandalisés parce que l'un d'entre nous dit banalement qu'une

situation changeant une méthode syndicale change forcément.

Je ne suis pas plus titiste que stalinien, puisque je reste indécrottablement syndicaliste, d'un syndicalisme, il est vrai, qui se croit le véritable socialisme et le continuateur de la 1ère Internationale. J'ai appris d'expérience qu'il faut retourner les problèmes un à un, sans trop d'impatience, qu'il ne faut pas demander aux hommes et aux mouvements plus qu'ils ne peuvent donner. Quant à la Yougoslavie, je reprends volontiers la conclusion de Samson, l'an dernier, dans sa relation de voyage dans une brigade de travail : « Il y a de l'espoir ». Ne soufflons pas sur cet espoir pour l'éteindre, mais pour le stimuler.

LE BOUQUIN DE COLLINET :

LA CONDITION OUVRIERE (1900-1950)

Chacun lit un livre avec des lunettes particulières. On a beau faire, les préoccupations qui vous tracassent donnent un certain éclairage à ce qu'on lit. En lisant et même relisant le petit bouquin que Collinet vient de publier : l'**Ouvrier français, essai sur la condition ouvrière (1900-1950)**, je n'ai pu écarter les interrogations qui trottent et retrottent dans ma tête : La classe ouvrière est-elle capable de concevoir son rôle, de l'exprimer nettement et d'avoir la volonté de prendre en main la direction du monde ? Comment le syndicalisme a-t-il pu perdre sa force d'attraction ? A quoi tient le succès de l'escroquerie intellectuelle et morale que représente le stalinisme ? Comment se fait-il qu'on tarde tant dans ce pays à lui opposer une force solide, une organisation ouvrière capable de lui tenir tête, capable aussi de faire face aux événements ?

Une lettre d'un jeune camarade, géomètre sur un chantier de l'Est, a fini de me brouiller la lecture du livre de Collinet. En serions-nous là en 1952 ?

« *Ici comme à peu près partout ailleurs, le syndicalisme meurt à petit feu, étranglé par les bureaucrates de toutes les chapelles. Les ouvriers sont écœurés et tournent le dos à toute politique, même syndicaliste ; nous sommes en pleine purée de pois: tout s'effondre. Seul tient bon celui qui a un ferme esprit de classe, une conscience droite, un jugement sain, une foi sans bornes dans la classe ouvrière ; tout ce que nous voyons quotidiennement nous prédispose au fatalisme et à la lâcheté.*

« *Une drôle d'époque ! Des ouvriers à qui l'on voile tout, qui sont abandonnés par tous, qui n'ont d'autre plaisir que d'aller, le samedi soir, s'attabler au comptoir de l'auberge et rouler ivres morts sous la table. Car l'alcoolisme fait des progrès effrayants dans nos chantiers, et surtout chez les jeunes. Où sont d'ailleurs les distractions : le cinéma, les bals, le claque ? quelquefois aussi le sport. Une vraie vie de brute où n'entre aucun espoir et aussi malheureusement aucune volonté d'en sortir. Les journaux politiques et syndicaux sont délaissés, on ne va à aucun meeting, on lâche tout. L'esprit même de la grève est attaqué par l'ouvrier qui regrette d'avoir suivi les mots d'ordre de la C.G.T., d'avoir perdu des journées de travail alors qu'il est si facile, d'après lui, de faire onze ou douze heures pour s'assurer une bonne paie. Qui défendrait aujourd'hui les quarante heures, ou même la journée de huit heures ? Ici on travaille onze et douze heures de moyenne, on travaille à la tâche, même le dimanche matin, on fait du « rendement » et le reste ne compte plus. Plus que jamais le mot de Pelloutier est dramatiquement juste : « Ce qui manque à l'ouvrier, c'est la connaissance de son malheur ! ».*

« *L'ouvrier 1952 du demi-siècle travaille dur, et si son salaire ne suffit pas, il prend sa revanche en donnant à la bourgeoisie le plus de gosses possible : on le paye pour ça.* »

En sommes-nous là ? Notre camarade voit juste mais il voit noir ; il généralise trop vite des faits exacts mais isolés. En tout cas son témoignage exige attention.

Même si nous ne sommes pas descendus aussi bas, il est nécessaire de rechercher les causes de ce glissement et de ce relâchement, de faire le point exact et de demander un coup de reins à ceux qui ne désespèrent pas.

Collinet explique le syndicalisme de 1900 comme un mouvement d'ouvriers qualifiés. Depuis, l'industrie s'est développée et le tandem professionnel-manœuvre aurait cédé la place au tandem technicien-ouvrier spécialisé, l'O.S. étant victime du fait de son travail d'une véritable dépersonnalisation.

Il voit en outre une classe ouvrière s'en allant en morceaux, sans liens communs. Déjà en 1946, la population active comptait 60 % de salariés, englobant au sommet de la pyramide sociale une bourgeoisie salariée ; plus bas une importante classe moyenne comprenant cadres, techniciens, administrateurs, maitrise, fonctionnaires ; enfin la classe ouvrière proprement dite formée par parties à peu près égales d'ouvriers qualifiés, d'O.S., de manœuvres. L'ouvrier spécialisé obéissant aux slogans staliniens comme il obéit à l'atelier aux consignes rigides du travail.

Au sein de la classe ouvrière l'ouvrier qualifié ne joue plus le même rôle qu'autrefois, il est relégué, particulièrement dans la mécanique que s'est particulièrement attaché à étudier Collinet, à des fonctions d'outillage ou de réparation, perdant le contact et peut-être aussi le sens ouvrier.

Quant au salaire, il ne représente plus le travail réellement effectué par le salarié, mais par le mélange des allocations familiales et de la Sécurité sociale, la satisfaction des besoins des diverses catégories d'ouvriers, avec enfants ou sans enfants. L'Etat a réussi à se décharger sur le chef d'entreprise des charges d'assistance. Le chef d'entreprise s'est déchargé à son tour sur la classe ouvrière. La masse globale des salaires n'a pas varié, constate Collinet ; seule a varié la répartition au sein de la classe ouvrière, l'ouvrier sans enfant étant diminué pour que l'ouvrier à trois ou cinq enfants puisse les nourrir. D'où le perfectionnement de la méthode inaugurée par le patronat du textile, payant autrefois en aumônes une partie du salaire, faisant assurer aujourd'hui les charges des familles nombreuses par les ouvriers jeunes, généralement sans enfants. D'où cette répercussion du jeune ménage, frappé dans son salaire et ne pouvant, au moment de son installation dans la vie, en assurer les frais et devant camper à l'hôtel.

D'où aussi peut-être une division latente au sein de la classe ouvrière, d'où une diminution du salaire direct, d'où la banlieue ouvrière, « insulte permanente à l'homme et à la nature », d'où ces variations surprenantes dans la consommation de la viande et du vin à Paris, par exemple : Tandis que la consommation de la viande de boucherie, par tête et par an, était de 70 kilos en 1885, une enquête de l'hiver 48-49 constatait que l'ouvrier parisien consomme en moyenne 26 kilos 500 et l'employé 28 kilos seulement dans l'année ; en ajoutant le poisson inexistant il y a cent ans, la charcuterie et la volaille on obtient une consommation totale par habitant à Paris qui n'excède pas 55 kilos (pour un ouvrier environ 45 kilos). Même constatation pour le vin ; un ménage d'ouvrier parisien qui consommait en moyenne 160 litres par an, il y a vingt ans, n'en consomme pas plus de 75 litres. Le niveau

de vie, contrairement à ce que l'on pense généralement, ne se serait donc pas relevé.

Collinet brosse surtout dans ce livre un tableau dont il dégagera vraisemblablement les leçons dans un prochain ouvrage, l'**Esprit du Syndicalisme**. Dans la conclusion de celui que nous avons sous les yeux il résume exactement le grand fait du moment : « Le système brutal qui, au siècle dernier, refusait la consommation aux travailleurs pour tailler au milieu de la vieille économie naturelle le nouveau domaine des capitaines d'industrie se renouvelle à peine atténué de nos jours par le mécanisme des investissements forcés provenant de l'Etat ou des entreprises. La génération actuelle supporte comme producteur et consommateur à la fois le poids d'une reconstruction et d'un équipement que les vieilles méthodes du crédit volontaire au temps des richesses accumulées répartissaient sur plusieurs générations. Travailleurs et consommateurs paient la rançon de vingt ans de stagnation économique et de cinq ans de destructions militaires. Telle est sans doute une explication de la nouvelle loi d'airain des salaires. »

J'avais grande envie de chicaner Collinet sur certaines illusions qu'il paraît avoir à l'égard d'une fraction importante du patronat qui prendrait conscience qu'un accroissement de la productivité est un besoin vital pour l'équilibre économique. Mais quand on est en pleine purée de pois, pour reprendre l'image du jeune camarade, on frappe à toutes les portes. Surtout quand la classe ouvrière donne le spectacle de s'abandonner, on se tourne ailleurs pour dénouer une situation. Illusions tout cela et dont on sera forcé de revenir. C'est à ramener la classe ouvrière à sa tâche et à la conscience de son rôle, qu'il faut travailler. Il n'est pas possible que l'ouvrier français de 1952 soit plus bête que celui de 1900. Il a seulement perdu confiance en lui. C'est le résultat de deux guerres. Non seulement par la mort des plus hardis, donc des meilleurs, mais par le sentiment d'être le jouet des événements, d'être dans l'incapacité de les influencer, d'avoir prise sur eux. On croit tout perdu, on n'espère plus en l'émancipation générale qu'apporterait la révolution ; les meilleurs se disent : pensons à nous et aux nôtres, débrouillons-nous. Ils ne voient pas que nous sommes à une époque où les événements vont vite et, pourrait-on dire, foncent sur nous. Cette classe ouvrière qui a perdu la foi, momentanément, ne sera-t-elle pas appelée brusquement demain à faire la révolution sociale, attendue depuis cent ans, ratée ici, ratée là, une révolution à laquelle elle ne se sera pas préparée, et dont les meilleurs eux-mêmes auront douté ?

Pierre MONATTE.

Quand jugera-t-on les assassins de Dalat?

On se rappelle cette monstrueuse tuerie. Il y aura bientôt un an qu'elle a eu lieu, un an dans un mois, le 11 mai prochain.

Pour venger la mort de l'un de leurs collègues tué chez lui par les Vietminh, un Eurasien, un triste individu d'ailleurs (prêteur à la petite semaine, abusant de ses fonctions pour exercer le droit de cuissage sur les femmes indigènes qu'il terrorisait), le soir de son assassinat, tous les agents de la sûreté française de Dalat, sous la conduite de leur chef, un certain Jumeau, se rendirent à la prison de la ville où, avec l'autorisation du maire et son assentiment, un Vietnamien, le docteur Quê, ils se firent livrer vingt prisonniers, des hommes et des femmes, et les emmenèrent en camion jusqu'au terrain d'aviation du Cam Ly où ils les massacrèrent un par un à coups de revolver et de mitraillettes. Une seule de leurs victimes, une femme qui, quoique grièvement blessée, avait réussi, profitant de l'obscurité de la nuit, à se cacher à l'écart derrière un buisson, fut retrouvée vivante le lendemain. Rappelons qu'aucun de ces malheureux n'était un condamné. Ils n'étaient même pas des prévenus, mais de simples suspects qu'on avait arrêtés, et on sait que, là-bas, en ce moment, on devient facilement un suspect surtout si on a la malchance d'être né Vietnamien. La plupart d'entre eux, s'ils avaient été envoyés à Saigon pour y être déférés à la justice, très probablement auraient été relâchés après un bref interrogatoire.

Donc, on peut dire un massacre d'innocents. Il fut connu tout de suite dans le monde entier où il souleva l'indignation universelle. Tous les massacreurs furent arrêtés et mis en prison, y compris le docteur Quê qui aurait pu empêcher cette tuerie en lui refusant son autorisation. On annonça qu'ils allaient bientôt être jugés. Le procès devait venir en septembre et nous voici en avril, sans qu'on l'ait vu venir. Il ne viendra jamais, nous disent les Vietnamiens. En tout cas, pour l'instant, tous les coupables, sauf Jumeau qu'on cherche du reste à faire passer pour fou, ont été remis en liberté et certains ont déjà pu reprendre leurs fonctions.

Sans doute certains diront : Quoi ! vingt Vietnamiens ont été massacrés, qu'est-ce que c'est que cela ? Vous croyez que les Vietminh n'en font pas autant de leur côté, et pire sûrement ? Puis, est-ce qu'on n'a pas massacré cent mille fois plus en Espagne, en Russie, en Allemagne du temps des nazis, en Corée et en Chine ? D'accord, mais puisque nous sommes la France et que nous prétendons représenter la civilisation !

Autrefois, la Ligue des droits de l'homme se serait émue et aurait réclamé justice. Elle n'aurait même eu de cesse qu'elle ne l'eût obtenue. Un député socialiste serait monté à la tribune de la Chambre pour poser une question au ministre. Toute la presse de gauche aurait fait chorus. Mais avons-nous encore une Ligue des droits de l'homme, un parti socialiste, une presse de gauche ? Et les communistes ? Ils se frottent les mains. Voilà qui amène de l'eau à notre moulin, se disent-ils, et ils ont raison.

Quand jugera-t-on les assassins de Dalat ?

Jacques **STERNEL**.

Une classe qui a été l'opprimée de toutes les époques et de tous les règnes, la classe du travail, prétend apporter un élément de régénération...

Lorsqu'une classe a perdu la supériorité morale qui la fait prédominante, elle doit s'effacer si elle ne veut pas être cruelle, parce que la cruauté est la seule ressource des pouvoirs qui tombent.

VARLIN.

L'AMERIQUE *devant le stalinisme*

George Kennan a acquis soudain la notoriété par un article paru dans le numéro de juillet de « Foreign Affairs », revue trimestrielle publiée à New York et dont le titre indique la spécialisation. L'article était intitulé « Les sources de la conduite soviétique » ; il était signé : Mr. X. Il révélait une connaissance si exceptionnelle des choses et des hommes de Russie qu'il provoqua, en Amérique et en Angleterre, de larges discussions et commentaires, et aussi la curiosité quant à son auteur. Il y avait alors si peu d'Américains instruits de la politique stalinienne et capables d'en parler avec cette franchise qu'il fut facile de le repérer : cet « X » mystérieux était un haut fonctionnaire du State Department où il avait reçu mission de créer puis de diriger un service chargé d'élaborer et de coordonner la politique extérieure des Etats-Unis, envisagée dans son ensemble.

Cet article, complété par un plus récent paru dans la même revue (avril 1951), forme l'appendice d'un ouvrage qui vient de paraître à New York et à Londres sous le titre « American Diplomacy 1900-1950 ». Kennan explique comment il a été amené à étudier la diplomatie américaine du demi-siècle. Dans cette section importante qu'il dirigeait, ce qui l'avait le plus frappé ç'avait été de constater, chez les dirigeants, un manque d'accord général, sur les conceptions fondamentales présidant aux relations extérieures des Etats-Unis. Dans le passé, les conséquences n'avaient pas été très graves parce que l'Amérique possédait une large marge de sécurité ; mais aujourd'hui, dans un époque où elle se trouve dans une situation toute nouvelle, ce manque d'accord constitue un extrême danger ; on ne voit que des vacillations où il faudrait détermination. L'Amérique, pour la première fois, sent sa sécurité menacée. Pourquoi ? Comment en est-on arrivé là ? C'est pour essayer de trouver la réponse à cette question que Kennan décida d'étudier la diplomatie américaine du demi-siècle. Le fruit de son travail d'exploration, il l'exposa dans six conférences qu'il fit à l'Université de Chicago, et ce sont ces conférences qui sont ici imprimées : guerre avec l'Espagne ; la « porte ouverte » en Chine ; l'Amérique et l'Orient ; les deux guerres mondiales et enfin la diplomatie dans le monde moderne. Sujets d'importance comme on le voit, et je tâcherai d'en parler ; mais l'appendice est, selon moi, tellement plus important que c'est par lui que je commencerai, et par l'article le plus ancien, celui de 1947.

A cette époque, les Américains étaient contraints de constater que l'après-guerre se développait tout autrement qu'ils ne l'avaient imaginé. L'Allemagne avait été battue et détruite autant qu'il était possible, mais l'Empire russe poussait ses tentacules vers l'Ouest et vers l'Est ; il se révélait un partenaire difficile. Roosevelt s'était-il donc trompé ? et, faudrait-il payer pour les conséquences de son erreur ? On était d'autant plus porté à le croire qu'on découvrait à la fois son ignorance des choses russes et sa présomption. Cherchant à s'informer, il questionnait un jour Frances Perkins, son ministre du Travail : « Dites, Frances, vous les connaissez, vous, les Russes ? » L'article de Kennan venait à point ; il donnait une réponse à cette question angoissante, et il était rassurant car il apportait les éléments d'une politique qui permettrait de limiter les dégâts.

⁂

Ce qui donne tout son prix au travail de Kennan, c'est qu'il constitue une œuvre originale et personnelle. Kennan est, je suppose, un libéral, un homme qui sait lire et qui sait voir : les dix années qu'il a passées dans des postes diplomatiques à Moscou et dans les Pays baltes, sa connaissance de la langue faisaient de lui un homme particulièrement bien préparé pour traiter un sujet difficile. Rien chez lui des banalités, lieux communs, déclamations sentimentales fréquents dans ce genre d'écrits ; pas trace de polémique non plus mais un exposé qui se déroule avec la rigueur d'une démonstration de théorème, et, çà et là, d'heureuses formules.

Il définit d'abord le pouvoir soviétique comme le produit à la fois d'une idéologie et des circonstances dans lesquelles il s'est développé, de situations changeantes. C'est, dit-il, la connaissance de l'interaction de ces deux forces qui permet de comprendre la politique russe. L'idéologie, c'est le marxisme interprété et appliqué par les bolchéviks, mais il faut se rappeler les paroles de Gibbon, historien d'un autre empire : « De l'enthousiasme à l'imposture, le pas est périlleux et glissant. » La conscience peut sombrer dans un état intermédiaire entre l'illusion et la fraude délibérée.

Les premières années du régime sont honnêtement analysées, et aussi la NEP, qui ramène, dans certaines limites, le capitalisme, de sorte qu'il existe désormais, dans la société soviétique, des facteurs antagonistes. Si Lénine avait vécu, peut-être aurait-il été capable de concilier ces forces contraires, encore qu'on en puisse douter ; mais ce qui n'est pas douteux, ce qui est tout à fait sûr, c'est que Staline et ceux qu'il conduisit dans la lutte pour la succession de Lénine n'étaient pas hommes à tolérer des éléments politiques adverses : leur sentiment d'insécurité était trop fort : seul le Parti a le droit de s'organiser, et, dans le parti, la direction. Elle seule sait ce qui est bon pour la société. Mais le procès de la consolidation politique n'a jamais été achevé ; et les hommes du Kremlin restent toujours dominés par la lutte pour le pouvoir et pour rendre ce pouvoir absolu en Russie et au dehors.

Cependant quand ils affirment que les derniers vestiges du capitalisme ont disparu, que le socialisme est déjà réalisé, le maintien de la dictature exige une explication. Ils invoquent alors l'encerclement capitaliste, insistant avec force sur l'antagonisme entre les deux mondes : capitaliste et socialiste. Mais « il est amplement prouvé que l'accent mis par Moscou sur les

menaces confrontant la société soviétique de la part de puissances étrangères n'est pas fondé sur la réalité de cet antagonisme mais sur la nécessité de justifier le maintien de la dictature en Russie... La sécurité du pouvoir soviétique repose sur la discipline de fer du parti, sur la brutalité et l'ubiquité de la police secrète et sur le monopole économique absolu de l'Etat ».

Mais que reste-t-il de l'idéologie ? Ce postulat : antagonisme inné entre capitalisme et socialisme, qui a des conséquences directes dans la conduite des Russes comme membres d'une société internationale : les autres gouvernements sont tous et toujours des ennemis. Si le gouvernement soviétique appose, occasionnellement sa signature au bas de documents qui indiquent le contraire, il faut considérer cet acte comme une manœuvre permise puisqu'on traite avec l'ennemi. D'où : secret, manque de franchise, duplicité, inimitié fondamentale. Quand ils se décident pour la manière douce, on s'écrie aussitôt : « Les Russes ont changé ». Mais nous ne devons pas nous laisser duper par leurs manœuvres tactiques. « Pendant longtemps encore nous sommes donc condamnés à trouver qu'il est difficile de négocier avec les Russes, car ils pensent pouvoir prendre leur temps, pour préparer le coup de grâce final. Ce qu'il faut avant tout, c'est que la « patrie socialiste » soit chérie et défendue par tous les communistes, ceux de Russie et ceux de l'étranger. »

Ces considérations nous amènent au second des concepts soviétiques fondamentaux : l'infaillibilité du Kremlin ; la direction a toujours raison et elle avait toujours raison. Infaillibilité et discipline de fer ; mais leur effet ne peut être compris si on ne tient compte d'un troisième facteur : la direction a pleine liberté pour formuler, dans un but tactique, toute thèse qu'elle juge utile à un moment donné et d'en exiger l'acceptation sans réserve par tous les membres du mouvement. La vérité n'est pas une constante, elle est créée et recréée par les leaders soviétiques pour tous leurs buts et desseins. Elle peut varier de semaine à semaine, mais quand la ligne a été établie, la machine gouvernementale soviétique tout entière, y compris la diplomatie, doit suivre inexorablement la voie prescrite.

⁂

La politique stalinienne étant désormais connue dans sa réalité et ses sources, Kennan en arrive à préciser la politique qu'il préconise : « Dans ces circonstances, il est clair que l'élément essentiel de toute politique américaine à l'égard de la Russie doit viser à contenir les tendances expansionnistes de la Russie par une vigilance patiente, ferme et qu'il faut prévoir de longue durée. » Mais elle devrait être soucieuse d'éviter les menaces, les gestes spectaculaires, conserver calme et sang-froid, même faire en sorte qu'un acquiescement de la Russie ne nuise pas à son prestige. « La pression soviétique sur les libres institutions du monde occidental peut être contenue par l'application adroite et vigilante d'une contre-force sur un ensemble de points, politiques et géographiques, constamment changeants, correspondant aux mouvements et manœuvres de la politique soviétique, mais qui ne peuvent être ignorés ou dédaignés. » Les Russes tablent sur un duel indéfini et ils sont encouragés par les succès qu'ils ont déjà remportés. Leur thèse implique non seulement un complet manque de contrôle de l'Occident sur son propre destin économique mais assume l'unité, la discipline et la patience de la Russie pour une durée indéfinie. « Ramenons cette vision apocalyptique sur la terre, et supposons que le monde occidental soit capable de contenir le pouvoir soviétique pendant une période de dix ou quinze ans. Qu'est-ce que cela signifiera pour la Russie elle-même ? »

Le maintien de la sécurité politique à l'intérieur, et l'édification d'une industrie lourde exigent un terrible coût en vies humaines, et en énergies et espérances humaines. Ils nécessitent le recours au travail forcé sur une échelle sans analogue dans les temps modernes, en période de paix. La guerre a entraîné d'immenses destructions. « En conséquence, nous avons aujourd'hui en Russie une population physiquement et spirituellement fatiguée. La masse du peuple est désillusionnée, sceptique, n'est plus aussi accessible à l'espèce d'attraction magique que le pouvoir soviétique exerce encore sur ses fidèles du dehors. L'avidité avec laquelle le peuple russe profita du court répit accordé à l'Eglise, pour des raisons tactiques durant la guerre, était un éloquent témoignage du fait que cette capacité de foi et de dévotion ne trouve qu'une faible expression dans les desseins du régime. » Il y a des limites à la résistance physique et nerveuse, et les camps usent les hommes. Seule la jeune génération pourrait aider. Elle est nombreuse et vigoureuse, et les Russes sont doués. Mais quels effets durables auront eus sur ces jeunes, quand ils arriveront à âge d'hommes, les tensions émotives anormales créées par la dictature et que la guerre a considérablement amplifiées ? Le développement économique a été très irrégulier et précaire ; tout a été sacrifié à l'industrie lourde. (Staline a dit avant Goering : plutôt des canons que du beurre). La construction, faite en hâte, est de pauvre qualité. Conclusion : la Russie reste, économiquement, vulnérable.

Une grande incertitude domine la vie politique ; le parti communiste d'aujourd'hui est très différent de celui qui existait en 1939 ; les morts, si nombreux de la guerre, ont été remplacés par de nouveaux venus : comment s'établit le contact entre eux et les rescapés ? Les chefs staliniens n'osent pas les rassembler ; le congrès, institution annuelle sous Lénine, n'a pas été réuni depuis treize ans. Ils sont inquiets : que se passera-t-il quand Staline disparaîtra ? Il n'y a eu, depuis la révolution, qu'un seul transfert du pouvoir et on sait quels troubles il a provoqués : exécutions, déportations, famine provoquée pour réduire les paysans ; le chaos et la faiblesse de la société russe pourront se révéler sous des formes indescriptibles.

L'Amérique peut donc s'engager avec une confiance raisonnable dans une politique de barrage, opposant une contre-force à l'expansion russe chaque fois que cela serait nécessaire. Mais elle ne doit pas se borner à ces opérations indispensables. Il est tout à fait possible, pour l'Amérique, d'influencer par des actes le développement interne, en Russie, et dans le mouvement communiste international tout entier. L'activité consacrée à l'information peut, dans une modeste mesure, y contribuer. Mais ce qui est infiniment plus important, c'est la mesure dans laquelle l'Amérique saura créer chez tous les peuples l'impression d'un pays qui sait ce qu'il veut, qui est capable de résoudre les problèmes de sa vie intérieure et d'assumer les responsabilités d'une puissance mondiale ; un pays dont la vitalité spirituelle lui permettrait de prendre sa place dans les grands courants idéologiques du temps présent.

⁂

Durant les trois années qui se sont écoulées entre 1947 et 1950, la tension internationale a persisté, tantôt plus aiguë, tantôt baissant quand des conférences internationales se réunissent. Mais toutes échouent ; à la guerre froide est venue s'ajouter la guerre de Corée et l'idée de recourir à une guerre généralisée pour en finir avec les manœuvres staliniennes a gagné certains secteurs de l'opinion américaine. Kennan écrivit son second article pour défendre et justifier la conception qu'il avait exposée trois ans auparavant. De divers côtés, on l'attaquait : politique insuffisante, négative, trop coûteuse pour les résultats qu'elle donne. Sa riposte est aussi mesurée et aussi solide que son premier exposé.

Il y a des Américains, écrit-il, qui commencent à envisager une nouvelle guerre mondiale, à la croire inévitable, et s'imaginent de nouveau qu'une décision militaire apporte quelque chose de positif et de définitif. « Il ne pourrait y avoir, cependant, d'erreur plus grande — en dehors de toute considération du sang et des sacrifices que la guerre exige. » La guerre ne résout aucun problème, la victoire n'atteint aucun des buts pour lesquels la guerre a été soi-disant déclenchée ; elle accumule les ruines, elle dégrade les hommes ; elle met vainqueurs et vaincus devant des problèmes encore plus inextricables. « Nous n'aimons pas l'actuel régime de la Russie ; mais quelle sorte de Russie voudrions-nous avoir comme partenaire dans la communauté mondiale ? » Un bref historique du développement politique et économique de la Russie l'amène à formuler certaines mises en garde. D'abord, il est indispensable de reconnaître que le régime intérieur est essentiellement l'affaire de la Russie elle-même ; nous souhaitons qu'elle renonce au totalitarisme mais nous comprenons et admettons qu'elle puisse choisir un régime différent du nôtre ; qu'elle cesse de tenir sous le joug des peuples aptes à une vie nationale mais nous n'envisagerons pas des démembrements qui, sous prétexte de satisfaire des revendications nationales, auraient des conséquences économiques détestables : par exemple, l'Ukraine possède certainement tous les attributs d'une entité culturelle mais, économiquement, elle est partie intégrante de la Russie autant que la Pennsylvanie l'est des Etats-Unis.

Mais, demande Kennan « qu'est-ce que nous pouvons faire, comme Américains, pour cette Russie que nous voudrions ? » L'aider à se constituer par la guerre ? A cela il a déjà répondu. Mais supposons que l'état présent d'absence de guerre généralisée demeure ; a-t-on des raisons de croire que des changements du genre de ceux envisagés pourront se produire ? Impossible en un tel domaine de fournir une preuve, « la réponse repose sur quelque chose qui est, pour partie, matière d'opinion et de jugement, mais aussi, admettons-le, un acte de foi ».

⁂

Ce qu'il y a de particulièrement réconfortant et encourageant dans l'attitude de Kennan, c'est d'abord qu'elle révèle l'existence de diplomates américains capables de parler avec cette compétence des choses de Russie et d'étudier en historien la difficile situation dans laquelle le monde se débat (on ne connaissait surtout, jusqu'à présent, que les médiocres). Ses analyses de la politique étrangère de l'Amérique, que je n'ai plus la place de résumer, le montrent étranger à tout chauvinisme, à tout nationalisme. Ses conceptions, pour le moment présent, nous libèrent de l'obsession permanente et paralysante de la guerre ; elles ouvrent une perspective, une période de dix ou quinze ans dans des conditions qui ne sont ni de guerre ni de paix mais seront celles qui demeureront aussi longtemps que la politique russe restera ce qu'elle est. Epreuve de force et de durée. Staline comptait sur une crise économique — qu'il espérait voir surgir dès la fin des opérations militaires ; il compte maintenant sur les mécontentements et conséquences du réarmement parmi les nations du pacte Atlantique, mécontentements et difficultés que sa propagande s'emploie à intensifier. Mais l'empire russe lui-même est-il si solide ? Kennan ne le croit pas ; il base sa conviction sur une information exceptionnelle, et considère sa faiblesse essentielle celle de tout Etat totalitaire qui ne peut se maintenir qu'en s'appuyant sur un régime policier. Ses camouflages trompent de moins en moins. La manière dont Staline vient de révéler sa hantise d'une Allemagne reconstituée suffirait à caractériser son inquiétude ; elle est, d'autre part, une application de ces « tournants » dont Kennan a bien montré le mécanisme.

Après avoir proposé une politique américaine pour la Russie, Kennan va avoir la possibilité de l'appliquer ; il retourne à Moscou, cette fois en qualité d'ambassadeur ; Staline ne l'a accepté qu'après une assez longue délibération. Il part sans trop d'illusion, sait sa tâche difficile, compte aussi sur le temps pour obtenir des résultats. Il n'était question ici que d'exposer ses idées, non de les critiquer, mais cela ne doit pas empêcher de constater qu'il aura déjà rendu de grands services en rappelant un certain nombre de notions essentielles que le bruit des armes contribue à faire oublier ; il offre une autre issue qu'une troisième guerre mondiale ; la perspective qu'il ouvre d'un délai de dix ou quinze ans serait bonne aussi pour le mouvement ouvrier dont la présente condition n'est pas excellente et qui aurait alors la possibilité de retrouver vigueur et confiance.

A. ROSMER.

ECRIT IL Y A UN SIECLE

On comprendra qu'il m'est impossible de tout dire, de nommer les personnes dans beaucoup de cas ; pour parler d'un Russe, il faut le savoir sous terre ou en Sibérie. Je ne me suis même décidé à cette publication qu'après mûre réflexion : le mutisme soutient le despotisme ; les choses qu'on n'ose pas dire n'existent qu'à demi.

Alexandre HERZEN.

A TRAVERS LE MONDE

Vietnam

LA SEULE VOIE

Depuis 1905, le peuple vietnamien est entraîné par le vaste remous que les historiens appellent le « réveil de l'Asie ». Sa lutte commençait sous la forme nationaliste, mais depuis 1930, elle prend un caractère social de plus en plus marqué.

Pendant la dernière année de la guerre mondiale, des faits d'une importance particulière modifiaient le rapport des forces en faveur des staliniens qui savaient exploiter à fond la situation à leur profit et s'emparaient du pouvoir en mettant hors de combat tous les adversaires politiques. Une opposition grandissante se dessinait déjà contre leur régime quand, chance inespérée pour eux, se produisirent les événements du 19 décembre 1946. En attaquant le gouvernement Ho Chi Minh dans un but de reconquête, le gouvernement français a formé l'union sacrée des Vietnamiens autour des staliniens qui ont le monopole de la lutte nationale.

Malgré la volonté unanime de la population, malgré l'étendue des sacrifices des armées et malgré un soutien extérieur des plus dévoués, le Vietnam n'a pas encore réussi à déloger le colonialisme des centres vitaux du pays et à consolider par là les bases essentielles d'une indépendance durable.

Cependant, les difficultés de la lutte du Vietnam ne viennent pas de la supériorité écrasante de l'adversaire. La France a dépensé plus de 2.000 milliards de francs pour défendre sans espoir les 30 milliards de capitaux investis, sans compter les pertes en vies humaines et en matériel. L'année dernière, le napalm américain sauvait le corps expéditionnaire français d'une offensive vietnamienne qui aurait pu être décisive. Et à l'heure actuelle, personne ne peut prévoir un terme à cette guerre ruineuse.

Pourquoi ?

La guerre a commencé sous l'aspect d'une guerre libératrice pour le Vietnam et celui d'une guerre de reconquête coloniale pour la France. En 1948 encore, Ho Chi Minh proclamait que le futur Vietnam resterait au sein de l'Union française. De son côté, la France répondait par une fin de non-recevoir, à tous ceux qui voulaient une solution internationale au problème, en arguant que c'est une pure « affaire de famille ».

Cependant, l'ascension, en Chine, de Mao Tsétoung au pouvoir, l'accentuation de la guerre froide entre l'Est et l'Ouest, l'adhésion de la France au pacte Atlantique, la prise de position par le gouvernement Ho Chi Minh dans le camp des démocraties populaires, ont vite fait de transformer le Vietnam en un des points les plus sensibles de la guerre froide entre les deux grands. Et les adversaires d'hier ne sont plus que des instruments, l'un de la Russie, l'autre de l'Amérique dans leur compétition pour la domination mondiale.

Il est évident que dans cette guerre froide, la France et le Vietnam ne sont plus maîtres de leur conduite. Engagés sur la pente de la guerre, ils ne peuvent plus reculer en envisageant des pourparlers à deux. Sur cette voie, ils rencontreront des obstacles insurmontables.

Il n'est pas permis non plus, dans un camp comme dans l'autre, d'espérer de gagner ou de perdre. Une défaite du corps expéditionnaire français appellera à coup sûr le renforcement de l'aide en napalm, en chars, en avions et en dollars, comme cela s'est vu l'année dernière, aide qui stoppera l'avance de la résistance vietnamienne et empêchera son armée d'assurer la victoire. Par contre, la débâcle des troupes de Vo Nguyên Giap sera inévitablement le prélude au déferlement des millions de volontaires chinois sur les plaines du Fleuve Rouge, sinon plus au Sud : le Vietnam aura vite été transformé en une nouvelle Corée, où soldats chinois et occidentaux feront la loi sur la population terrifiée.

L'accentuation de la guerre du Vietnam ou son élargissement sous la forme d'une internationalisation du conflit n'a aucune chance de résoudre le problème. Au contraire, par la position stratégique privilégiée du pays dans le Sud-Est asiatique, un tel événement sera à coup sûr le premier acte de la troisième guerre mondiale, sous sa forme chaude. Dans les perspectives de la troisième guerre, les nationalistes vietnamiens, même des plus antistalinistes, se mettent dans le camps de la Russie. Dans l'éventualité de la victoire de celle-ci, le Vietnam serait déjà libéré du colonialisme. Dans l'éventualité d'une « libération du monde » par l'Amérique, il n'y aurait pas de raison que les U.S.A. rétablissent le colonialisme en Indochine. Par contre, se mettre dès maintenant dans le camp occidental qui a la France comme soutien, c'est accepter le statu quo du colonialisme.

Une chance de paix

Néanmoins, il peut arriver une chance de paix au Vietnam. C'est dans le cas où les deux grands, pour une raison ou pour une autre, se décident à une co-existence pacifique de longue ou brève durée. A leur point de vue, le Vietnam ne doit tomber sous l'influence ni de l'un ni de l'autre camp. La revendication d'un statut de neutralité s'avère possible, avec les corollaires logiques : retrait de l'armée d'occupation, élections générales au Vietnam, formation d'un gouvernement neutre vis-à-vis des deux grands. L'accord des deux grands donnera aux colonialistes l'occasion de se retirer sans perdre la face et donnera au peuple vietnamien la chance de se dégager de l'étreinte stalinienne. Telles sont les perspectives de luttes des nationalistes les plus éclairés du Vietnam.

Cependant, ce n'est qu'un commencement. Des destructions systématiques consécutives à six années de guerre libératrice posent d'énormes problèmes de reconstruction en plus des questions sociales que le Vietnam a hérité de la féodalité et du colonialisme. Sans force politique, sans moyens réels, le futur gouvernement du Vietnam sera la proie facile du stalinisme, comme cela s'est vu en Chine avec Tchang Kai Chek. La neutralité du Vietnam n'est alors qu'apparente. Un tel règlement permettra aux staliniens d'accaparer tout le Vietnam non plus par les armes, mais par la diplomatie internationale.

La seule voie est la constitution d'une forte Fédération démocratique et socialiste des peuples libres de l'Asie, dans laquelle entrera le futur Vietnam, et qui lui fournira les appuis moraux ainsi que l'aide matérielle nécessaire pour aborder de front les questions sociales, pour instaurer le véritable régime socialiste, seul antidote du totalitarisme.

HO.

Angleterre

CINQ MOIS DE GOUVERNEMENT CONSERVATEUR

Revenus au pouvoir avec une majorité précaire ne représentant qu'une minorité des suffrages, les conservateurs ont réussi, dans cette courte période de début qui pouvait être décisive, à consolider leur position au Parlement et, très probablement aussi, dans le pays. Leur politique sociale a été plus souple encore et plus adroite qu'on avait pu l'imaginer, et en desserrant l'étreinte de l'Etat, adoucissant contrôles et dépenses, ils ont gagné des sympathies dans la petite bourgeoisie et dans les cercles libéraux.

Sur les mesures d'austérité, sur le réarmement, ils n'ont fait que reprendre la politique du gouvernement travailliste, aggravant même les premières pour souligner l'héritage de faillite qu'ils en avaient reçu. Mais avec le budget, leur politique propre s'est affirmée très nettemennt dans deux directions. Les subventions de l'Etat accompagnant le rationnement sont amputées de 150 millions de livres, tombant de 400 millions à 250, mais le choc et les effets en sont amortis par des dégrèvements à la base de l'impôt sur le revenu, un relèvement des pensions et allocations familiales, si habilement combinés que l'opposition travailliste a été, en séance, prise de court. Elle s'attendait à cette attaque sur les subventions et n'a pas manqué de l'accueillir par de virulentes protestations, mais quand le ministre Butler eut énuméré les dispositions proposées en contre-partie, Attlee fut incapable d'engager immédiatement la discussion, comme il est de coutume, et dut demander un délai. « Je prends 150 millions aux subventions, avait dit le ministre, mais je donne 200 millions de dégrèvements pour les salaires. » Et ces dégrèvements ont une conséquence importante : ils sont un encouragement à une production accrue par les travaux supplémentaires dont le profit était jusqu'à présent repris presque intégralement par l'impôt ; ils donneront ce stimulant que les travaillistes ont vainement recherché. « Un mineur, abattant le charbon, peut maudire l'augmentation du coût de la vie qu'entraine la réduction des subsides, mais nous lui donnons la possibilité de la compenser plusieurs fois par un salaire accru. » Deux millions d'ouvriers vont rejoindre les 8.375.000 qui échappaient déjà à l'impôt, sur un ensemble de 23 millions. Et il disait encore : les subsides de l'Etat profitent aux riches comme aux pauvres. Pourquoi donner au riche une aide dont il n'a nul besoin ? Les travaillistes, on le voit par cet exemple, n'ont plus affaire à des adversaires bornés ; ils trouvent devant eux une nouvelle génération de conservateurs, informés et capables de tirer profit des expériences.

La seconde innovation du budget est plus grosse de signification et de conséquences. Par le relèvement du taux de l'escompte, qui passe de 2,5 à 4 pour cent, les conservateurs portent l'attaque sur ces conceptions du plein emploi que l'économiste John Maynard Keynes avait élaborées et que le gouvernement travailliste avait appliquées. Par la politique de l'argent cher, ils veulent défendre la livre « d'autant plus forte qu'elle est plus rare », et en limitant les investissements destinés aux fabrications pour la consommation intérieure, ils n'hésitent pas à freiner un secteur de l'activité économique car ils veulent provoquer un chômage suffisant à créer cette « armée de réserve » dont le capitalisme a besoin pour imposer ses conditions aux ouvriers et qui lui facilite l'exercice du pouvoir.

Des nationalisations, seule celle de l'acier, à peine réalisée, est, pour l'instant, remise en question ; les entreprises seront rendues à l'industrie privée, l'Etat se réservant sans doute un droit de contrôle.

Les conservateurs s'engagent donc résolument vers le retour au régime capitaliste traditionnel non par une attaque de front sur le régime que les travaillistes avaient instauré mais par des démantèlements adroitement choisis et réalisés. Leur tâche est facilitée par l'état de l'opposition qu'ils trouvent devant eux. Le Labour Party qui aurait besoin de toutes ses forces pour défendre son œuvre est, présentement, paralysé par ses querelles intérieures. Qui est le chef ? demandent ironiquement les conservateurs. Attlee ? Bevan ? Il est vrai que ce dernier s'agite autant qu'il peut ; il est sans cesse sur le devant de la scène. Il gêne les siens, permet à Churchill de faciles triomphes, comme il est arrivé à propos du discours que Churchill avait prononcé devant le congrès américain. Ce qu'il avait dit là-bas au sujet de l'éventualité d'un échec des négociations d'armistice en Corée et des décisions à prendre devant la situation nouvelle ainsi créée. Attlee et Morrison en avaient convenu avant lui. Un débat là-dessus ne pouvait que tourner à leur confusion. Le « gauchisme » de Bevan les oblige à s'engager à fond et, comme il était inévitable, Morrison sortit de l'affaire écrasé et humilié.

Ensuite est venue la discussion sur le réarmement, occasion de la rébellion publique. Il était difficile pour les dirigeants du Labour Party de voter contre un programme qui reprenait simplement le leur ; tout ce qu'ils pouvaient faire était de dire qu'ils ne pouvaient donner leur confiance aux conservateurs pour l'appliquer.

Grâce aux conciliateurs, la rupture a été évitée. Pour combien de temps ? Pas sans doute pour de longs mois. Le *Daily Herald* parle de l'égotisme insupportable de l'équipe Bevan ; du côté trade-unioniste on ne la supporte qu'avec une impatience croissante.

En ses récents discours, Bevan a accentué sa position critique à l'égard de l'Amérique. Il est remarquable qu'il ne cherche pas à établir une liaison avec le mouvement ouvrier, notamment avec le C.I.O., mais se contente de rassembler les Anglais appartenant à diverses catégories sociales qui ne peuvent se résoudre à voir l'Angleterre écartée de la première place par les « barbares » Américains, et rejoint l'avocat de l' « Empire », Lord Beaverbrook, magnat de la presse, qui a d'ailleurs, à l'occasion, accueilli ses articles. Vis-à-vis du stalinisme, son attitude est celle de ces « neutralistes » que M. Beuve-Méry a installés dans la maison bourgeoise et nationale du vieux *Temps*. Drôle de programme pour une gauche socialiste. — **A. R.**

J'ai fait mienne cette conception que la vie humaine n'a de sens que dans la mesure où elle est au service d'un infini — qui, pour nous, est l'humanité.

JOFFE

(Testament)

En plein stalino-fascisme ! En pleine provocation ! En pleine stupidité !

Pour effacer les atrocités du cap Bon, le gouvernement français a trouvé un bon moyen : arrêter les ministres qui ont prescrit une enquête !

Nous l'avons déjà dit, mais il ne faut point cesser de le répéter : la caractéristique essentielle du fascisme, qu'il soit hitlérien, mussolinien ou stalinien, c'est le camp de concentration. C'est-à-dire la privation de liberté sans jugement, l'internement par « mesure administrative ».

Lorsqu'un homme, quel qu'il soit, est mis en prison, dans un camp ou en résidence forcée sans qu'il n'ait commis de délit et qu'il n'ait subi un jugement, c'est du fascisme. Car le fascisme est, avant tout, la négation des droits de l'homme, et que la garantie de n'être privé de sa liberté que pour des infractions à la loi, reconnues comme telles par un tribunal, est le droit le plus fondamental de l'homme.

En envoyant Bourguiba et autres en résidence forcée, sans jugement et sans qu'aucun crime ne leur soit imputé, Schuman, l'ancien sous-secrétaire d'Etat de Pétain, avait agi en fasciste ; aujourd'hui, en envoyant les ministres tunisiens, à leur tour, dans les mêmes conditions, en résidence forcée, Schuman récidive, et il a, naturellement, pour ce faire, le plein appui de son chef, Pinay, qui a voté les pleins pouvoirs à Pétain et appartint à son Conseil national.

En mettant à sa tête les hommes du fasciste Pétain, la IVe République en adopte nécessairement les procédés.

Cependant que tout le monde, Schuman en tête, entre deux actes d'arbitraire, signe autant que l'on veut de déclarations et de traités faisant du respect des droits de l'homme, pour tous les Etats, une stricte obligation ! — Fumistes !

∴

Tel est donc le premier caractère du coup de force tunisien : c'est du fascisme.

Le second, c'est d'être de la provocation, de la provocation voulue et calculée.

La suite des événements est rigoureusement la même que celle qui s'est déroulée il y a cinq ans en Indochine.

Dans une première phase, on essaie d'endormir l'adversaire par de belles promesses. On signe avec Ho Chi Minh un traité reconnaissant l'Etat du Viet-Nam comme un Etat libre et indépendant, puis une convention fixant des rapports provisoires entre le nouvel Etat et l'Etat français. Mais le jour où il faut s'exécuter, on se livre, au lieu d'appliquer les accords conclus, à tout un ensemble d'agressions provocatrices, à Haïphong, à Lang-son, à Hanoï (1), afin que le sang coule et qu'on ait ainsi un prétexte pour se libérer de ses engagements.

Tout pareillement, on promet à la Tunisie une large « autonomie interne », qu'on s'engage à appliquer progressivement mais rapidement. Et l'on fait, grâce à cela, un ministère Chenik.

Car ce ministère fut véritablement l'enfant de la Résidence, c'est elle qui l'a porté sur les fonts baptismaux. Agissant sur ses instructions de Paris, ce fut la Résidence qui sollicita Chenik, ainsi que les représentants de tous les partis nationaux tunisiens, de faire partie du nouveau ministère qui devait remplacer celui des Quisling, devenu impossible. Et tous les partis sauf un (le vieux Destour), ajoutant foi aux promesses qui leur étaient prodiguées, acceptèrent de tenter l'expérience. Après un an d'efforts vains pour les faire tenir, et lorsqu'une dernière tentative se fut heurtée à la hautaine fin de non-recevoir qu'a constitué la lettre de Schuman, les Tunisiens décidèrent un nouvel effort dans une autre direction : ils s'adressèrent à l'O.N.U. Cette fois, il allait bien falloir peut-être que le gouvernement français s'exécute... à moins... à moins qu'une nouvelle situation ne soit créée.

On créa alors la nouvelle situation par le même moyen que celui qui avait si bien réussi en Indochine : par la provocation. De même que, pour ce faire, on avait eu recours en Indochine à un ci-devant, le dénommé Thierry d'Argenlieu, on s'adressa pour la Tunisie à un autre ci-devant : de Hauteclocque. Et, à peine arrivé en Tunisie, avant même d'avoir eu le temps de prendre contact avec le pays et les hommes, ledit de Hauteclocque, obéissant évidemment aux ordres reçus, se livra à cette provocation inouïe : l'arrestation de Bourguiba, principal leader du mouvement national tunisien et de ses amis.

On eut alors nécessairement ce que l'on cherchait, la tempête dont on avait semé le vent : les Tunisiens réagirent.

Mais, assez rapidement, en partie sans doute sous les efforts du Destour, la tempête se calma ; une certaine tranquillité était revenue. On allait donc être obligé de rouvrir les négociations, puisqu'on avait promis de le faire dès que le calme serait rétabli. Et l'on allait même peut-être être obligé de tenir les promesses d'autonomie que l'on avait faites ! Mais c'est précisément cela qu'il ne fallait à aucun prix. C'est pourquoi on s'empressa à une nouvelle provocation, et plus grave encore que la première : mise en demeure au bey de renvoyer ses ministres, et, sur son refus, leur arrestation. Ainsi une nouvelle situation était créée qui allait permettre, une fois de plus, de renier ses engagements.

L'arrestation de Bourguiba, c'était le coup de Haïphong ; l'arrestation de Chenik, c'est celui de Hanoï. La provocation est et demeure le grand procédé du colonialisme français ; le seul qu'il soit capable de pratiquer.

∴

On sait le résultat de la provocation d'Indochine. Non seulement des centaines et des centaines de milliards gaspillés pour rigoureusement rien ; non seulement des dizaines de milliers de tués ; non seulement la pres-

(1) Voir « R.P. » de février 1952.

que totalité des forces armées françaises effectives immobilisées à dix mille kilomètres du Rhin ; mais, plus grave encore : le Viet-Minh, c'est-à-dire, à part quelques Quisling, tout le peuple annamite, jeté dans les bras de Staline ! De même qu'en 1936, en décrétant le blocus de la République espagnole, on avait poussé celle-ci obligatoirement dans les bras de Staline du fait qu'il était le seul à lui fournir des armes, en obligeant le Viet-Minh à avoir recours aux armes et à ne pouvoir en trouver que chez Staline et chez Mao, on a poussé tout le Viet-Nam obligatoirement dans les bras de la Russie.

En Tunisie, et, plus généralement, en Afrique du Nord, un processus semblable conduira à une situation plus grave encore.

Même les optimistes les plus béats, même les autruches qui, de parti pris, se fourrent les poings dans les yeux pour ne point voir, reconnaissent cependant, en général, que cette année-ci et l'année prochaine seront pour l'Europe les années les plus critiques, car c'est seulement avant que l'Amérique ait achevé son réarmement que Staline sera en mesure de frapper.

Or, c'est ce moment précis, ce moment extraordinairement critique, que Français et Anglais choisissent pour dresser contre eux tout le monde arabe !

Devant l'invasion cosaque, le seul flanc sûr que possédait jusqu'ici l'Europe était son flanc sud, le Nord de l'Afrique, du canal de Suez au détroit de Gibraltar, étant à l'abri d'une attaque russe, au moins immédiate. En dressant les Arabes contre l'Occident, le colonialisme franco-britannique est donc en train de détruire la seule région sur laquelle les métropoles pouvaient compter. Il livre, par avance, à Staline, tout leur flanc droit.

Cependant que le Département d'Etat américain, frappé de paralysie, à la fois par les attaques dont il a été l'objet et par l'attente de l'élection présidentielle, laisse faire !

Jamais politique n'a été, non seulement plus criminelle, mais plus stupide !

R. L.

A propos de "La tête des autres"

Le théâtre de l'Atelier fait courir tout Paris, quinze jours d'avance toutes les places sont louées. Marcel Aymé dans cette pièce traite d'un problème qui passionne tout le monde : l'exercice de la justice en France, dont dépend la liberté individuelle.

Les événements de ces dernières années, depuis 1939, ont amené à la justice une clientèle nombreuse, variée. Des gens de tous les horizons politiques furent successivement jetés en prison, privés de toutes les garanties habituelles. Certains se morfondirent des mois en cellule sans jamais voir un juge d'instruction, pour connaître au moins le motif de leur détention ; d'autres furent expédiés hâtivement par des juridictions d'exception où siégeaient, singuliers juges, leurs adversaires politiques. *La tête des autres* s'en prend particulièrement aux magistrats : atteints, certains signèrent un texte de protestation. Ils s'indignaient que l'auteur ait pu mettre en scène des magistrats de mœurs peu austères et, comble de l'indécence, nantis de femmes à la cuisse légère.

Il importe peu que nos juges soient cocus, il fallait bien mettre un peu de piment dans la pièce pour qu'on entende les dures vérités qu'elle comporte. Du reste l'essentiel n'est pas la vie privée des juges.

Même sur ce terrain les protestataires manquent de chance, l'un d'eux était surpris, la semaine suivante, en flagrant délit d'adultère !

On croirait qu'un génie tout-puissant s'est chargé de la publicité de Marcel Aymé. Une pudibonderie de dernière heure voulut que l'action se situât en Poldavie et depuis, chaque jour, les quotidiens de France étalent des scandales judiciaires. Vraiment nous n'avons rien à envier aux Poldaves. M. Alexandrovici gouverne ce pays en sous main, ici dans l'affaire Scaffa (dont les instructions successives furent un triple scandale), on put faire témoigner un ancien ministre, mais personne n'eut le pouvoir de citer à la barre un Joinovici.

A la Cour des chiffres de Poldavie un haut magistrat s'est compromis, chez nous le président de la Cour des comptes met son influence au service de sa maitresse poursuivie pour captation d'héritage.

C'est encore l'affaire Deshayes, un innocent dans tous les sens du terme, condamné et emprisonné quatre ans pour un crime qu'il n'a pas commis mais dont on est parvenu à lui extorquer l'aveu. A la vérité, les responsabilités ne sont pas exclusivement judiciaires : police, administration, politique y ont leur part.

Sous la III[e] les scandales étaient plus rares, il y avait encore une opinion, une ligue des droits de l'homme, un minimum de décence dans la magistrature. Pour une certaine bourgeoisie c'était une fierté que d'assumer les fonctions de juge et de continuer la noblesse de robe. Les juges se recrutaient parmi les gens aisés, plus attachés au rôle social et aux honneurs qu'à l'argent.

Bien sûr, il y eut jadis les épices, puis les condamnations automatiques à chaque peur bourgeoise : 48, la Commune, les attentats anarchistes. Il y eut l'affaire Dreyfus, mais si elle fut un scandale judiciaire, l'ampleur de la campagne dreyfusarde témoigne combien était vif, à cette époque, le sens de la justice. Pas de doute, nos juges ne sont que de mauvais fonctionnaires et le déclin de la liberté individuelle est en France un phénomène très net.

Ce n'est pas *La tête des autres* qui discrédite les magistrats, mais leur comportement. On les a vus, sous Vichy, appliquer mécaniquement des lois de circonstances, puis pratiquer avec la même rigueur la justice partisane de l'épuration. Compromis sous Pétain, il fallait bien donner des gages aux agents russes tout-puissants ; avec les scandales récents, c'est eux qui sont jugés. On comprend pourquoi la pièce de Marcel Aymé fera salle comble des mois durant, les lecteurs parisiens de la *R.P.* se doivent d'aller à l'Atelier voir cette pièce qui fera date et pose un problème important.

La critique ne pouvait éreinter une pièce vouée à ce succès mais l'embarras était à son comble, à gauche comme à droite.

Un Mauriac se rencontre avec ces chrétiens qui ne sont pas progressistes, mais lèchent régulièrement les bottes des valets de Staline, pour dire la valeur de la pièce et... déplorer son succès. Tartuffe pas mort !

D'autres malins vous diront que le succès est fait par les collabos et leurs familles occupant les fauteuils d'orchestre. En réalité c'est à toutes les places que s'assoient les gens qui ont connu la justice arbitraire pour des motifs variés. Des répliques font mouche, par exemple celle-ci : « Les juges devraient faire un stage en prison avant d'y envoyer les autres. »

Le côté théâtral de la justice est mis en évidence. Si la joie de toute la famille, quand le procureur obtient sa troisième tête, semble un peu forcée, il est dit ailleurs d'un ton très juste que le succès professionnel fait oublier au meilleur qu'il

s'agit de la tête d'un homme. L'avocat lui-même participe de cet état d'esprit, c'est pour cela qu'on a vu des défenseurs, devenus comme officiers des commissaires du gouvernement dans les tribunaux militaires, prononcer d'éloquentes plaidoiries à rebours et entraînant de lourdes condamnations.

Oui, le mal est général, tout l'appareil de justice est anachronique et pourri. Policiers, gardiens de prison, juges, avocats, tous ont une tendresse à peine secrète pour le malfaiteur, le récidiviste, le client. L'honnête homme victime d'une défaillance ou des circonstances, lui, est broyé férocement. « La tête des autres », nous avons tous plus ou moins joué avec quand nous feignions de croire qu'un pari perdu sur l'issue de la guerre méritait le retranchement de la société. Quand nous avons toléré les épurations syndicales, condamnations sans jugement et sans appel par des adversaires sans scrupules, dont le seul souci était de dominer le mouvement syndical au plus vite. Aujourd'hui on mesure les méfaits d'une épuration organisée au profit du parti russe, un mouvement syndical dispersé, privé de nombreux militants valables ; un parti socialiste qui n'est plus qu'une ombre ; une police et une magistrature savamment truffées de staliniens. N'oublions pas que la direction de la Justice fut dès les premières heures occupée par un avocat stalinien, ce fait explique pour une part la démoralisation de la magistrature.

Dépassons le plaisir éprouvé à entendre fustiger notre justice boiteuse.

Dans divers journaux quotidiens et hebdomadaires, certains à grand tirage, une campagne de presse est engagée pour défendre la liberté individuelle. Il ne s'agit pas de l'amnistie, problème également posé, mais de la dénonciation de la détention préventive excessive, arbitraire qui est un des traits les plus frappants de notre insécurité en face de la « justice ». L'ordre des avocats commence à s'émouvoir, on réclame une limitation du pouvoir des juges d'instruction, des parlementaires préparent des projets de réforme.

Autrefois, la gauche aurait repris et amplifié une campagne de ce genre, mais cette gauche conduite au fouet par les staliniens s'est rendue complice d'une épuration qui fut un sordide règlement de comptes ; compromise, elle n'ose plus bouger.

Pourtant, l'opinion fait écho à cette campagne, comme à la pièce de Marcel Aymé. Il suffirait de lui demander de s'exprimer à cette opinion pour obtenir des résultats.

Pourquoi la C.G.T.-F.O., ou à son défaut l'Union des syndicats, ne prendrait-elle pas l'initiative de convoquer les organisations syndicales libres, puis tous autres groupements non-staliniens, pour donner une expression active à cette campagne pour la liberté individuelle ?

La bataille des salaires ne contient pas toutes les possibilités syndicales, nous pouvons obtenir des garanties nouvelles par la loi ou en les insérant dans la Constitution ; consolider notre liberté serait acquérir une autorité nouvelle pour dénoncer les abus et les crimes de la grande Poldavie concentrationnaire.

Rassembler les différents courants syndicaux en se donnant comme tâche de restaurer la liberté individuelle paraît un objectif digne des traditions syndicales. On peut agir sur différents points : introduction dans la Constitution de clauses précises garantissant la liberté individuelle (habeas corpus, système de la caution), introduction dans le contrôle des prisons d'inspecteurs-délégués qui, comme les jurés, seraient étrangers à l'appareil judiciaire, interdiction de la prévention pour les délits mineurs entraînant des peines de prison à temps quand le prévenu a un domicile et une occupation fixes, enlever les délinquants sexuels et les intoxiqués à la pénitentiaire pour les traiter en malades.

Si la leçon des années troubles que nous venons de vivre amenait un sursaut pour défendre l'homme contre l'arbitraire judiciaire il serait permis d'espérer voir le mouvement ouvrier repartir d'un bon pied.

Georges MAUPIOUX.

Parmi nos

LETTRES

LES NATIONS ARABES

De notre camarade *Gallienne* (Damas) nous avons reçu la lettre suivante :

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt, dans le numéro de janvier de la R.P., l'article très documenté de J. Péra, « Paternalisme et nationalités ». Etant depuis 1950 professeur à Damas, ayant visité, depuis cette date, outre la Syrie, trois pays arabes : le Liban, la Jordanie et l'Egypte, je crois utile de donner mon avis sur quelques points soulevés par cet article, et qui concernent le Moyen-Orient.

Péra pense que le découpage actuel des pays arabes est artificiel, qu'il a été créé par les impérialismes, et qu'il ne se maintient que par la volonté des personnels gouvernementaux. Si Péra a raison en ce qui concerne l'origine du découpage actuel, il me paraît se tromper sur les causes qui le maintiennent actuellement. Ces pays arabes ont en effet subi des influences diverses et se sont profondément modifiés, en des sens différents, depuis ; ils ont acquis, de plus, des degrés de développements inégaux, qui rendent impossible, et pas du tout souhaitable, une fusion dans les conditions actuelles. La réalisation du « Croissant fertile » aboutirait à placer sous l'autorité de l'Iraq et de sa dynastie hachémite des pays plus évolués comme la Syrie, le Liban et la Palestine arabe. Une « Grande Arabie » qui aurait pour centre de gravité le Hedjaz serait un monstre encore moins viable. Tous les Arabes de Palestine que j'ai pu interroger, tant dans la partie de leur pays qui n'a pas été annexée par le sionisme que dans les Etats voisins où ils se sont réfugiés, m'ont dit regretter l'annexion de la Palestine arabe par le roi de Transjordanie : ils ont conscience, en effet, d'appartenir à une fraction du monde arabe plus avancée que celle dont Amman est la capitale. De plus, si l'influence française a été peu marquée en Syrie, elle est beaucoup plus profonde au Liban. La Jordanie, elle, est fortement imprégnée d'habitudes anglaises : j'en ai été particulièrement frappé dans les hôtels d'Amman ou de Jérusalem, dont la direction et le personnel sont entièrement arabes, mais où l'on se croirait en Angleterre. Tout cela a créé, façonné peu à peu des consciences nationales là où elles n'existaient pas auparavant. Lorsqu'on a séjourné quelque temps dans ces pays, on s'aperçoit que chacun d'eux a sa propre personnalité nationale, qui s'affirme de plus en plus.

S'il est vrai, d'autre part, que la religion joue ici un rôle dont nous n'avons pas idée en Europe, il n'en est pas moins exact que le sentiment national dépasse déjà les cadres des confessions. Si le Liban a vécu jusqu'ici sous le régime du confessionalisme, il n'en est pas moins vrai qu'il y a aujourd'hui un courant pour unifier le statut personnel et liquider les tribunaux ecclésiastiques au profit des tribunaux civils, les mêmes pour tous. Les avocats libanais sont à ce sujet en conflit avec les chefs de toutes les communautés religieuses chrétienne, musulmane et juive. Il est vrai que les Musulmans du Liban se considèrent comme Libanais au même titre que les Chrétiens et ne réclament nullement un rattachement à la Syrie voisine. (Ils sont d'ailleurs en majorité chiites, c'est-à-dire schismatiques, et non sunnites — ou orthodoxes — comme les Musulmans syriens.)

Quant à la question du Sandjak d'Alexandrette, elle est assez complexe : cette région comprend un nombre d'Arabes au moins égal à celui des Turcs. Tout en saluant l'évolution de la Turquie moderne, on ne peut condamner le point de vue syrien, qui se comprend parfaitement.

Je crois, en résumé, que les questions concernant le monde arabe, et qui sont du plus haut intérêt à l'heure actuelle, évoluent rapidement, et qu'il faut se garder de tirer des conclusions trop rapides et définitives.

VINGT ANS APRÈS

VENDANGES BEAUJOLAISES

Depuis 1939, jamais les vendanges n'avaient été aussi tardives qu'en cette année 1951 et jamais, non plus, elles n'avaient duré aussi longtemps.

Compte tenu de la latitude et de l'altitude — et bien que le Gamay soit un cépage hâtif — la vigne beaujolaise éprouve de la peine à bien mûrir ses fruits. A partir de 400 mètres, cette maturité devient aléatoire.

Le temps qu'il fait règle tout, décide de tout. Aussi d'esprit éveillé et observateur, les vignerons du Beaujolais se souviennent-ils des années fastes et des années calamiteuses, ainsi que des années d'abondance générale où les cours s'effondraient.

Cette année, on a surtout parlé de 1939 et on a assimilé jusqu'à l'identification 1951 et 1939. C'était excessif.

L'automne de 1939 se révéla extrêmement pluvieux. Il était souvent impossible de travailler. La pénurie de main-d'œuvre était si grande qu'il fallut recourir à des équipes de militaires non encore expédiés à la ligne Maginot.

Presque tous Dauphinois de la région de Saint-Marcellin, ces hommes d'âge, sérieux, réfléchis, soigneux, raisonnant bien (et dont beaucoup étaient d'excellents cultivateurs d'un antimilitarisme décidé) fournirent un travail de tout premier ordre.

Chaque soir je les voyais au très modeste café-restaurant où je prenais pension. Ils arrivaient sur les 6 heures, trempés, crottés des pieds à la tête, véritables paquets de boue, et, tandis que leurs uniformes fumaient sur eux, leurs gros godillots salissaient les carreaux de la cuisine.

Habitués à travailler durement et par tous les temps, ils ne se plaignaient pas. Ils « chinaient » sans méchanceté Armand (un postier du Puy) qui n'en fichait pas lourd, mais qui avait de bonnes idées pacifistes et qui était un brave gnasse socialiste, pas fier du tout et payant bien son pot, comme de bien s'accorde quand on a le sens de l'égalité fraternelle. Tous ces braves gens étaient plutôt à l'aise et ils le faisaient voir en consommant des produits de chez eux, du saucisson, du jambon, des noix et des tommes de Saint-Marcellin. Ce qui est pris n'est plus à prendre. Les denrées dauphinoises étaient mangées avec appétit, au titre d'amuse-gueule et elles faisaient apprécier le bon vin de 1938.

Nos défenseurs de la patrie ne se prenaient pas pour des héros ; ils finissaient leur soirée en jouant aux cartes et quand le communiqué annonçait : Rien à signaler, ils disaient : « Parfait ! moins y a de casse, mieux ça vaut ». Le *Canard enchaîné* avait en eux de très bons *supporters* et il leur avait communiqué un peu de son humour.

Et au dehors la pluie tombait, tombait. Les vendanges durèrent ainsi jusqu'à la Toussaint. Dans les parties hautes de Montmelas, Blacé, Vaux et le Perréon la neige fit son apparition avant que les vendanges fussent terminées. On produisit de la « *gabouille* » qui se vendit tout de même bien, tous les prix d'alors s'orientant automatiquement à la hausse, résultat le plus immédiat de toute guéguerre qui se respecte.

Par la suite il y eut, au point de vue qualité, cinq bonnes années moyennes et cinq années en tous points remarquables (1942, 1943, 1945, 1947 et 1949). On prit ainsi l'habitude des étés secs ou demi-secs, avec prédominance des vents du Nord, défavorables au mildiou. En 1951, au contraire, s'est établi, presque tout l'été, un régime d'éclaircies, d'averses et d'orages survenant après des chaleurs accablantes mais de courte durée. Très heureusement septembre a été beau ainsi que la plus grande partie d'octobre, ce qui n'avait pas eu lieu en 1939. Finalement, contre toute attente, on a été « trompé du bon côté », comme on dit dans le vignoble.

Au surplus, la vigne a été défendue partout avec une incroyable ténacité. Un traitement suivait l'autre et il y en eut ainsi jusqu'à 10 — et même parfois davantage dans les secteurs les plus défavorisés. Je fus extrêmement surpris, fin août, un jour qu'un ami me conduisait à Mâcon, de voir le bon état général d'un vignoble que l'on disait fichu. Presque partout les ceps, méticuleusement enrobés de bouillies diverses, avaient bonne apparence. Le spectacle ne changeait qu'en approchant de la Saône. Là, les fortes rosées et les brouillards suivis de coups de soleil brutaux avaient incontestablement favorisé l'invasion cryptogamique et son extension.

***

Depuis 25 ans, l'art de vinifier a fait de grands progrès dans tout le canton. Un laboratoire officiel d'œnologie installé à Villefranche suit, semaine par semaine, les phases de développement du raisin. Les raisins sont examinés ; leur jus dosé ; on sait s'il convient de sucrer, de bisulfiter et à quelles doses. De très judicieux conseils sont donnés, en langage simple et clair, dans le *Patriote du Beaujolais*, par M. André, ancien élève de l'école nationale de Montpellier et directeur du laboratoire d'œnologie, ainsi que par M. Caillet, ancien élève de Grignon, professeur d'agriculture pour l'arrondissement.

On fait très grand cas de certaines appellations d'origine. Elles n'ont peut-être pour elles que leur véritable ancienneté. Il est traditionnel de vanter les Fleurie, les Morgon, les Brouilly, les Chénas, les Juliénas. Ils ont sans doute leurs mérites, mais maintenant qu'il existe des concours-expositions, on doit constater qu'il y a, sur sol granitique, des vins réussis égalant ceux des crus réputés que je viens de citer. En 1947, à Blacé, au hameau du Vortillon, très bien placé pour « faire bon », mes amis R..., père et fils, ont obtenu des vins remarquables, admirés de tous les connaisseurs.

Autre élément de progrès. L'école d'agriculture d'hiver de Villefranche (2 années d'études), placée sous la direction de M. Caillet, reçoit chaque année une trentaine d'adolescents qui, plus tard,

diffusent autour d'eux les modestes mais solides connaissances qu'ils ont reçues.

L'école pratique d'agriculture d'Ecully (horticulture, arboriculture fruitière et viticulture) ne recrute guère dans notre région. C'est grand dommage car son enseignement est d'un très bon niveau moyen. En ce qui concerne la viticulture, l'école cultive expérimentalement une belle collection de cépages très divers. Malheureusement, le niveau du concours d'entrée est presque celui du B.E.P.C. Une très bonne préparation pourrait être entreprise au cours supérieur *vrai* des écoles primaires. Seulement les plans grandioses de nos pédagogues officiels l'ont à peu près éliminé de toutes les écoles rurales.

L'école pratique d'agriculture de Cibeins (Ain), tout à côté de Villefranche, reçoit peu de fils de viticulteurs (propriétaires) ou de vignerons (métayers) et c'est extrêmement regrettable car son enseignement est très complet et très bien compris. Il se donne sur un domaine de plus de 300 hectares (1). Un jeune homme de Blacé, Robert S... après avoir achevé ses études à Cibeins a suivi sans peine, pendant un an, les cours de la station d'œnologie annexée à la faculté des sciences de Dijon. Il y a obtenu le diplôme de technicien œnologue. Il est aujourd'hui un praticien complet et un excellent conseiller pour les paysans de son voisinage. De tels pilotes devraient être beaucoup plus nombreux.

Naturellement — et c'est là un trait bien campagnard — il se trouve toujours des dénigreurs du progrès scientifique et technique. J'ai entendu une vieille bête dire, au sortir d'une conférence magistrale de M. Ferré, le savant professeur de Beaune : « Nos anciens ont fait du bon vin avant lui et sans son aide. » Voire ! En agriculture, les effets de mirage abondent et l'on voit le passé sous un jour embelli qui n'a rien de commun avec la vérité. Autrefois, bien des vins étaient verts, durs, acides et manqués.

L'outillage s'est amélioré et a permis de gagner du temps. On ne voit presque plus d'antiques pressoirs à treuil. On a des pressoirs marchant à l'électricité. Ils ont d'abord donné quelques déboires puis la mise au point s'est faite peu à peu.

Pour les façons culturales à donner à la vigne, le petit motoculteur commence à se substituer au cheval qui, lui-même, il y a un quart de siècle, remplaça le bœuf et l'homme.

J'ouvre ici une courte parenthèse pour signaler un autre trait progressif. Le séjour à Blacé, à plusieurs reprises, de l'école ménagère ambulante a donné aux jeunes filles le goût du confort intérieur. Elles savent très bien faire la pâtisserie et le cordon bleu, pur fil, n'est pas rare dans nos campagnes. Les cuisinières électriques, les cuisinières à gaz butane se multiplient. Les intérieurs sont bien tenus. Chez mes amis R... dont je suis l'invité, une orgie de fleurs m'accueille dès l'entrée et des capucines enguirlandent la rampe de l'escalier extérieur (2).

⁂

Cependant, il existe un malaise général qui engendre l'inquiétude. On a eu, cette année, une peine extrême à vendanger faute de main-d'œuvre et le même phénomène est appelé à se reproduire.

Les années précédentes on ne s'en rendait pas compte car les vendanges commençaient de meilleure heure. De nombreux ouvriers de la région lyonnaise passaient dans le vignoble tout ou partie de leurs congés payés. Certains d'entre eux, habitués au maniement du palmer, du pied à coulisse et des calibres constituaient une main-d'œuvre de choix. J'ai vu deux de ces ouvriers préparer une pressurée avec une adresse, une rapidité et une précision admirables.

Cette année cette force de travail si particulière a été pour ainsi dire inexistante. La retrouvera-t-on une autre année ? C'est au moins douteux. Déjà l'an dernier des plaintes s'étaient fait jour : salaires jugés trop bas, nourriture et boisson laissant à désirer tant au point de vue de la quantité que de la qualité.

Ecoutons un vigneron ou un viticulteur. Il commence toujours par geindre — même et surtout s'il est riche.

— Salaire trop bas ! salaire trop bas ! *On* n'a que ça à la bouche. Bien sûr que 400 ou 500 francs par jour ce n'est pas un salaire d'ouvrier de ville, mais ça va tout de même chercher dans les 12 ou 15 mille francs par mois avec la nourriture et la boisson en plus ! »

Et ici la voix monte, vibre, s'indigne, se fait pathétique afin de mieux prendre la tangente :

— La nourriture et la boisson nous ruinent, au prix que tout est : le pain qui augmente ; la viande qui grimpe et tout le reste qui suit.

Le déjeuner du matin, le 10 heures à la vigne, le dîner avec le café (à 800 francs le kilo, miséricorde !) et la goutte, le goûter et le souper, ça fait tout de même cinq repas. En ville est-ce qu'*ils* les ont, ces râleurs ?

On ne peut plus s'en sortir que je vous dis. »

Même si c'est un jeune qui vous parle, il institue une comparaison à l'avantage du passé.

— Les gens d'aujourd'hui sont des fainéants, des bons à rien et la terre est devenue trop basse pour eux. Dire qu'autrefois un vendangeur se contentait de 50 sous ou de 3 francs par jour ! Et que c'était à qui en ferait le plus et à qui finirait le plus vite sa passée ! »

Si d'aventure plusieurs paysans se trouvent ensemble, c'est à qui élèvera le plus haut sa plainte (3).

Voyons les choses sous un jour plus exact.

Sur la question des salaires (400 francs pour les coupeurs, 500 francs pour les pressureurs et les porteurs) il est évident qu'ils sont trop bas puisqu'ils sont inférieurs à ceux d'autrefois qui étaient déjà très bas, vu la pauvreté du vignoble.

Quand il m'arrive d'en parler, je dis innocemment à mes interlocuteurs : « Le louis d'or vaut présentement 4.400 francs-papier. Un vendangeur doit donc travailler 11 jours pour en acquérir un. Son gain exact est un peu inférieur à 37 sous 1914. Donc sa situation s'est aggravée car la boisson et la nourriture d'autrefois, vous le dites vous-mêmes, étaient supérieures à celles d'aujourd'hui. Les bandes du canton de Monsols descendaient dans le vignoble pour y festoyer ; elles le regardaient comme un pays de Cocagne. »

Ce rappel à la vérité devrait être constant. Il fait, hélas ! tout à fait défaut et les employeurs se repaissent de lieux communs éculés, absolu-

(1) A Cibeins, il existe, outre les trois années normales, deux années préparatoires du niveau des classes de cinquième et quatrième. On peut donc grâce à ces classes accéder à Cibeins au sortir de l'école primaire.

(2) L'Etat, en tant qu'Etat, est routinier et ne favorise pas le progrès. Joseph R... me dit : « Au Vortillon il y a toujours de l'air ; je voudrais bien monter une éolienne qui, une fois les frais d'installation payés, nous fournirait la force et l'électricité à bas prix. J'ai vu ça en Hollande. Je me suis renseigné et j'ai compris que je n'aurais pas l'autorisation administrative. Le courant doit m'être fourni par l'Etat. »

(3) Et parfois pointe le bout de l'oreille césarienne : « On devrait **obliger** les chômeurs à venir vendanger. »

— Et les riches oisifs ? Il n'en est naturellement pas question.

ment sans autre valeur que celle de la passion avec laquelle on les formule.

Les griefs concernant la nourriture et la boisson ne doivent pas être reçus sans critique. D'une façon générale on met son point d'honneur à bien soigner vendangeuses et vendangeurs. Celles et ceux qui ronchonnent avec le plus d'acrimonie — comme s'ils étaient habitués à savourer des cuisines aussi plantureuses que choisies — sont bien loin d'avoir à domicile un aussi bon ordinaire. Il reste toutefois qu'il existe de mauvaises boites où — *tout étant nominalement si cher !* on économise sur la nourriture et achète des denrées qui ne sont pas de première qualité. Il existe aussi des maisons où — le meilleur vin allant à la vente — on sert aux vendangeurs un vin de... deuxième zone et parfois de troisième. Ces vendangeurs ont si mauvaise façon que c'est bien assez bon pour eux. Et les notables qui, lisant ces lignes, affecteraient de grands airs offensés ne seraient sans doute pas innocents de toute supercherie.

Cette année la pénurie de main-d'œuvre a été si grande qu'il a fallu faire venir des « sidis ». Ceux que j'ai vus — Arabes ou Kabyles — provenaient de Grenoble où ils logeaient, m'apprirent-ils, à la caserne Bizanet (aujourd'hui désaffectée). L'un d'eux parlait un français très pur. Je pensai immédiatement qu'il avait été instruit, en tribu, par un « sectionnaire » de la Bouzaréah. Je ne me trompais pas. Je lui dis que j'étais moi-même un ancien sectionnaire, un ami des indigènes ; alors, mis en confiance, il m'apprit qu'à peine arrivée, son équipe repartait : elle était tombée sur un nommé G... — lequel est assez mal vu de tous. Tout chez lui, paraît-il, laissait à désirer ; il y avait eu des difficultés quant au paiement et G... avait voulu battre l'un des vendangeurs. Mon Kabyle de Petite-Kabylie s'était entremis comme pacificateur. Et la petite troupe, déçue, attendait le car prochain.

Autre aspect de la question : les travailleurs algériens ont été très éprouvés par les fraîcheurs matinales d'octobre qui rendent les vendanges particulièrement pénibles pour des Nord-Africains (4). Aussi se sont-ils hâtés de rejoindre leur port d'attache.

Un banal fait divers les a rendus antipathiques. Entre Blacé et Saint-Julien-sous-Montmelas, deux d'entre eux se sont battus sauvagement; le plus fort a blessé l'autre à coups de rasoir, l'a volé et s'est enfui. Aussitôt on a généralisé et on a regardé les « bicots » comme des visiteurs indésirables.

Ici, donc, l'expérience a été décevante parce qu'effectuée au hasard et littéralement improvisée par des bureaucrates pour qui l'homme est un simple numéro matricule. Dans le vignoble on se défie du « horsin », de l'étranger ; et ce horsin est parfois un habitant du village voisin ; à plus forte raison redoute-t-on ces « sidis » que l'on est bien obligé d'embaucher mais qui ne parlent pas notre langue. Que baragouinent-ils entre eux ? Que complotent-ils ? On leur parle autoritairement. Tous, évidemment, ne sont pas parfaits et c'est aux plus mauvais qu'on assimile les autres. Aucune nuance dans les jugements.

Quand, dans notre *R.P.*, j'écrivis *Les vignerons du Beaujolais* il existait encore une « place » d'embauche à Saint-Julien, la patrie de Claude Bernard. Les prix variaient d'un jour à l'autre. La main-d'œuvre, fort hétéroclite, pouvait défendre son bifteck avec succès, attendu qu'en cas d'urgence l'employeur faisait de grosses concessions. Cette pittoresque « place » n'existe plus et certains la regrettent.

Il existe maintenant des tarifs officiels. Ceux qui les ont élaborés les trouvent sans doute fort généreux. Mais les intéressés, que l'on n'a pas consultés, pensent autrement. On ne peut pas dire de ces humbles, de ces humbles dispersés, qu'ils font la grève, le vendangeur professionnel n'existant pas. Mais chacun de ces vendangeurs occasionnels dresse son petit bilan de déboires et d'avantages. Si le bilan s'avère négatif on ne revient pas. Les embaucheurs ne pensent pas à *l'autre*, à l'embauché. Aussi, du côté de la main-d'œuvre, le Beaujolais pourrait-il connaître des années très difficiles.

***

Le fait est là, devant nous, incontestable : l'observateur social n'entend que des plaintes. Une sorte de mentalité geignarde semble s'être emparée de tous.

Chose curieuse : la question monétaire, pourtant capitale, n'est pour ainsi dire jamais évoquée. Et cependant elle est là, invisible, présente et faussant tout.

On se sent pauvre, mais on ne sait pas si on l'est, comment on l'est et pourquoi on l'est.

L'enrichissement paysan reposait naguère sur une thésaurisation à la Grandet. On avait de l'or, des valeurs d'Etat dites sûres. L'ensemble montait peu à peu. Algébriquement on aurait pu représenter cette croissance par une ligne de faible pente, une ligne en ax, avec a très petit.

Mais de l'or on s'est séparé et l'on est mal placé, au village, pour en acquérir de nouveau. Quant aux papiers d'Etat, billets, emprunts, on continue bien de les entasser, *mais la rapidité de la dévaluation l'emporte de beaucoup sur celle de l'accumulation*. Grandet lui-même se ruinerait peu à peu. L'appauvrissement des vignerons et des viticulteurs est général.

Depuis vingt-six ans que je suis à Blacé, il ne s'est pas construit une seule habitation. On a rafistolé, réparé, amélioré et rarement embelli.

Blacé a eu un entrepreneur fort capable, M. R..., qui était son propre architecte. Il occupait encore cinq ou six ouvriers en 1925 ; il les licencia les uns après les autres et son entreprise disparut avec lui. Non seulement on ne construit pas, mais on cherche à vendre pour n'avoir plus à entretenir ou à réparer. Ainsi en est-il présentement de deux grosses habitations bourgeoises avec parc, l'une qui appartenait à un docteur israélite, qui l'avait achetée à la famille de Fleurieu, et l'autre à un commandant en retraite.

L'argent qui s'investit dans la commune vient d'ailleurs. Il est apporté par des industriels ou des commerçants fortunés dont l'avoir grandit selon une courbe en ax^2.

Je me rends chez Marius C..., un bon propriétaire, dont l'un des fils, mon élève, a bien réussi à l'E.N.P. de Voiron puis à l'école du froid. Le père a acquis une maison délabrée mais de belle apparence, vue du dehors. Nous déjeunons dans une vaste salle bien tapissée où le prédécesseur recevait ses amis de chasse.

— Ne faites pas attention au plafond, me dit mon hôte. Il nous désole, Louise et moi, tant les gouttières l'ont endommagé et sali. Heureusement que j'ai commencé par être maçon et plâtrier ! J'arrangerai tout cela peu à peu, année par année. J'ai débuté par le plus pressé et le reste suivra. Tout est si cher, voyez-vous, qu'on ne peut rien faire d'ensemble. »

---

(4) Et même pour les autochtones. La manipulation de raisins glacés et humides est comparable à ce dur travail poitevin qui consiste à ramasser une à une les feuilles du chou fourrager, en automne et en hiver.

D'une campagne viticole à l'autre, on parle souvent de baisse et de hausse des cours mais, à proprement parler, les doctes et interminables palabres qui s'engagent à propos de ce sujet béni n'ont aucun sens puisque le cours de l'étalon monétaire varie sans cesse, depuis 37 ans, dans le sens d'une baisse continue.

Cette baisse du franc-papier, on le sent obscurément, c'est elle qui paralyse tout. Il y a eu des moments d'espoir. Ainsi lorsque Poincaré créa le franc quatre sous. « Enfin, disait-on, on va savoir où l'on va ! » On ne comprenait pas que Poincaré n'avait multiplié les apparences de sécurité et de stabilité que pour pouvoir emprunter à tire-larigot, ce qui était continuer à faire de l'inflation. « Mais baste ! après moi le déluge », pensait le roseau lorrain peint en fer.

Après la Libération, lors de l'échange des billets, on crut au village que l'Etat profiterait de l'occasion pour diminuer brutalement le montant des billets en circulation et créer une monnaie saine. Il n'en fut rien. De Gaulle et ses successeurs firent marcher la planche à assignats et la dévaluation continua.

Si la dévaluation, comme l'a si bien montré notre ami Louzon, est un stimulant de la production et un extincteur de dettes, il faut néanmoins qu'elle se maintienne dans certaines limites et il est plus nécessaire encore qu'il existe de longs paliers de stabilité rendant courage à ceux (individus et collectivités) qui veulent entreprendre. Nos rois furent alternativement des faux monnayeurs et des défenseurs d'une monnaie de bon aloi. Louis XI se servit de ses bons écus d'or pour mener contre Charles le Téméraire une dure bataille monétaire parallèle à la bataille politique et militaire.

Depuis le fatal 2 août 1914, c'est sans arrêt que l'Etat français jette dans la circulation ses faux billets de banque. Dans le vignoble où l'on aime la stabilité propice aux entreprises de longue haleine, l'incertitude du lendemain — une incertitude sans fin et sans accoutumance — engendre un état d'esprit très dangereux : les possédants considèrent comme normal un recours à la violence ; ça ne peut plus durer ; il faut en finir une fois pour toutes, radicalement ; *on veut que « ça change » brutalement, de fond en comble, afin que ça ne change plus par la suite* (5). Quant aux parias, à qui tout espoir est présentement interdit, ils veulent également que « ça change », mais sous la forme d'une gigantesque jacquerie où on *leur* réglera enfin leur compte. De part et d'autre, point d'utopie souriante à la Thomas Moore : on entre purement et simplement, à pleines voiles, dans le domaine de la démence.

⁂

Le vin une fois produit, il faut l'écouler à un aussi bon prix que possible. Ce n'est pas toujours facile.

Une bonne clientèle, exigeante, difficile, mais payant bien, est fournie par les cafetiers et les restaurateurs aisés de Paris, Lyon et ailleurs (6). A Blacé même cette clientèle existe. Plusieurs Blacéens de ma connaissance, grâce à d'anciens bouchers du pays, ont pour acheteurs des cafetiers du quartier de la Villette. Les notables s'efforcent d'étendre cette clientèle de cafetiers et de restaurateurs à toute la capitale (ce grand gosier !) et à d'autres villes par le moyen d'une propagande apparentée au tourisme et à la gastronomie. Elle ne touche pas le consommateur moyen. En attendant, il faut passer par l'intermédiaire des négociants et des courtiers en vins. Les uns et les autres sont toujours, et même plus que jamais, les bêtes noires des producteurs. Même quand on leur fait bon visage on les hait. On les regarde comme des êtres sournois dont la connivence s'exerce à l'encontre des vignerons malheureux. On les compare à des vampires, à des sangsues. J'ai vu de près, à l'occasion du Tour de France, un de ces gros brasseurs d'affaires. L'air dur, insolent, le parler bref, il avait tout d'un vautour avec son gros cou rouge et son nez crochu lancé en avant.

Négociants et courtiers sont brocardés de mille manières et qui les chansonnerait avec esprit, à la façon de Béranger, aurait certainement du succès. On parle avec haine et envie de leurs millions soigneusement mis à gauche et vite gagnés. Il n'est point de méfait dont on ne les accuse. Ainsi, dans le passé, devait-on parler des traitants, des rats de cave, des gabelous.

On ne détruit que ce qu'on remplace. Le remède serait dans la multiplication des coopératives tant pour produire que pour atteindre l'ensemble des consommateurs. C'est là une œuvre de longue haleine qui, en raison de l'incertitude des temps — les coopératives ayant elles aussi des difficultés de trésorerie — intéresse moins qu'autrefois. Les hommes de gauche — sauf certains intellectuels et quelques fonctionnaires — ne la prônent plus guère. Au lendemain de la guerre de 1914-1918, alors qu'ils osaient penser virilement, les communistes (c'est un hommage à leur rendre) se placèrent au premier rang des coopérateurs. Ils nous aidaient à combattre cette plaie qui s'appelle le bureaucratisme coopératif, bureaucratisme qui, au nom de la « technicité », regarde le coopérateur du rang comme un imbécile dont les reproches, avertissements ou suggestions sont négligeables. Il allait de soi, alors, qu'un communiste était syndiqué et membre d'une coopérative. Automatiquement. C'était très bien. Mais tout a changé depuis. Les magasins coopératifs de nos villages ont disparu à Blacé, Salles, Le Perréon, etc. On ne voit plus circuler le camion des coopérateurs. C'est que, à la faveur de l'équivoque « nationale », les staliniens jouant aux patriotes maurrassiens (alors qu'ils sont des nationalistes russes intégraux) ont nourri d'énormes illusions sur leur possibilité d'accéder pleinement et rapidement au pouvoir.

On dupe un partisan, jamais un adversaire. Croyant tromper tous ceux qui sont fondamentalement réactionnaires, nos staliniens ont abandonné tout ce qui est la raison d'être, la base même du socialisme, tout ce qui le préfigure déjà à la manière des cordons de feu dessinant les lignes de l'édifice qu'ils illuminent. D'où, en ville et à la campagne, un recul social certain qui n'a servi à rien car les « bons Français », les « bons chrétiens progressistes », les « braves petits commerçants amis des travailleurs » n'ont pas été dupes des doux propos qu'on leur tenait. A Tartuffe, Tartuffe et demi ! La propagande conservatrice du stalinisme l'a déshonoré sans profit et c'est lui qui a été roulé par tous les baratineurs du « patriotisme ». Comme si le « patriotisme » ne cachait pas, de nos jours, les combines les plus louches !

---

(5) Abstraction faite des israélites qui seraient probablement ménagés, il est certain que la réaction gaulliste serait plus dure que la réaction pétainiste, tant nos notables sont exaspérés.

(6) Dans l'Isère le vin du Beaujolais est recherché à cause de son fruit. Un jour, revenant de Voiron, Marius C..., son fils et moi stoppons à Bourgoin. Au café on nous apporte un beaujolais acceptable, un peu « dur ». Nous questionnons et nous apprenons que ce vin est fourni par M. L..., de Blacé même, qui a fait un stage à Beaune et vinifie très bien. Mais, sur un sol argilo-calcaire, son vin n'est pas « tendre ».

⁂

Au village, l'incertitude prolongée et sans cesse renaissante engendre un état d'anxiété nerveuse qui se manifeste dans les discussions relatives aux vins. Elles n'ont plus rien de logique ; seuls des sentiments violents, exaspérés, les régissent. On veut des choses contradictoires : par exemple que l'Etat obtienne, à l'étranger, un traitement de faveur pour nos vins (à bas les douanes qui paralysent les échanges !) et que le même Etat interdise purement et simplement l'entrée des vins étrangers (adieu le laissez-faire, le laissez-passer !). Ces vins que l'on n'a pas goûtés, on affirme que c'est de la « saloperie » tout juste bonne à tuer *Le Français* en l'empoisonnant.

Je déclare paisiblement un jour à un interlocuteur très échauffé que j'ai bu, à Paris, du vin du Portugal ; que je l'ai trouvé excellent et que ma bourse s'en est bien trouvée. Interloqué, il ne me contredit pas mais change son fusil d'épaule ; il maudit le gouvernement qui ne veut pas que « notre vin tienne son prix ». *Il* veut que *Le Paysan Français* meure de faim.

— Oui, mais le consommateur, que devient-il dans tout ça ? dis-je.

— Je ne sais pas, moi, je ne suis pas le gouvernement. Ce que je sais, moi, c'est que « notre vin doit tenir son prix ».

Jamais les intérêts du consommateur et le consommateur lui-même ne sont pris en considération.

Tel vigneron qui peste contre la hausse des prix à la boucherie, à la boulangerie, à l'épicerie et parle de restreindre sa consommation s'indigne contre ceux qui trouvent le vin trop cher et s'abstiennent d'en boire : « Alors qu'est-ce qu'on va devenir ? Il n'y a plus qu'à arracher nos vignes. »

On parle avec mépris des vins courants d'origine méridionale ou nord-africaine. On est bien près de les traiter eux aussi de « saloperies » dont *ils* (les gouvernants) devraient interdire la vente en France.

Ces jours-ci, les journaux régionaux ont annoncé que les colons du Maroc se sont mis à la culture de la vigne ; qu'en 1951 la production des vins s'est élevée, là-bas, à 400.000 hectolitres et qu'elle est susceptible de s'accroître. Aussitôt, automatiquement, autour de moi, on pousse les choses au noir. On voit déjà les vins marocains inondant le marché et provoquant un effondrement des cours : « Jamais ces salauds (les gouvernants) n'auraient dû permettre au Maroc de cultiver la vigne ». Et, l'instant d'après, on tonne avec énergie contre le dirigisme et la paperasserie qu'il engendre.

⁂

Comment se fait-il que les vignerons du Beaujolais connaissent de nouveau la chaine des dettes dont ils avaient réussi à se délivrer après la guerre de 1914-1918 ?

Les fluctuations monétaires rendent aisément compte de ce double phénomène.

Les dettes-or d'avant 1914 furent aisément payées en francs-papier qui s'étaient multipliés. Quand Poincaré effectua sa pseudo-stabilisation, les débiteurs s'étaient tous (ou presque tous) libérés.

Après la libération, nouvelle montée en flèche de tous les prix nominaux. Le vin suit et l'on ne voit pas de terme à la hausse. Alors on n'économise pas ; on achète beaucoup car tout s'est usé : il faut remonter les maisons. Soudain il y a désaccord entre la hausse d'ensemble des denrées et la baisse particulière des vins née (tenez-vous bien) de ce que le *consommateur boude!* (Non, mais nous voyez-vous boudant devant un Juliénas ou un Pouilly ?)

L'écart est d'autant plus grand que, d'une année à l'autre, le franc-papier a perdu une partie de sa valeur. Lorsque, par exemple, la pièce de vin passe par étapes successives de 18.000 à 12.000 francs (papier), ces 12.000 francs ne représentent pas 12.000 francs (papier) de l'année précédente. Dès lors, face à une hausse quotidienne des prix, les trésoreries particulières sont d'autant plus mal à l'aise qu'on n'a pas vendu, dans l'espérance de cours meilleurs. Alors on achète à crédit ; on a des carnets comme les femmes des petits fonctionnaires, des ouvriers, des « gagistes » (7). On donne des acomptes au fur et à mesure que le vin part. Mais il y a toujours un reliquat, une « queue » qui s'allonge sans qu'on y prenne garde.

Seule une hausse sensationnelle des prix nominaux du vin pourrait abolir le nouvel endettement des vignerons du Beaujolais. Elle réduirait celui des gagistes dont la condition est présentement assez précaire.

⁂

Fait de plus en plus important : la trésorerie annuelle, par le moyen du vin, est relayée quotidiennement par le moyen du lait. Plus on a de prés et de bonnes laitières (la pratique de l'insémination se généralise) mieux cela vaut à tous égards. On me parle d'un brave vigneron mort d'une embolie : « Il avait tout pour être heureux. Il venait de faire 30 pièces de vin pour sa part et il avait 3 bonnes grosses vaches avec de bons prés à côté de sa maison. Quelle malchance, hein ! »

Très exact. Mais il arrive alors ceci que l'on retrouve, pour le lait, le négociant et le courtier sous la forme du livreur citadin et du ramasseur intercommunal. Aussi le prix du litre de lait à la production provoque-t-il les mêmes récriminations passionnées que le prix de la pièce de vin au cuvage. Là encore la généralisation des coopératives aiderait à surmonter bien des difficultés.

⁂

Ma conclusion sera brève.

Economiquement (et donc politiquement), la situation des vignerons du Beaujolais est intrinsèquement moins bonne, beaucoup moins bonne qu'en 1925-1926.

Depuis la libération, la crise virulente de la monnaie a appauvri toutes les trésoreries privées ou collectives. Ni les communes ni les particuliers n'osent rien entreprendre. Et si l'on entreprend quand même, les travaux risquent de rester en suspens. Quand aurons-nous, à Blacé, l'eau sur l'évier, eau qui devrait déjà couler depuis longtemps ? « Je n'ose plus en parler », me disait récemment notre bon maire, un honnête homme désireux de bien faire.

Les esprits s'aigrissent. Une mentalité hargneuse, hagarde, se développe. On veut que « ça change » ; il faut que « ça change » ; il faut qu'un seul commande et que ça saute ! Ainsi, l'esprit critique meurt et la voie est ouverte aux plus sombres aventures césariennes.

A.-V. JACQUET.

30 octobre 1951.

---

(7) Les gagistes ou domestiques à grands gages sont payés au mois et le contrat est valable pour un an. Pas d'échelle mobile ! D'où une certaine automaticité des dettes. Si l'on recourt au « Monsieur » pour les éteindre, on se place sous sa coupe. Et si l'on s'adresse à droite et à gauche, on est criblé de petites dettes criardes.

Notes d'Economie et de Politique

LA SITUATION FINANCIÈRE

Et voilà la comédie de la baisse des prix qui recommence ! On n'a pas changé le disque, mais seulement les metteurs en ondes. Les fauteurs de l' « économie dirigée » de l'immédiate après-guerre, socialistes et M.R.P., ayant, de guerre lasse, abandonné la partie, c'est maintenant un bourgeois de droite, un bourgeois qui, par doctrine, est adversaire de toute intervention de l'Etat dans l'économie, qui reprend l'absurde programme de Léon Blum : la baisse des prix par décrets !

Faut-il répéter encore une fois que les prix ne résultent pas de la volonté arbitraire des commerçants ou des producteurs, mais qu'ils sont fonction de la valeur de la monnaie, et que celle-ci est elle-même fonction de la quantité de faux billets de banque mis en circulation par l'Etat afin de payer ses dépenses (inflation) ? Tant que les dépenses de l'Etat excéderont ses rentrées et qu'il sera obligé de combler la différence en demandant à la Banque de France, directement ou **indirectement,** d'imprimer de nouveaux billets et de les lui remettre afin que lui-même les donne en paiement à ses créanciers, les prix **monteront.** Le jour, au contraire, où l'émission de faux billets cessera, où l'Etat pouvant équilibrer ses recettes et ses dépenses, il ne sera plus émis de billets que lorsqu'une marchandise de valeur égale aura été produite et mise en vente, alors, immédiatement et sans qu'il y ait besoin d'aucun ministre, d'aucun décret ni d'aucune propagande, les prix cesseront de monter. Jusque-là toutes les mesures d'autorité auront autant d'effet que les précédentes : leur efficacité aura juste la durée d'une rosée de printemps.

D'ailleurs le Pinay semble tout de même avoir quelque idée de cet **a b c** de l'économie politique, car, après avoir satisfait, d'un coup de chapeau, à la démagogie de la baisse des prix par voie d'autorité et d'appel à la « bonne volonté », il semble vouloir s'orienter, au moment où j'écris (24 mars), vers des mesures plus sérieuses, c'est-à-dire des mesures tendant précisément à équilibrer les recettes et les dépenses de l'Etat, d'une part en faisant des économies dans les services de l'Etat, d'autre part en comblant la différence entre les dépenses et le produit des impôts par des emprunts, au lieu d'utiliser à cet effet la presse à billets.

C'est sur ces deux derniers points que je voudrais présenter quelques suggestions.

DES ECONOMIES, EN VOILA !

Des économies, elles sont faciles à faire, et sans que le fonctionnement de la machine Etat en souffre ; au contraire ! Prenons le cas de quelque chose qui n'a rien de caché, dont tout le monde peut suivre au jour le jour le fonctionnement et apprécier l'utilité : celui des « grands corps de l'Etat ».

N'en examinons que les principaux, les plus « hauts » : ce sont l'Assemblée nationale, le Conseil de la République, l'Assemblée de l'Union française, le Conseil national économique et le Conseil d'Etat.

Eh bien ! sauf l'Assemblée nationale qui est évidemment indispensable au fonctionnement du régime parlementaire, voudriez-vous me dire à quoi les autres servent ?

Les lois qui ont été votées par l'Assemblée nationale passent ensuite au Conseil de la République qui a le droit de les rejeter et de les amender, mais la loi revient alors devant l'Assemblée nationale, et si celle-ci maintient ses premières décisions, ce qu'a voté le Conseil de la République est nul et non avenu. Or, naturellement, l'Assemblée nationale, qui tient à son prestige, a toujours jusqu'ici maintenu ses décisions, sauf sur des points de détail sans importance. Alors, à quoi sert le Conseil de la République ? Il est tout juste aussi utile que la Chambre des lords britannique, ce qui n'est pas peu dire !

Remarquez que je ne veux point ici discuter de la question de savoir s'il est préférable que le pouvoir législatif soit exercé par une chambre ou par deux, mais ce que je prétends, c'est que, s'il y en a deux, il faut que chacune d'elles ait un pouvoir réel. Si l'une d'elles n'est là que pour la frime, pour entériner purement et simplement les décisions de l'autre chambre, ou pour formuler des avis que l'autre n'est pas obligée de suivre, alors ce n'est qu'une caricature d'assemblée, dont l'existence n'a pour résultat que de compliquer et de retarder le travail législatif.

Ainsi, première économie : suppression du Conseil de la République.

Et l'Assemblée de l'Union française ? Keksekça ? Je suis sûr que bon nombre de nos lecteurs, et je ne parle pas de la moyenne des Français, ignorent qu'une telle assemblée existe. Il lui arrive, paraît-il, de se réunir parfois à Versailles. Mais on ne sait pas ce qu'elle y fait, et pour cause ! car elle n'y fait rien. Ce n'est d'ailleurs pas sa faute. Elle ne fait rien, car elle n'a rien à faire ; elle n'a aucun pouvoir.

Et le Conseil national économique ? Il n'y a qu'un seul homme en France qui croit à son utilité, c'est Jouhaux. Le Conseil national économique est un produit Jouhaux, un produit Jouhaux rigoureusement pur. Voici trente ans, depuis la fin de la guerre de 14 exactement, que Jouhaux n'a eu qu'une idée, qu'une seule politique : faire créer un organisme d'Etat dénommé Conseil économique ou quelque chose d'approchant, dont il serait président. Une telle persévérance méritait récompense : la IV[e] République la lui a accordée. Un Conseil national économique a pris place parmi les grands corps constitués de l'Etat, et son président, Jouhaux naturellement, est devenu un personnage consulaire. Le Conseil national économique a été créé par un homme et pour un homme.

A cela il n'y aurait que demi-mal si le Conseil national économique servait à quelque chose, mais chacun sait, et ses membres le savent mieux que quiconque, qu'il ne sert à rien. Les honorables conseillers passent le plus clair de leur temps à se demander ce qu'ils pourraient bien faire. Et s'il arrive qu'on leur soumette une question épineuse, c'est bien simple : les représentants des patrons votent d'une manière, les représentants des ouvriers votent en sens contraire et... gouvernement et Parlement décident ce qu'ils veulent.

Ainsi donc les trois grandes « créations » de la IV[e] République sont à supprimer purement et simplement. Mais il y a aussi des suppressions à faire parmi les anciens corps de l'Etat, ceux qui datent de Napoléon. Par exemple, dans le Conseil d'Etat.

Le Conseil d'Etat est formé de deux parties. L'une d'elles est un tribunal, le tribunal d'appel pour toutes les actions engagées par des individus contre l'Etat ; l'autre est un véritable Conseil d'Etat, c'est-à-dire qu'elle est chargée de « conseiller » l'Etat

dans les mesures qu'il prend, notamment, dans la rédaction des décrets.

Du Conseil d'Etat comme tribunal administratif, rien à dire ! Tout au contraire ! Il est excellent qu'un citoyen qui a à se plaindre d'un acte de l'Etat qu'il considère comme illégal, puisse avoir recours devant un tribunal. Toute garantie des droits individuels, si mince soit-elle, doit être soigneusement préservée.

Mais, en tant que conseil de l'Etat, le Conseil d'Etat est un anachronisme. C'est tout simplement un restant des temps du pouvoir absolu. Des temps où aucune assemblée représentative n'existant, le souverain convoquait autour de lui ses familiers, sa « Cour », pour leur demander leur avis. Sous sa forme actuelle il est une création napoléonienne ; il date du moment où la Constitution du Consulat donna au gouvernement seul le pouvoir de proposer des lois, les assemblées dites législatives n'ayant plus que celui de les approuver ou de les rejeter. Il fallait dans ces conditions une assemblée spéciale pour rédiger le texte des lois ; ce fut le Conseil d'Etat. Mais aujourd'hui où les assemblées législatives sont souveraines, un tel corps n'a plus de raison d'être : les lois, même lorsqu'elles sont proposées par le gouvernement, sont faites, en dernière analyse, par le Parlement, et quant aux décrets, ils sont, en fait, proposés, préparés et rédigés par les bureaux des ministères, l'avis du Conseil d'Etat, quand il est demandé, n'étant que de pure forme. Toute cette partie du Conseil d'Etat, qui n'a d'ailleurs, je crois, d'équivalent dans aucun autre pays à régime parlementaire, peut donc être sans inconvénient supprimée, le reste devenant uniquement tribunal d'Etat.

Ainsi, sur les cinq plus grands corps de l'Etat, trois et demi sont inutiles. Il n'y a qu'à les rayer d'un trait de plume et je défie bien quiconque de prétendre que cette suppression gênerait ou modifierait tant soit peu le fonctionnement du système politique actuel ou de ses différentes administrations.

Or ce serait là proportionnellement une économie considérable. Je ne sais pas le nombre exact des membres de ces cinq assemblées ni le montant précis de leurs émoluments, mais ceux-ci doivent bien représenter pour les trois assemblées et demie inutiles un chiffre égal, ou à peu près, à celui relatif à l'assemblée et demie restante. D'où, pour le total des dépenses afférentes aux hauts corps de l'Etat, une économie de 50 % ! Une paille !

Ce que nous venons de dire pour les assemblées législatives et para-législatives s'applique également à l'Exécutif.

Il y avait sous la III[e] République (je parle de celle d'avant 14) une douzaine de ministres et sous-secrétaires d'Etat tout au plus (en 1898, par exemple, il y avait exactement 11 ministres et deux sous-secrétaires d'Etat). Aujourd'hui, il y en a près de quatre fois autant ; dans le ministère Edgar Faure leur nombre frisait la cinquantaine. Or à qui fera-t-on croire que les fonctions de l'Etat ont, depuis quarante ans, triplé ou quadruplé ? En fait, l'Etat n'a guère qu'une fonction de plus qu'alors : celle de gérer les entreprises nationalisées. Cela exigerait un ou deux ministres de plus et non trente. Mettons, pour être large, qu'il y ait aujourd'hui besoin de 20 ministres et sous-secrétaires d'Etat, et, par rapport aux 40 ou 50 actuels, nous trouvons ici encore une économie à faire de 50 %.

Pour empêcher cette pullulation des ministères et des sous-secrétariats d'Etat, qu'on crée ou qu'on supprime au petit bonheur à chaque constitution d'un nouveau gouvernement, il serait nécessaire de revenir à la Constitution de 48 qui subordonnait toute création d'un ministère au vote préalable d'une loi. Sinon, il ne faut pas désespérer de voir un jour des ministères comprendre autant de ministres et de sous-secrétaires d'Etat que la moitié plus un du nombre des députés, ce qui permettrait évidemment au chef du gouvernement d'être sûr alors de sa majorité !

Mais, objectera-t-on, ce seraient là sûrement des économies proportionnellement très élevées puisqu'elles représenteraient la moitié des dépenses afférentes aux services correspondants, mais, en valeur absolue, elles ne chiffreraient pas énormément. Ce n'est pas l'entretien de tous ces Messieurs des hautes sphères de l'Etat, si largement prévu soit-il, qui constitue le gros des dépenses de l'Etat. Sur un budget dont le total est de l'ordre de milliers de milliards, les économies proposées ne se chiffreraient que par milliards. Qu'est-ce que c'est que cela !

C'est peu, certainement ! Mais les économies faites sur ces chapitres auraient, également, un double résultat, beaucoup plus important qu'elles-mêmes. Elles seraient, à la fois, un exemple et un modèle.

Pourquoi la IV[e] République a-t-elle fondé toutes ces assemblées inutiles ? Pour s'en rendre compte, il n'y a qu'à voir comment elles sont composées. Elles sont formées, ou bien d'anciens parlementaires auxquels on a trouvé par là le moyen de servir, en plus de leur retraite, un somptueux traitement d'activité ; ou bien d'hommes qui ont de l'influence dans les groupements qu'ils dirigent et dont on s'assure ainsi une relative bienveillance. En un mot, elles ont pour rôle de permettre de caser des copains et de neutraliser de potentiels adversaires. Leur suppression serait donc un coup de hache dans le népotisme et la corruption. Bel exemple qui, donné par l'Etat lui-même sur lui-même, le rendrait plus fort pour supprimer, au besoin, quelques lampistes, s'il est vrai qu'il y a des lieux où ceux-ci se trouvent en surnombre.

Et ce serait aussi un modèle. Un modèle à suivre pour toutes les mesures d'économie à prendre dans les différentes administrations. Nous sommes surchargés d'états-majors. Ce n'est pas seulement le grand état-major de l'Etat, celui que constituent ses assemblées et ses ministres, qui est rempli de personnages inutiles, ce sont toutes les administrations.

Cela, par suite d'un phénomène général. Les candidats volontaires au travail, au travail productif, ne sont jamais bien nombreux ; par contre, les candidats au travail d' « organisation » abondent. Le développement de l'instruction secondaire a permis à un nombre croissant d'hommes et de femmes de prétendre avoir un droit à « organiser », autrement dit, d'appartenir à un état-major. D'où une poussée silencieuse, mais constante et puissante, vers les états-majors, qui en a amené le gonflement bien au delà de ce qui est nécessaire et a fait que presque chez tous, surtout chez ceux pour lesquels il n'est point besoin de connaissances ou d'aptitudes spéciales, il en est comme dans le haut état-major de l'Etat : la moitié des membres n'y ont pas de fonctions ou n'y exercent que des fonctions inutiles.

Voyez, par exemple, la multiplication des « directions » dans les ministères par rapport à l'avant-guerre : les directeurs ont encore plus augmenté que les ministres !

C'est dans les états-majors qu'il faut effectuer des coupes sombres si l'on veut faire des économies profitables. Et si on les fait partout, ce ne seront pas des milliards, mais des centaines de milliards qui pourront être économisés.

LES SEULS EMPRUNTS POSSIBLES

Arrivons maintenant à la question des emprunts.

Rien n'est plus facile aujourd'hui pour l'Etat que d'emprunter, et même pour des montants très élevés. Mais à une condition, à une condition formelle, c'est que l'on procède à des emprunts-or, c'est-à-dire des **emprunts honnêtes.**

On sait comment se comportent les emprunts en

temps d'inflation. L'emprunteur, soit, en l'espèce, l'Etat, emprunte, mettons, 100 milliards de francs. 100 milliards qui, à l'époque où vous souscrivez à l'emprunt, ont un certain pouvoir d'achat. Lorsque arrive le moment du remboursement, dix ans après, par exemple, l'Etat rembourse bien à ses créanciers 100 milliards de francs, mais, du fait de l'inflation et de la hausse des prix qui en a été la conséquence, ces cent milliards de francs ne permettent plus que d'acheter, disons la moitié, de ce qu'ils permettaient d'acheter dix ans auparavant, lorsque le prêteur a donné son argent. En prêtant, le prêteur a donc bel et bien perdu (en négligeant, pour simplifier, les intérêts) la moitié de son avoir.

En période d'inflation, l'emprunt est donc purement et simplement un vol. Ou, si l'on veut, pour employer l'euphémisme qui eut son heure de vogue il y a quelque trente-cinq ans, aux débuts de l'inflation, l'emprunt est l'occasion d'une « faillite insidieuse ».

Cependant, la plupart des gens sont assez longtemps avant de s'apercevoir de ce mécanisme, pourtant si simple. L'espoir que l'inflation va cesser, et surtout le besoin, si impératif chez le Français, d'économiser à tout prix, même s'il pressent que ses économies seront perdues, font que, durant de longues années après le début de l'inflation, l'Etat trouve encore à emprunter.

Mais cela tout de même ne dure pas indéfiniment. Un jour arrive où les yeux, même des plus naïfs, s'ouvrent, et où M. Prudhomme se résout finalement à dépenser son argent plutôt qu'à l'économiser et à le prêter.

Ce jour-là, l'inflation a achevé son rôle, son rôle **utile**. Sous peine de s'emballer (1), la machine à exproprier, si elle a fini d'exproprier les anciens rentiers, doit s'arrêter, parce qu'il n'y a plus rien à exproprier. L'inflation n'a plus à ce moment que des effets **nuisibles** ; en faisant que M. Tout le Monde n'épargne plus, elle supprime l'une des principales sources d'accumulation du capital, alors que cette accumulation est indispensable à tout développement ultérieur de l'économie.

Il faut donc arrêter l'inflation et rétablir l'épargne, deux choses qui peuvent être faites simultanément et par un même moyen : celui de l'emprunt **honnête**. C'est-à-dire qu'il faut émettre des emprunts d'un nouveau type, des emprunts où l'on s'engage à rembourser en **valeur réelle** la valeur exacte de ce qui vous est prêté et où l'on s'engage également à payer des intérêts dont la valeur **réelle** devra demeurer la même durant tout le cours de l'emprunt.

L'emprunt-or — c'est-à-dire, pour parler d'une façon plus générale, l'emprunt où le remboursement du capital et les intérêts sont fixés non en francs (dont la valeur baisserait avec l'inflation), mais en une certaine quantité d'une marchandise de la valeur la plus stable possible, telle que l'or, certaines denrées, ou certains services (ou certaines monnaies liées, en droit ou en fait, à la valeur de ces marchandises) — fournit à la fois et le moyen de rétablir l'épargne et l'accumulation du capital. On se remettra à épargner dès l'instant où l'on aura la certitude de pouvoir conserver sans baisse de valeur ce qu'on aura économisé et prêté — et d'arrêter l'inflation, c'est-à-dire l'émission de faux billets de banque pour les besoins de l'Etat, car, grâce aux sommes qu'il recevra de ses prêteurs, l'Etat pourra faire face au déficit de son budget (si, tout au moins, celui-ci n'atteint pas des sommes exagérées) sans recourir à la presse à billets.

Aujourd'hui, en France, l'inflation a réduit la Dette de l'Etat à une valeur presque nulle, sa continuation ne présente donc plus d'intérêt ; aujourd'hui l'épargne française est réduite presque à rien, et les prêts que l'on consent à l'Etat ou à ses institutions sont également réduits presque à rien ; aujourd'hui, le déficit budgétaire annuel n'atteint pas de telles sommes que celles-ci dépassent ce qui peut être chaque année économisé et prêté à l'Etat ; c'est donc le moment pour l'Etat d'effectuer des emprunts-or s'il veut sortir de l'impasse actuelle.

L'emprunt-or est un procédé facile et sûr, mais c'est un procédé honnête ! Or nos hauts fonctionnaires de la rue de Rivoli ainsi que nos « hommes d'Etat » se sont tellement installés dans la malhonnêteté depuis trente ans (2) qu'ils sont absolument terrifiés à la pensée de faire un emprunt honnête, un emprunt où l'on rembourserait vraiment ce qui vous a été prêté, un emprunt comme tous ceux qui ont été effectués pendant plus d'un siècle dans ce pays, alors que celui-ci était sous le régime de la monnaie-or, régime qui a permis, grâce précisément à l'honnêteté des emprunts qui en résultait, de procéder à la plus formidable accumulation de capital que l'histoire ait jamais enregistrée. Pour nos « techniciens » et nos politiciens, revenir à l'honnêteté serait, dit-on, la fin de tout, et notamment une perte incroyable de « prestige », le prestige de l'Etat exigeant, paraît-il, non pas qu'il ne continue point à pratiquer la faillite insidieuse, mais qu'il refuse de s'engager à ne point la pratiquer !

R. LOUZON.

(1) Voir « R.P. », avril 49.

(2) C'est cette même malhonnêteté qui rend ces mêmes gens si rebelles à accepter l'échelle mobile pour le salaire minimum. Ils acceptent de fixer aujourd'hui un certain salaire comme salaire minimum au-dessous duquel on ne peut point vivre, mais à la condition formelle que, par le jeu de la hausse des prix, ce salaire se mette à diminuer... et ne permette plus de vivre.

Jacques Duclos a le sourire...

a toujours le sourire, dans sa « Démocratie nouvelle ». Nous aussi, nous sourions quelquefois, quand nous lisons sa revue, qui ne contient pas que des « américaneries » plus ou moins authentiques, et surtout, spirituelles, mais s'illustre de « chinoiseries » délicieuses de naïveté. Qu'on en juge par cet extrait d' « Une économie nouvelle en Chine » de Ke Chia-lung (numéro de mars 1952), page 153 : « Pendant la période comprise entre la victoire sur le Japon, en 1945, et leur libération, les régions contrôlées par le Kuomintang furent littéralement inondées de produits américains de nécessité secondaire, **tels que de** l'étoffe, **des produits en matière plastique, des cigarettes,** des spécialités pharmaceutiques **(Ke Chia-lung n'a pas vu de gens qui crevaient dans les rues, faute de soins), du** savon, **de la** pâte dentifrice, **des bas nylon, du rouge à lèvres** et même du papier hygiénique **». Sont-ils dégoûtants, ces Américains !**

Et redevenons un peu sérieux. La même étude nous apprend (p. 151), que la production annuelle de tabac, qui fut de 24,1 (?) en 1950, devait être portée, comme prévu, à 130,5 (?) en 1951. Voilà de l'éducation de masse. Il est vrai que Mao Tse tung est un fumeur invétéré ! Et, p. 154, que les importations de l'Union Soviétique et des « démocraties populaires » sur la Chine devaient passer de 21,21 % en 1950 à 70,03 % en 1951. Kuo Mo-jo, le pacifiste 100 %, dans un article de « People's China », cité par « Démocratie Nouvelle » de janvier 1952, p. 20, nous dit que la création du mouvement national de donations, pour l'achat d'équipement lourd, a permis l'acquisition, jusqu'au 25 septembre 1950, de 2.481 avions (pas aux Américains, bien sûr, et ça, ce ne sont pas des produits de nécessité secondaire »).

X. X. X.

Vingt ans de syndicalisme universitaire

On a lu dernièrement, dans les colonnes de *l'Ecole Emancipée*, une polémique assez vive entre Louis Bouët et Jean Cornec, deux vétérans du syndicalisme des instituteurs. Présentant tous les anciens de la vieille Fédération de l'Enseignement, Bouët avait naturellement consacré un article à Jean Cornec qui fut secrétaire fédéral de 1921 à 1923. Mais cette chronique se terminait sur le ton d'une « indigne pitié », en fixant la limite de la carrière syndicaliste de notre ami Cornec à sa sortie de la Fédération. On pouvait prévoir une sévère réaction. Je n'envenimerai pas la querelle, en précisant ici qu'au premier congrès du Syndicat national auquel ils participèrent en 1932, les deux représentants du Finistère : Allot et Cornec, prononcèrent *« deux discours de réception »* brutalement axés contre la collaboration et la bureaucratie réformiste. En 1938, après la grève générale du 30 novembre, leur impitoyable sévérité à l'égard de tous ceux qui n'avaient pas suivi exactement le mot d'ordre syndical aboutit à ce paradoxe d'un militant *« gréviste sur place »*, sanctionné à la fois par l'administration pour son interruption de travail et par le syndicat pour sa présence à l'école.

En 1940, la révocation arbitraire de Cornec s'inscrivit sur le même tableau de chasse que l'internement de Bouët, tandis que l'on arrachait Allot du grand port de pêche... où l'attachaient tant de souvenirs émouvants et douloureux. Nos amis pouvaient dire non « nous avons vécu », mais nous avons tenu et maintenu.

Je voudrais cependant dépasser ce simple témoignage. Les jeunes que je rencontre restent indifférents à ces débats qui opposent des militants exceptionnels, en des querelles d'une pénible âpreté. Il faut voir par-delà les hommes, à travers deux hommes, toute une ardente histoire, un grand mouvement que l'un et l'autre ont servi en s'accordant comme en s'opposant.

Rappelons-en brièvement les principales étapes (nous avons déjà traité cette question dans la *R.P.* de décembre 1948, dans l'article : La faillite du syndicalisme des fonctionnaires).

FEDERATION DE L'ENSEIGNEMENT ET SYNDICAT NATIONAL

Avant la guerre de 1914, la Fédération des amicales groupait la grande majorité des institutrices et instituteurs sous la protection de la loi de 1901. La Fédération des syndicats d'Instituteurs (transformée en Fédération de l'Enseignement en 1919) réunissait en marge de la loi, contre les gouvernants, les législateurs et les juges, une minorité fervente et tenace. Mais ce n'était pas là une opposition. En fait, la majorité des militants nationaux et départementaux des amicales, la majorité des élus du personnel acceptaient les formules syndicalistes et même adhéraient aux syndicats. D'autre part, pas mal de socialistes (même modérés) collaboraient avec des syndicalistes révolutionnaires dans la Fédération cégétiste. Le Manifeste des Instituteurs syndicalistes de 1905, d'inspiration démocratique, comptait parmi ses signataires des hommes et des femmes dont les orientations déjà différentes se contrarièrent et s'opposèrent rapidement : Roussel et Glay, Gabrielle et Louis Bouët, Dufrenne (qui fit carrière dans l'antisyndicalisme), Roux-Costadeau et Alexandre Blanc (bientôt députés socialistes — deux des quatre parlementaires ayant voté contre les crédits de guerre, après Kienthal), Nègre (secrétaire du syndicat des Instituteurs de la Seine, révoqué deux ans plus tard), Charles Joly (qui fut conseiller municipal de Paris, socialiste, communiste, pupiste), d'autres qui animèrent plus tard les sections du Syndicat national.

En 1919, la démobilisation provoqua un premier courant massif d'adhésions à la C.G.T. Les syndicats de l'Enseignement en profitèrent, leurs effectifs s'accrurent dans de fortes proportions, mais ce n'était toujours qu'une minorité relativement faible en face de la puissante Fédération des amicales. Celle-ci décida sa transformation en Syndicat national et demanda son adhésion à la C.G.T. Vote d'une majorité de militants qui se plaçaient fort en avant de la majorité des adhérents. Les syndicalistes n'entraînèrent d'abord qu'une minorité au Syndicat national, qu'un groupe encore plus faible à la C.G.T. L'obligation de l'adhésion confédérale ne fut votée qu'au congrès de 1925, soit six ans après la transformation, trois ans et demi après la scission confédérale de 1921.

Cependant la Fédération de l'Enseignement avait gagné après la guerre en force morale autant qu'en force numérique, et ce renforcement-là fut plus profond et plus durable que celui-ci. Représentée longtemps par Loriot au Comité confédéral national, animée par une phalange de militants révoqués pour la plupart pendant la guerre et sous le Bloc national — les Bouët, Hélène Brion, Marthe Bigot, Marie et François Mayoux, Lucie Colliard, Marie Guillot, etc., elle avait rejoint dès 1915 la minorité zimmerwaldienne dressée contre la politique de guerre. Il fut impossible de régler la question de l'unité du syndicalisme universitaire au sein de la C.G.T. encore unifiée. Favorable au Syndicat national, hostile à la vieille Fédération, le bureau confédéral se révéla d'autant plus impuissant à résoudre le conflit qu'il avait déjà accompli la scission, en esprit. En période normale, la fusion se serait opérée sur le plan national et sur le plan départemental, et — quoique minoritaires — les militants de la Fédération ne se seraient pas noyés dans la masse. Mais la politique confédérale pesait sur les débats. La Fédération rejeta toute adhésion globale des anciennes amicales, dont les membres furent invités à adhérer individuellement aux syndicats déjà confédérés. L'affaire fut réglée dans les plus mauvaises conditions possibles. A la scission, la Fédération (sauf un syndicat de professeurs mené par Zoretti) resta à la C.G.T.U. Le Syndicat national rejoignit la vieille C.G.T. Logique apparente, qui, par une simplification arbitraire, confondait deux phénomènes distincts. Les syndicalistes qui, de 1905 à 1914, avaient « noyauté » les amicales n'étaient pas solidaires *a priori* de la majorité réformiste. Par un paradoxe étonnant, Louis Roussel, Marthe Pichorel, Georges Lapierre qui dirigeaient le Syndicat national en 1921 et en 1925, au sein de la C.G.T., restaient jusqu'en 1929 adhérents à la Fédération, c'est-à-dire à la C.G.T.U.

PENDANT LA SCISSION CONFEDERALE

Le recul du temps permet d'apprécier aujourd'hui la gravité de cette scission entre les syndicalistes. Des deux côtés, l'évolution du syndicalisme universitaire suivit celle du syndicalisme ouvrier, avec une clarté dans l'expression qui fournirait à un historien scrupuleux des documents vivants. Du côté de la C.G.T., le Syndicat national eut la chance inestimable de posséder en Louis Roussel un pilote sage et ferme qui personnifia la permanence dans le mouvement. De tous les « grands » militants — ou qualifiés tels — que j'ai rencontrés, il reste peut-être le seul qui ne m'ait jamais déçu, car il a toujours tenu au-delà de ce qu'il promettait. Ecrivant peu, détestant l'éloquence, il sait écouter, et surtout il a su choisir... les hommes et les moments décisifs. Il consomma la scission corporative en 1919, dans des conditions telles qu'il garda le contrôle d'une masse hostile ou réticente, grâce à une phalange de militants. En 1925 la majorité des instituteurs et institutrices était confédérée. En 1932, sur tout le territoire on ne comptait plus qu'une déléguée du personnel antisyndicaliste. Mais, résultat plus important encore, le S.N. fut peut-être la seule organisation de la C.G.T. où le renouvellement et le rajeunissement des cadres s'opéra normalement, complètement, sans que le heurt des générations troublât sérieusement la vie syndicale. Enfin Roussel refusa jusqu'à la retraite d'abandonner son école, comme il refusa — avec quelle brutalité ! — le hochet de la Légion d'honneur. A l'aube de sa carrière syndicale, en 1909, il s'indignait en ces termes de la présence d'un député ex-instituteur à la tribune de la Fédération des amicales : « *Roux-Costadeau, passe encore. Il a été révoqué, il fallait bien qu'il se place quelque part. Mais toi, tu exerçais un métier propre. Tu l'as abandonné pour un métier de s..., et tu voudrais revenir parmi nous !* ». En 1932, à Clermont-Ferrand, au banquet d'adieux qu'on leur offrit à Glay et à lui, il lança à un public où figuraient quelques personnages officiels : « *Votre cadeau... Il me rappelle la montre offerte à Eugène Varlin par ses camarades d'atelier, que les Versaillais lui volèrent, après l'avoir assassiné !* ». Quand un homme est capable, après vingt-sept ans d'activité corporative et syndicale, d'une telle fraîcheur d'âme, c'est que l'action qu'il a menée ne l'a pas corrompu.

Ce fut donc une erreur de classer simplement les militants du S.N. dans la tendance dite réformiste. D'autant plus que personne ne pouvait concevoir sérieusement en 1921 que l'action directe fût possible pour la défense des intérêts corporatifs des enseignants. Il s'agissait donc d'une affirmation doctrinale, d'un syndicalisme révolutionnaire d'affinités qui ne convenaient qu'à des militants sélectionnés. Que ceux-ci aient trouvé dans la C.G.T.U. de 1922 leur climat, l'expression de leurs généreuses ambitions, on ne s'en étonnera pas. Comme on ne s'étonnera pas de la dissociation, en plusieurs étapes, du groupe qui s'était constitué sur la triple base : du syndicalisme de 1906, de l'opposition à la guerre, de l'adhésion enthousiaste à la Révolution bolchéviste.

Dirigée par Bouët, la majorité de la Fédération demeura de 1922 à 1929 liée à la direction d'abord communiste... puis bolchevisée de la C.G.T.U. Cependant que Cornec (du Finistère), Thomas (de l'Indre), Marie Guillot (de Saône-et-Loire) animaient la minorité syndicaliste révolutionnaire.

En 1924 la bolchevisation de l'Internationale Communiste se prolongea naturellement dans la C.G.T.U. Groupés autour de Monatte, Rosmer, Louzon, nous fondions la *Révolution prolétarienne* en 1925, et nous rompions en même temps, au syndicat unitaire de la région parisienne, avec ceux qui acceptaient docilement la « direction unique » du parti et des syndicats.

Dans une déclaration de juillet 1926, que signèrent Marthe Bigot, Quélavoine, Blutte, Noely Drous, mon regretté frère d'armes Henri Fulconis — à laquelle Fernand Loriot apporta bientôt une retentissante adhésion — nous proclamions déjà :

« *Un secrétaire de la C.G.T.U., du fait qu'il est investi de la confiance d'un congrès, et pour la durée de son mandat, ne s'appartient plus dans son action publique. Il est pour un temps la C.G.T.U. et il ne doit engager politiquement celle-ci que dans les limites mêmes où s'est engagé le congrès souverain... Le syndicalisme de secte qui s'affirme aujourd'hui a déjà conduit les représentants de la C.G.T.U. à entériner purement et simplement des mots d'ordre malencontreux du P.C., non acceptés au préalable par les syndicats et qui ont porté le plus grand tort au mouvement ouvrier.* »

Nous avons donc naturellement rejoint la première minorité et nous nous sommes groupés au sein de la Ligue syndicaliste — fondée en 1926 — liés par une solidarité que rien n'a pu affaiblir jusqu'à la guerre. Mais d'accord avec nous contre la direction de la C.G.T.U., Cornec ne se distinguait pas de Bouët, dans son hostilité au Syndicat national, où la brillante éloquence de Glay — fortement marqué par la franc-maçonnerie et engagé dans la politique de gauche — détournait de l'effort discret et plus profond de Roussel et de Marthe Pichorel.

Cependant, dans la Loire où les aventuriers de la bolchevisation meurtrissaient un prolétariat à fortes traditions révolutionnaires, dans le Rhône où le syndicalisme universitaire était né sous le signe d'une pédagogie libertaire au sens le plus noble du terme, les prodromes et les séquelles de la bolchevisation provoquaient d'irrémédiables scissions. Menés là par Baldacci, Brun et Boyer — ici, par Léger et Fontaine, les syndicalistes de l'Enseignement abandonnaient la Fédération, se réfugiaient dans l'autonomie, enfin rejoignaient le Syndicat national.

Jusqu'en 1929, les dirigeants de la Fédération ne sentirent pas d'incompatibilité entre leur fidélité à Moscou et leur attachement aux plus hautes valeurs morales. On peut reprocher à des hommes comme Bouët, Dommanget, Bernard (du Rhône), Rollo, d'avoir trop longtemps subi les contraintes de leur loyalisme communiste (right or wrong... my country !). On n'a jamais pu leur reprocher de s'être associés, par esprit de parti, à des mutilations et des falsifications qui auraient empoisonné l'avenir. Bernard, en particulier, n'a jamais cessé de réagir, au nom de la morale rationnelle et humaine, contre l'amoralisme des pré-staliniens. Rien de commun entre ces hommes de haute conscience... et les intellectuels en uniforme, dont le prestige cautionne les pires attentats contre l'esprit humain.

Sans doute les bolchévisés de l'appareil, trop contents de garder une Fédération universitaire dans leur C.G.T.U., les ménagèrent-ils aussi longtemps que possible. En 1929, le silence ne suffisait plus. Il fallait une adhésion explicite au conformisme stalinien. Il fallait surtout placer à la tête de la Fédération des gens prêts à toutes les besognes. Le terrain de l'attaque fut admirablement choisi. D'abord, on lança les aboyeurs des Jeunesses communistes, puis les laquais diplômés du parti stalinien, contre le Manuel d'histoire de la Fédération, jugé hérétique, parce que conçu par de véritables historiens et éducateurs. Puis on profita d'un mouvement spontané des normaliens de

Quimper pour déchainer l'agitation des jeunes et isoler dans l'opprobre nos amis du Finistère. Le bureau de la Fédération ne céda pas. Pour la première fois, au congrès de 1929, il se sépara de la fraction communiste, qui mena contre lui pendant l'année suivante une guerre impitoyable. Au congrès de 1930, après quatre journées de sabotage intense, la clôture à 4 heures du matin vit les staliniens hissés sur les tables, vomissant d'ignobles injures sur Bouët, Bernard, Dommanget, Rollo, Aulas et Serret.

Or, dans le même temps, nos amis de la Loire animaient le congrès du Syndicat national, dont le bureau ne toléra pas la censure du bureau confédéral. Jouhaux réagit au Comité national confédéral par une furieuse diatribe contre les instituteurs en général.

DANS L'UNITE RECONSTITUEE

On espérait à ce moment-là que le syndicalisme ouvrier pouvait retrouver son unité dans l'indépendance, en rompant avec les deux politiques contraires qui l'avaient vidé de sa substance et de son originalité propre. La campagne pour l'unité syndicale, déclenchée par vingt-deux militants confédérés, unitaires et autonomes, si elle n'ébranla pas les deux appareils antagonistes, éveilla une audience sympathique au sein du Syndicat national où l'on n'avait pas connu les déchirures de la scission, où le bureaucratisme — au reste assez faible — n'avait pas le caractère de « l'instinct de conservation... des places ». Tout commandait le rapprochement des deux organisations syndicales. La majorité de la Fédération se raidit au contraire dans un superbe isolement. Ni la lutte contre la déflation de 1932 à 1934, ni la nécessaire opposition aux tentatives fascistes de 1934, ni les rassemblements antifascistes de 1935, ni le tournant du P.C. et de la C.G.T.U. acquis à l'unité (sur l'ordre de Moscou), ni la réalisation de l'unité syndicale en 1936, n'entamèrent cette hostilité intransigeante au Syndicat national. Le nom de la Fédération disparut, la fraction demeura sur la même position, groupée autour des mêmes hommes, minorité inassimilée et inassimilable, dans l'organisation unifiée.

Les mêmes hommes, sauf un : Jean Rollo (du Morbihan), qui, dès 1925, avait compris qu'une véritable éducation syndicaliste ne se conçoit pas hors de la majorité de la corporation. L'influence de la gauche du Syndicat national entrainait déjà les militants de la Ligue syndicaliste, las d'une lutte de tendances stérile et sentant leurs troupes prêtes à rompre tout contact avec les robots staliniens.

En 1932 les syndicats unitaires du Finistère, avec Cornec et Allot, de l'Indre avec Thomas et Ballereau entraient au Syndicat national où Rollo les rejoignait en 1934 avec la majorité du syndicat du Morbihan. En 1933, Cornec entrait au bureau du Syndicat national où il retrouvait Baldacci, où Rollo entra à son tour en 1935. Il faudrait une autre étude pour apprécier l'influence qu'ils y exercèrent. Il suffirait de relire les comptes rendus de nos congrès, et surtout les articles que la presse bourgeoise — de toutes couleurs — consacrait à notre action. L'irritation des bellicistes, la haine des hommes de Vichy, l'hypocrite condescendance ou le zèle épurateur des profiteurs de la Libération — voilà des preuves singulièrement éloquentes de l'efficacité de notre effort, voilà qui justifie devant l'histoire l'attitude de Cornec, comme la faillite de la politique d'union sacrée avait justifié l'attitude de Bouët, pendant l'autre grande guerre.

UNE ACTION ET UNE ATTITUDE

Deux hommes, avons-nous dit, qui ont personnifié deux tendances. On s'abuserait en expliquant leur opposition par les éléments ordinaires du conflit entre les réformistes et les révolutionnaires, entre les communistes et les syndicalistes purs. Ni Cornec ni Bouët ne se classent aussi facilement.

Le problème essentiel se pose ainsi : peut-on concevoir un syndicalisme universitaire de masse, c'est-à-dire capable d'action directe ?

Si Cornec a répondu affirmativement, ce n'est pas par parti pris idéologique. C'est tout simplement parce que le syndicat du Finistère animé par Josette et Jean Cornec et leur équipe a mené la défense laïque comme une action directe, authentique, à laquelle participaient tous ceux qui voulaient résister, c'est-à-dire la majorité des instituteurs et institutrices du département. En pays breton, l'Etat et ses partis provoquent toujours une méfiance instinctive. En face d'une section du Syndicat national trop accrochée à l'administration officielle, hors de l'appareil d'un parti dit révolutionnaire, il fallait mener contre l'Eglise et les forces réactionnaires une inlassable guerre d'usure, où l'initiative du maître isolé avait infiniment plus d'importance que les résolutions des assemblées. La spontanéité reste le moteur de l'action directe et le principe de l'indépendance. Le syndicat du Finistère de 1919 à 1931 mena de front la défense laïque, l'opposition à l'administration, la résistance à la bolchevisation. On lui doit d'avoir en une génération transformé un département. Si les politiciens de gauche et d'extrême-gauche — ignorés ou utilisés, selon les aléas de la défense laïque — ont pu être entendus non seulement dans les villes, mais dans les plus petits villages de pêcheurs et de paysans, ils le doivent aux instituteurs syndicalistes.

Que le syndicat du Finistère ait préféré en 1932 animer une majorité encore indécise, plutôt que prolonger des débats aux conclusions invariables, c'est dans la logique même de son mouvement. Il est entré au S.N., tel qu'il était et qu'il est demeuré. Ce n'est pas par hasard que les syndicalistes du Morbihan ont sauté, pour rejoindre ceux du Finistère, par-dessus de vieilles querelles doctrinales. C'est parce que leur expérience de la défense laïque efficace confirmait celle de leurs voisins.

Bouët appartient également à un département de l'Ouest, où la défense laïque s'impose comme une nécessité quotidienne. L'action directe fut-elle moins rentable dans cette zone de l'intérieur, où l'on ne sent pas l'influence maritime ? Faut-il voir dans cette situation géographique, la cause d'une attitude constante, dont la rigueur pessimiste n'exclut pas la grandeur ? Ce n'est pas à nous d'en juger. Mais il est proprement absurde d'accrocher à l'étoile trotskyste le char de Bouët et de ses amis. Que les trotskystes aient mené leur jeu au sein de la vieille Fédération, qu'ils le mènent encore au sein des groupes de l'Ecole Emancipée, il est difficile de le nier, comme il est difficile de contester leur perpétuelle volonté de surenchère sur les staliniens. Mais s'ils doivent beaucoup à Bouët, celui-ci ne leur doit rien. Il suffit de le lire pour s'apercevoir que ses propos, par leur inspiration et leur style, n'ont rien de commun avec l'indigeste prose des « bolchevistes-léninistes ». Etait-il d'ailleurs foncièrement hostile à l'unité ouvrière, afin de maintenir le syndicalisme révolutionnaire en sa pureté ? A lire le discours qu'il prononça au premier congrès de la C.G.T.U. (Saint-Etienne, 1922), on se convaincrait du contraire. « Si nous sommes des unitaires, nous devons admettre que tous les travailleurs désireux d'émanciper le monde du travail, quels que soient d'ailleurs les moyens à employer pour atteindre ce

but, ont leur place dans nos syndicats et doivent se sentir chez eux dans la maison commune qu'est la C.G.T.U. » Et ce principe initial commandait une énumération des différentes Ecoles syndicales, avec une définition fort claire des moyens de chacune d'entre elles : anarchiste, syndicaliste pure, communiste, réformiste.

Il ne pensait donc pas, comme l'un de ses amis, que « l'unité syndicale n'était ni possible ni désirable ! ». Il ne semble pas qu'il ait fortement désiré, dans le passé, l'unité du syndicalisme universitaire... ou alors, c'est qu'il trompait son monde. Mais que son langage unitaire de 1922 ne nous égare pas. Pour lui, ce n'est pas la revendication qui unit, c'est le but auquel on subordonne les moyens, c'est la fin dernière à laquelle on subordonne le mouvement et l'action.

Il y a chez Bouët du puritain et du janséniste. La conviction révolutionnaire joue chez lui le même rôle que la grâce efficace chez les plus austères prédicateurs chrétiens. On ne gagne pas le ciel par ses œuvres, on prouve par ses œuvres que l'on appartient à la phalange des élus. Ce n'est pas par l'action que l'on aboutit aux solutions révolutionnaires. C'est parce que l'on est préalablement acquis à la Révolution que l'on agit ou plutôt que l'on s'affirme comme un révolutionnaire.

On peut saluer une telle attitude que l'on ne peut maintenir souvent que par un courage exceptionnel. On peut lui opposer l'audace téméraire du syndicaliste qui veut d'abord agir et réaliser. Peut-être tout fut-il nécessaire dans notre mouvement : l'effort de rassemblement d'un Roussel, le dynamisme d'un Cornec, l'intransigeance doctrinale d'un Bouët. Et si nous avons choisi, si nous nous sommes liés, pendant vingt ans, à nos amis de la Loire et du Finistère, notre préférence n'excluait aucun militant, aucune tendance.

Cornec nous apprend par son expérience qu'il n'est pas d'action laïque efficace hors de la lutte syndicale directe, hors de l'opposition à toutes les Eglises religieuses ou politiques. Mais l'attitude de Bouët ne porte-t-elle pas condamnation de cette « unité corporative » à laquelle on veut tout sacrifier aujourd'hui ? Roussel et Bouët s'accordaient en fin de compte sur cette constatation que le syndicalisme universitaire naquit et se développa de la rupture de l'unité corporative ; leurs actes le prouvent, même lorsque leurs propos le nient. Ce sont là des conclusions que nous ne rangeons pas dans nos archives et qui éclairent nos débats actuels.

Roger HAGNAUER.

P.-S. — Pour répondre une fois pour toutes à certaines critiques, je précise ici que je n'ai jamais eu l'intention de me poser en historien, mais d'apporter des éléments de discussion. Ce n'est pas de « l'à peu près ». J'enseigne depuis trente ans à mes élèves que les sources de l'histoire se définissent par trois termes essentiels : les souvenirs, les témoignages, les documents et monuments. Mes souvenirs sont naturellement incomplets, mon témoignage reste personnel. Je n'ai pas toujours la possibilité de rassembler tous les documents utiles. C'est dire que je ne crains pas... que j'espère au contraire des rectifications et des compléments. Je m'efforce simplement de demeurer sincère dans une interprétation des événements, longuement étudiée.

Je relis, après avoir signé mon papier, l'article de Bouët et la réponse de Cornec (*Ecole émancipée* du 5-1-52 et du 1-3-52). Expliquer celui-là n'est pas le justifier. Il n'est pas inutile que je précise encore que je me solidarise complètement avec Cornec, pour l'action menée au sein du Syndicat national de 1932 à 1939. Avec Cornec et toute l'équipe du Finistère, sans oublier Josette Cornec, syndiquée avant son mari, c'est-à-dire au début de la période héroïque.

L'Ecole Emancipée a publié un numero spécial en mars 1952 sous le titre « *Quarante ans de luttes au service du syndicalisme révolutionnaire* ». C'est à lire et à conserver. Des articles de Bouët, Dommanget, Lapraz, Gabrielle Bouët, Duthil, Féraud situent assez exactement la place de la vieille Fédération et de l'Ecole Emancipée dans l'histoire du syndicalisme. Ce qui ne veut pas dire qu'il faut accepter sans réserves les jugements formulés. Mais ceux-ci, parce qu'ils sont sincères et discutables, appellent l'attention et le respect.

On ne voudrait pas terminer sur le ton polémique. Pourquoi faut-il que trop d'articles de l'E.E. semblent tirés des productions trotskystes, les plus difficiles à lire. En particulier, dans le numéro du 1-3-1952, un papier de R. Hemery sur *le 12 Février*. On y trouve cette phrase initiale : « *Voilà 18 ans que pratiquement l'unité syndicale se reformait !* ».

A quoi l'auteur pense-t-il ? A cette manifestation *politique* de la Nation, où socialistes et communistes se confondirent, dans le même cortège, malgré les chefs ? Rien à voir avec l'unité syndicale. La journée du 12 Février fut exclusivement la journée de la vieille C.G.T. Les staliniens qui dirigeaient la C.G.T.U. n'ont que deux dates à revendiquer. Celle du 6 Février qui les vit mêlés aux fascistes. Celle du 9 Février, qui n'avait pas d'autre sens que de fournir à la police discréditée l'occasion d'une revanche, et qui n'eut pas d'autres résultats... que quelques dizaines de morts... pour le communiqué !

Hemery reproche à F.O. et à la C.F.T.C. de ne pas s'être jointes à la C.G.T. le 12 février 1952. Mais dans la région parisienne, la C.G.T. groupe encore la grande majorité de la classe ouvrière organisée. Or l'échec de la grève a été total. Ce sont donc les syndiqués de la C.G.T. qui ont désavoué leur centrale.

Mais qu'est-ce que prend F.O. ! « *Elle donne son accord à une politique d'armements à outrance, à une politique extérieure, sans cesse inspirée par Washington.* » Et ce pauvre garçon fait allusion à l'armement de l'Allemagne... quelques jours avant la note de Staline, prévoyant une Allemagne unifiée et... armée, avec le concours des anciens nazis ! Et nous voilà devenus « *soldats avancés et intègres* (!?) *du système atlantique passant par Norvège, Danemark, Allemagne, France, bientôt Espagne, bientôt YOUGOSLAVIE*, etc., *le tout commandé par un général dépendant d'un Etat situé, ma foi, assez loin des premières lignes... les U.S.A.* ». En face de ce formidable appareil guerrier, Hemery ne voit sans doute qu'un empire consacré à la pacifique construction du socialisme, sous la direction d'un empereur philosophe... à la Marc-Aurèle. Je ne déforme pas sa pensée en le supposant... puisqu'il nous reproche de ne pas soutenir la C.G.T., c'est-à-dire le parti stalinien, dans sa croisade pacifique...

On ne commente pas ! On pose simplement la question à ceux qui entendent nous rejeter de l'internationalisme ouvrier, parce que nous nous affirmons solidaires des syndicats américains... comme de tous les autres syndicats *libres*. Pensez-vous qu'il y ait une possibilité d'action commune avec les gens capables de telles divagations ? (Je ne pense, bien entendu, ni à Bouët, ni à Dommanget, ni même à Féraud.) Si oui, pourquoi ne pas le dire ? Cela simplifierait le débat. Car pour nous, sur de telles bases, aucun accord n'est à envisager. Et si nous ne sommes pas, nous, des admirateurs du régime yougoslave, nous n'entendons pas nous associer avec ceux qui reprochent à Tito de ne pas se laisser assassiner par Staline comme tous les trotskystes de Russie et d'ailleurs ! — R. H.

Loin de nous la dangereuse maxime qu'il est quelquefois utile de tromper ou d'asservir les hommes pour assurer leur bonheur.

LAPLACE.

La renaissance du syndicalisme

Les tâches du Cercle Pelloutier

Il n'est pas besoin de déclaration de principes spéciale. Celle de la Ligue syndicaliste nous suffit. Le Cercle Pelloutier se regarde d'ailleurs comme le premier de ces cercles syndicalistes que préconise la Ligue. Son ambition, c'est que naissent d'autres cercles pareils, par industrie et par grand centre. Ainsi se trouverait pratiquement constituée la Ligue syndicaliste.

Le Cercle Pelloutier entend procéder à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés aujourd'hui devant le mouvement ouvrier.

Il est nécessaire d'établir le bilan sérieux des nationalisations, de la Sécurité sociale, des conventions collectives, des comités d'entreprise.

En même temps, examiner le problème de la gestion par les travailleurs à travers l'expérience russe, espagnole, anglaise, allemande, yougoslave.

Pour cela, le Cercle a besoin de la collaboration fraternelle de nombreux camarades appartenant à toutes les corporations, tant à Paris qu'en province, tant en France que dans les autres pays.

Le Cercle Pelloutier participera dans toute la mesure où il le pourra aux luttes qui s'imposent.

C'est dans cet esprit qu'il prend position sur l'affaire Villiers-Mathot-Bedes par une déclaration.

Le Cercle Pelloutier s'efforcera de rendre sa place et son élan à la rubrique « La Renaissance du Syndicalisme » dans la « R.P. ». Il apportera à la revue les études qu'il aura faites. Il tâchera de dépouiller et rendre compte pour elle de ce qui paraît de sérieux sur le mouvement ouvrier, contribuant ainsi à alimenter la rubrique des « Livres, brochures et revues ».

Diverses brochures sont en projet. L'une sur l'Ecole russe ; l'autre sur un point d'histoire qui paraît oublié : comment, en 47, la France a échappé au sort de la Tchécoslovaquie.

Voilà les tâches que s'est fixées le Cercle Pelloutier. Elles ne sont pas terriblement ambitieuses. Néanmoins pour les réaliser, il a besoin d'un effort collectif sérieux. Pour ces tâches, on embauche tous ceux qui sont prêts à en mettre un coup.

Le Comité provisoire :
F. CHARBIT, DUBOIS, A.-V. JACQUET, LE BOT, LUCIEN MARTIN, MOLINIER, P. MONATTE, T. PEYRE, P. RUFF, U. THEVENON, G. WALUSINSKI.

Siège du Cercle : 32 rue de la Fontaine-au-Roi, Paris-11e (OBE. 56-95).

Envoyez les adhésions au secrétaire provisoire, Walusinski (au siège du Cercle), les cotisations (1.000 francs par an en une ou plusieurs fois), au trésorier, Molinier ou par virement au compte courant postal du Cercle, C.C.P. Paris 461-11.

LE SCANDALE VILLIERS-BEDES

Question de propreté, question de principe

L'affaire Villiers-Mathot-Bedes revient pour la seconde fois devant certains organismes supérieurs des syndicats. Partant, devant l'opinion syndicale.

Il nous paraît nécessaire d'attirer là-dessus l'attention des militants syndicaux de tout ordre, de ceux qui sont chargés de fonctions dans les syndicats, les unions départementales, les fédérations professionnelles, comme de ceux qui, à l'atelier, au chantier, au magasin, au bureau, tiennent tête aussi bien au patronat qu'aux staliniens, constituant ainsi l'armature solide du mouvement syndical. Ceux de province comme ceux de la région parisienne. Tous ont besoin d'être alertés.

Il s'agit d'une affaire grave. Il y a deux ans un étouffement s'est produit. Il ne doit pas se renouveler. Un abcès se vide, sinon c'est tout l'organisme qui est condamné à l'infection.

Les faits sont connus. Divers organes les ont relatés. La situation a été dénoncée par Gisselaire (Services publics) au congrès F.O. de 1950, par Richou (U.D. de la Gironde) au Comité confédéral qui suivit, par Lapeyre (Travaux publics) à la Commission exécutive, d'où il fut amené à démissionner pour protester contre un premier étouffement.

Les articles qu'il a donnés dans la *R.P.*, ces deux derniers mois, ont fait rebondir l'affaire.

Quelques aventuriers, sous le couvert d'une soi-disant agence de publicité, mènent une entreprise de corruption de la presse corporative et des milieux syndicaux, et cela pour le compte de M. Villiers, le président de l'organisation du patronat français.

Il fut un temps où, devant une pareille situation, il n'y aurait eu qu'un cri dans tout le mouvement syndical, depuis le militant le plus réformiste jusqu'au plus révolutionnaire : Pas de ça chez nous !

Il faut croire que ce temps n'est plus, que les hommes ont changé, que les mœurs les plus sales des politiciens politiques ont gagné nos milieux et que nous possédons maintenant une couche de politiciens syndicaux qui ne le cèdent à personne en fait de cynisme.

Les aventuriers en question usent de plusieurs moyens : de la menace contre ceux qui osent se dresser contre eux ; de la poussière dans les yeux avec ceux qui essaient de comprendre de quoi il s'agit ; de la grande philosophie pour les nigauds, leur disant qu'on va repenser le syndicalisme, comme si le mouvement les avait attendus pour tâcher d'adapter ses moyens et ses méthodes aux problèmes nouveaux.

Hier ils recouraient au chantage, conseillant de ne pas spéculer sur certaine immunité personnelle, menaçant de poursuites devant les tribunaux. A qui croyaient-ils donc avoir affaire ? Aujourd'hui, continuant à le faire à l'estomac, ils menacent de sortir des dossiers. Qu'ils se dépêchent donc de les sortir !

Les aveugles, ou les aveuglés par nos aventuriers, sont au moins de deux sortes : les aveugles volontaires, parfois très huppés, qui vont jusqu'à dire que ces opérations de publicité sont tout à fait normales et saines, alors que ce ne sont que de vulgaires opérations de corruption, et qu'ils le

savent ; les aveuglés à qui on a brouillé la vue, par poivre ou poussière, et qui ne peuvent admettre que tant de mal soit possible, qui pensent que tout doit pouvoir s'expliquer autrement, qu'il ne faut pas fournir d'armes aux staliniens, comme si la meilleure arme à leur fournir n'était pas d'accepter la pourriture chez nous ; qu'il ne faut pas se chamailler dans une maison encore fragile, alors que la maison serait sûrement inhabitable si de telles mœurs s'y installaient.

Vous n'avez pas le droit, ajoutent certains, de vous occuper de ce qui se passe chez nous ; la Confédération elle-même n'a rien à voir dans notre Fédération. Comme si la Confédération la plus fédéraliste n'aurait pas le droit de dire à une Fédération gangrenée par le patronat que sa place ne serait pas à côté des autres Fédérations ouvrières. Comme si les syndiqués n'auraient pas à s'occuper de ce qui se passerait dans leur Fédération.

Comment assurer, en des temps difficiles, les charges de fonctionnement, de propagande et de presse ? Peut-on refuser tout appui d'une organisation syndicale sœur ? Non, bien sûr. Mais, en l'occurrence, c'est d'une organisation non pas sœur mais ennemie qu'il s'agit.

Ce sont les syndiqués qui doivent faire vivre leurs syndicats. Par leurs cotisations, par leur activité, par toutes sortes d'efforts. Une presse syndicale moins médiocre, proprement faite, couvrirait certainement ses frais. Un appareil syndical doit correspondre aux moyens de l'organisation. Il est sûr que des militants véritables, animés par l'esprit syndicaliste, faisant confiance à la classe ouvrière — et non au patronat ou au gouvernement — obtiendraient des résultats infiniment meilleurs. Un mouvement sain ne se bâtit pas avec des mains sales.

Si nous étions incapables de gérer proprement nos organisations, comment pourrions-nous revendiquer la gestion de l'économie de ce pays et parler de révolution ?

Occupez-vous un peu plus des staliniens et un peu moins des autres, dit-on encore. Comme si nous avions attendu ces aventuriers pour nous occuper des staliniens. Voilà longtemps que nous leur tenons tête. Nous savons qu'on ne peut répondre aux staliniens qu'en restant fidèles aux principes révolutionnaires. Les attaquer du point de vue bourgeois et capitaliste, c'est les renforcer.

Pour nous, en l'occurrence, il ne s'agit ni d'une querelle d'hommes ni d'une lutte de tendances, il s'agit d'une question de propreté. Nous ne comprenons pas que cela ne saute pas aux yeux de l'immense majorité des militants, à quelque tendance qu'ils se rattachent.

C'est aussi une question de principe. Tout le monde, au moins en paroles, se réclame de l'indépendance syndicale. Comment oublier qu'elle exige en tout premier lieu, avant même l'indépendance à l'égard des gouvernements et l'indépendance vis-à-vis des partis politiques, l'indépendance à l'égard du patronat ? Dans les discussions passionnées d'hier et d'avant-hier, sur le millerandisme ou sur la liaison avec les partis, il n'était jamais parlé de l'indépendance à l'égard du patronat ? Mais parce qu'elle allait de soi. Toutes les tendances étaient d'accord sur ce point. Avouez qu'il est triste d'être obligé de le dire aujourd'hui.

Est-ce une tardive conséquence des habitudes de la Résistance où des gens plus ou moins scrupuleux jonglaient avec les millions ? Probablement.

En tout cas, avec de telles pratiques, l'organisation syndicale perdrait sa pleine liberté, sa pleine responsabilité, elle perdrait toute dignité ; elle ne serait plus une organisation libre.

C'est ce qui donne au scandale Villiers-Mathot-Bedes toute sa gravité. Pour nous il s'agit d'une question de propreté et d'une question de principe.

Nous espérons n'être pas seuls à le comprendre et à le faire comprendre.

LE CERCLE PELLOUTIER.

Propreté d'abord !

Permettez-moi de féliciter la *Révolution prolétarienne* pour la campagne de salubrité qu'elle a entreprise et que Roger Lapeyre situait récemment avec précision.

S'il est triste de constater le peu de réaction des syndiqués lorsqu'on évoque ces problèmes, il est non moins pénible de voir couvrir pareils faits par de grands noms. Inutile d'insister, n'est-ce pas ? Je pense, notamment, à ces militants qui nous ont élevés dans la rigidité et l'exaltation des « principes », qui, pour une raison ou une autre, soit parce qu'ils ont été dupes eux-mêmes, soit parce qu'ils sont enserrés dans un réseau d'amitiés et de reconnaissances mutuelles, apportent dérogation à leurs règles et s'en vont se lamentant qu'ils ont été de « mauvais maîtres », sous prétexte que les hommes qu'ils ont contribué à former entendent demeurer des esprits libres et non faire figure de mineurs dociles !

Il est de surcroît significatif qu'après avoir nié les faits en bloc, c'est maintenant la « raison d'Etat » et le « crime de lèse-majesté » que ces camarades sont en train de ressusciter ! Car il est impossible de qualifier autrement les : *« prenez garde de porter atteinte à l'organisation »*, *« n'oubliez pas les services rendus »* et *« on n'a jamais raison contre son syndicat »* dont on nous rebat les oreilles depuis que la *R.P.* s'est permis de critiquer quelques « intouchables ».

Ces recommandations ne relèvent pas seulement du chantage ; elles constituent autant de grossiers sophismes, qu'on est stupéfait de trouver sous certaines plumes.

Outre que les adhérents Force Ouvrière n'ont jamais été mis honnêtement au courant par les responsables, et ne le seront pas de sitôt, ce qui les empêche et les empêchera de se prononcer en toute connaissance de cause, jamais des syndicalistes conscients n'ont pu penser qu'il était possible de bâtir un monde sain avec des matériaux pourris.

> *L'Histoire ne dispensera jamais les hommes de la vaillance et de la noblesse individuelles. Et le niveau moral de la société de demain sera marqué par la hauteur morale des consciences individuelles dans la classe militante d'aujourd'hui.* Jean JAURES.

Une organisation que le ver ronge n'est pas une organisation solide. Gardons-nous de confondre l'organisation et les hommes. Personne n'est indispensable. Le syndicalisme n'est pas une carrière ! Les individus passent ; le syndicalisme continue.

J'ajoute, en ce qui concerne le dernier slogan, que si celui-ci était vrai, c'est toutes les ignominies et tous les crimes que nous avons connus et dénoncés au lendemain de la Libération qui seraient automatiquement justifiés et sanctifiés, et la scission Force Ouvrière condamnée...

Est-ce à ces conclusions que nos camarades veulent aboutir ?

Qui sait, il y a tellement, dans leurs rangs, de bolcheviks qui s'ignorent sous un anticommunisme de façade ou de profession, que toutes les suppositions sont permises.

En tout cas, le monde ouvrier aurait intérêt à rechercher quel rôle véritable ont joué et quel dessein poursuivent encore les personnalités qui se sont faites les introducteurs et démarcheurs, dans les syndicats, de « l'inquiétant personnage » du « B.E.D.E.S. » dont parle Lapeyre.

Faute de quoi, disons-le bien haut, le mouvement syndical continuera à patauger dans la méfiance, l'impuissance, l'imposture, la duplicité et la corruption !

Charles SALENÇON.

A propos d'un cartel automobile

Samedi 8 mars, au siège du syndicat des Indépendants, s'est tenue une réunion du Cartel de la Métallurgie de la région parisienne. Réunion consacrée à l'automobile et groupant l'arc-en-ciel des mouvements syndicaux non staliniens.

Les différents rapporteurs prévus au programme, Blanchard (F.O.), Rannou (Autonome), Maintrieux (Indépendant), présentés par Lelièvre (F.T.I.C.A.M.) très à l'aise dans son rôle de coryphée, n'apportèrent aucune argumentation originale au dossier du Cartel. Plutôt que des conclusions précises sur le sujet abordé, leurs interventions cherchaient à provoquer les réactions de l'auditoire en les maintenant dans les limites du débat.

Dans la salle, calme mais attentive, forts contingents F.O., participation des Autonomes, des Indépendants, présence de militants de la C.N.T., de la F.T.I.C.A.M. et de la C.G.C.

Les interventions de la C.N.T. demeurent caractéristiques : hautes en couleur et rabâcheuses. On évoque à chaque intervention les « durs » d'avant 14, les Pataud et Cie.... Balayée des grandes usines, vivotant dans les petites entreprises, la C.N.T. dissimule sous la formulation révolutionnaire son impuissance patente à assimiler les données économiques des problèmes essentiels.

Par contre F. O. et Autonomes semblent tenir très largement compte des problèmes, de tous les problèmes de l'action syndicale ; ils ne veulent plus ignorer les difficultés que vaut aux syndicats l'avènement de l'âge administratif.

Les Indépendants, privés de leur tarte-à-la-crème « Capital-Travail » sont inoffensifs dans les débats. La C.G.C. apporte son appui inconditionnel et bienveillant.

La création de commissions de travail est envisagée. Pas de véritable confrontation d'idées, si l'on excepte quelques petites passes d'armes entre certains militants. Par contre un apport d'expériences de toutes sortes jetées dans le panier du Cartel. On se cherche, on se tâte ; la prudence est reine, et c'est un bien, car la lucidité est précieuse en ce genre d'exercice.

Il est difficile de juger la récolte aux premiers sillons tracés. Seuls des contacts répétés dégageront les militants de l'esprit de boutique qui sévit trop souvent chez les minoritaires. Quoique nous ne croyions pas au mariage de la carpe et du lapin, nous voulons que ce Cartel, que nous appelons le « Cartel de la nécessité », ne soit pas un simple vocable syndical mais une réalité vivante.

Les cruelles expériences sur le terrain de l'unité avec les staliniens nous retiennent de mettre le doigt dans cet engrenage, car il nous est difficile d'imaginer sous quelle forme de saucisse ou dans quel emboitage nous nous retrouverons à l'autre bout. Tout simplement parce que ces alliances, du genre pot de terre-pot de fer, demeurent en définitive, malgré toutes les jongleries verbales, une question de *rapport des forces*.

L'issue praticable, à l'heure actuelle, pour le mouvement ouvrier, est de créer, entre le mur patronal et le bloc stalinien, un courant de force vive, même si ce courant parvient de sources différentes. Redonnons au syndicalisme une base consistante et un minimum d'honnêteté ! Des syndicats libres plus puissants, surtout dans les grosses entreprises, lèveront l'hypothèque stalinienne en élargissant leur champ d'action. Cette hypothèque est tellement oppressante que dans nombre d'usines elle n'est pas un petit aspect du problème mais fait corps avec lui. La lutte active seule paye : la lutte anti frappe de paralysie les syndicats.

Tous les efforts, scellés par des engagements précis, doivent être utilisés. C'est pourquoi nous conclurons : nous n'avons pas la barbe en ouate de ceux qui prophétisent, ni la lanterne qui éclaire en arrière que certains syndicalistes chevronnés appellent l'expérience ; mais nous aiderons au maximum le « Cartel de la nécessité », non pour des raisons sentimentales d'unité mais en vertu de froids calculs. Plutôt la lucidité et le réel que des extravagances drapées de déclarations de principe : voilà ce que pensent les copains de mon syndicat.

Pierre DENIS.

Les postiers ont voté

Ont-ils bien voté ?

Toutes les fédérations, tous les groupements se réjouissent publiquement des résultats et se trouvent des raisons de satisfaction. Partout ce ne sont que des chants de victoire. Nous ne participerons pas, et pour cause, à l'euphorie générale si nous examinons avec objectivité la situation de chacun.

Il est aisé de faire mentir les chiffres que l'on cite par ceux que l'on tait. La chose est plus particulièrement facile quand il s'agit d'élections corporatives. Nous remarquons, en effet, qu'il est rarement question de suffrages acquis mais de sièges, de voix... Or un siège peut être obtenu dans telle commission avec une dizaine de suffrages tandis qu'il en faut des centaines dans telle autre ; de même un bulletin apportera 16 voix pour telle catégorie et 4 seulement ailleurs.

Voyez la belle gymnastique qu'ainsi on peut accomplir, avec des chiffres qui, donnés brutalement, ne disent rien d'exact. Nous ne parlerons ici que suffrages mais, avant de citer chiffres et pourcentages, il convient de faire quelques remarques.

***

Les comparaisons sont établies, par tous, par rapport aux résultats de 1950, année de la précédente consultation. Nous nous y tiendrons également en précisant cependant ce que furent, à cette date, les élections.

La Fédération F.O. marque en 1950 un important recul par rapport à 1948, date pour elle de la première consultation. Elle abordait en 1948 le combat avec des moyens de fortune mais aussi avec toute la foi ardente, tout l'enthousiasme, toute la combativité virile de ses militants qui pensaient enfin venu le temps de la renaissance et de la libération du syndicalisme. Ce fut un triomphe. La Fédération F.O. obtenait le plus grand nombre de suffrages et le titre d'organisation la plus représentative. 1950 ? c'est l'effondrement et, loin derrière la C.G.T., les vainqueurs de 1948 n'occupent plus que la deuxième place avec 28 % des suffrages contre 40 % aux premiers.

Il convient de noter qu'en 1950 le Comité de défense des Inspecteurs, nouveau venu dans la bataille électorale, recueillait, principalement au détriment de F.O., un nombre appréciable de voix. Lors de cette même consultation le groupe minoritaire de « Combat syndical » faisait campagne contre F.O., sa propre organisation, et n'hésitait pas, dans sa presse, à dire ouvertement : « Votez librement pour le groupement de votre choix ».

Terminons ces commentaires préliminaires en indiquant qu'à l'occasion des élections de 1952 F.O. a tout mis en œuvre pour une campagne de propagande qui n'a rien à envier aux communistes (1). Elle a obtenu par ailleurs un appui à peine discret de l'Administration qui a accepté d'inverser l'ordre des consultations. Procéder d'abord aux élections départementales et régionales — où F.O. brille par le nombre de ses candidats et la valeur de ses sections départementales — permet une belle orchestration pour la compétition nationale.

Tous ces faits, ajoutés à la décadence du Comité de Défense, et au mariage d'affaires réalisé avec « Combat Syndical », auraient dû logiquement conduire F.O. à un succès retentissant.

Voyons ce que disent les chiffres.

---

(1) Ces dépenses ont été faites avec d'autant plus de facilité, d'enthousiasme que même si elles n'ont pas été productives pour les élections elles permettront — quelle aubaine — le recul du congrès (fixé primitivement au mois de mai) à la fin de l'année. Ainsi des militants qui se sont imposés en violation absolue des règles statutaires qu'ils ont eux-mêmes préparées, pourront, illégalement encore, prolonger leur mandat de plus d'une année.

— Les divers syndicats et... autres autonomes n'appartenant pas aux trois centrales marquent un progrès de l'ordre de 2 %. Ils avaient obtenu, en 1950, 10,6 % des suffrages exprimés.

— Le Comité de défense des inspecteurs essuie un recul d'environ 50 %.

— Le syndicat féminin (contrôleurs A.F., surveillantes) qui se manifeste pour la première fois recueille un peu plus des 15 % des suffrages de sa catégorie.

Le syndicat des cadres, rattaché à la C.G.C., améliore ses positions, excellentes déjà chez les cadres administratifs. S'attaquant à d'autres catégories, il étend son influence en glanant environ 1500 voix chez les receveurs et les inspecteurs des services d'exécution. Cela ne représente, au demeurant, qu'un faible pourcentage et nous nous demandons si ces modestes progrès conduiront, afin de diminuer la représentation de la C.G.T., à l'octroi d'une représentation qu'ils faillirent obtenir en 1950, dans les comités techniques. D'autres alors pourraient revendiquer la même faveur, car 2.800 voix c'est peu par rapport à l'ensemble des postiers.

∴

Le syndicat chrétien qui obtenait, en 1950, 20,8 % des suffrages perd environ 1 % dont bénéficie le syndicat féminin déjà mentionné. Partout ailleurs cette organisation maintient ses positions qui semblent bien refléter son influence chez les postiers. Sa clientèle, surtout féminine, est attachée davantage par des liens confessionnels que par une doctrine syndicale qui, d'ailleurs, se cherche au travers d'alliances allant tour à tour d'une organisation rivale à l'autre.

∴

La fédération postale C.G.T. reste, dans une Administration où elle n'avait que peu d'influence avant 1940, l'organisation la plus représentative malgré une perte de 2 % par rapport aux 40,4 % obtenus en 1950. L'inefficacité incontestable de son action corporative ne l'empêche pas d'exercer un attrait certain sur les postiers, plus particulièrement, il faut l'avouer, sur les petites catégories. Cet attachement, à n'en pas douter, résulte du fait que c'est la seule organisation qui dénonce sans hésiter les erreurs et injustices de l'Administration. Il y a aussi probablement la sympathie qui va à ceux qui seuls fustigent des ministres, des gouvernements hésitants qui n'arrivent pas à guider convenablement le char de l'Etat et qui, d'échecs en échecs, participent au maintien de la classe ouvrière dans sa condition difficile.

∴

La fédération syndicaliste F.O. dont nous avons dit les espoirs qu'elle fit naître parmi les syndicalistes et au sujet de laquelle nous avons déjà fait quelques remarques — est loin de se montrer le digne successeur du syndicalisme d'avant guerre. Elle reste sur son échec de 1950 ne réussissant qu'à améliorer de 1 % les 28,2 % acquis à cette date. Elle est battue largement par la C.G.T. *pour toutes les commissions* concernant les petites catégories (facteurs, agents d'exploitation, ouvriers des lignes). Elle doit essentiellement son léger progrès au recul du Comité de défense chez les inspecteurs et à une amélioration sensible chez les agents d'exploitation où en 1950 elle s'inscrivait en troisième position.

Ces deux progressions tiennent à une action menée *sans le concours* et souvent même *en opposition avec les dirigeants fédéraux.*

En résumé, les pourcentages obtenus par chaque fédération ou groupement se présentent ainsi (chiffres de 1950 suivis des gains ou pertes de 1952) :

C.G.T. : 40,4 % moins 2 % ; F.O. 28,2 % plus 1 % ; Chrétiens : 20,8 % moins 1 % ; divers 10,6 % plus 2 %.

Notre étude ne serait pas complète s'il n'était fait mention des résultats de la région parisienne, point névralgique des combats fratricides qui se livrent au sein de la classe ouvrière.

Les résultats sont là, d'une brutalité frappante, dont le tableau ci-dessous permet l'enregistrement :

	C.G.T.	*F.O.*	*Chrétiens*
Cadres et agents du Service général	7.168	6.180	5.854
Facteurs	6.753	1.898	1.146
Ouvriers des lignes	1.363	221	156
Totaux	15.290	8.299	7.156

On enregistre dans cette région les résultats les plus invraisemblables tel celui qui place pour le service des télécommunications la C.G.T. en tête chez les inspecteurs, catégorie qui pourtant s'est montrée particulièrement hostile aux communistes. Quelle belle dose de cynisme — ou d'inconscience — doit posséder le secrétaire régional F.O. pour chanter victoire après un tel résultat ! Il se contente, il est vrai, dans son journal à la sauce B.E.D.E.S. (2) d'affirmer. Il se garde bien de citer le chiffre des suffrages obtenus. Les quelques voix gagnées correspondent à peine à l'augmentation du nombre de suffrages exprimés. C'est là le résultat de la gestion la plus médiocre qui puisse être imaginée. Après six ans de vie, la région parisienne F.O. *ne possède aucun organisme statutaire* (notons en passant que sur le projet initial des statuts de F.O., travail de notre camarade Centène, l'organisation de la région parisienne avait été envisagée. La commission des Statuts du congrès de 1948 avait demandé que cette question soit revue et présentée lors d'un prochain Conseil national... mais notre camarade quittait le bureau fédéral avec la fin du Comité d'action syndicaliste, et les statuts, il faut l'avouer, pour les courageux, c'est une lourde tâche,.. !). Les sections, les syndiqués, n'ont aucune possibilité de faire entendre leur voix. Il y a un clan, un comité qui règne. Il est composé d'individus qui, sans section dans leur bureau, prennent leur carte au siège quand ils « la prennent » et dont la tâche essentielle est de faire des démarches auprès de l'Administration pour obtenir des avantages, pas toujours réglementaires, pour eux et leurs amis. Mis en place à la naissance de l'organisation, ils règnent dans un vrai bourdonnement de « mouches du coche » s'accrochent ferme à leur place de permanents.

Cette situation que nous ne noircissons pas, bien au contraire, car elle suffoque tous ceux qui se trouvent un jour mis en sa présence, est connue des dirigeants fédéraux. Ceux-ci préfèrent la supporter que de risquer de provoquer par une modification la venue de militants droits et courageux qui pourraient ouvrir une brèche dans la forteresse où s'épanouissent les compromissions dénoncées avec à-propos et courage par notre camarade et ami Roger Lapeyre (2).

∴

Les conclusions à tirer d'une telle situation sont nettes. La C.G.T. garde dans les P.T.T. une influence incontestable due à l'absence d'un syndicalisme combatif, indépendant et libre. La Fédération F.O. qui a porté à son départ tant d'espoirs a sombré dans la médiocrité et la compromission. Il reste heureusement dans cette organisation gangrenée à la tête et dans la région parisienne des sections de province actives et efficaces. Souhaitons, pour terminer, qu'elles sachent provoquer, sans tarder, les redressements salutaires. Il faut que demain nous puissions nous défendre, parce que ce sera faux, contre des accusations telles que celle que la passive C.F.T.C. affichait dans un tract : « Voter pour F.O., c'est voter pour l'Administration. »

René MOLINIER.

---

(2) Voir dans la « R.P. » de février et mars les articles de Roger Lapeyre sur la collusion Patronat-F.O. La Fédération Syndicaliste est, hélas ! jusqu'au cou dans cette sombre affaire.

NOTA. — Le groupe des militants parisiens qui n'admet pas les abandons syndicaux et moraux des dirigeants actuels de la Fédération Syndicaliste des P.T.T. va continuer la lutte par une action d'une plus large envergure. Le combat sera difficile mais il doit être gagné. A tous ceux qui veulent apporter leur concours à l'œuvre de redressement nous demandons d'entrer en liaison avec notre camarade Molinier qui recevra son courrier au siège de la Révolution prolétarienne.

Une défaite stalinienne aux élections du S.N.I.

L'élection des membres du bureau du S. N. des Instituteurs a été un échec cruel pour les staliniens. Dans onze départements seulement leur liste, celle de Clauzet, le héros de la dérobade de la Loire, a obtenu la majorité.

Trois listes étaient en présence : celle d'Aigueperse pour le bureau sortant, celle de Clauzet pour les staliniens, celle d'Issartel pour l'Ecole Emancipée. Voici les résultats de ces onze départements :

Les Hautes-Alpes, 57 voix à Clauzet, contre 54 à Aigueperse et 9 à Issartel ;

Les Bouches-du-Rhône, 448 voix à Clauzet, contre 28 à Aigueperse et 84 à Issartel ;

La Corse, 160 voix à Clauzet, 0 à Aigueperse et à Issartel ;

Les Côtes-du-Nord, 191 voix à Clauzet, contre 135 à Aigueperse et 14 à Issartel ;

La Haute-Garonne, 156 voix à Clauzet, contre 52 à Aigueperse et 52 à Issartel ;

Le Loir-et-Cher, 140 voix à Clauzet, contre 60 à Aigueperse, 0 à Issartel ;

La Haute-Loire, 100 à Clauzet, contre 80 à Aigueperse et 40 à Issartel ;

La Marne, 255 à Clauzet, contre 45 à Aigueperse, 0 à Issartel ;

La Haute-Savoie, 169 à Clauzet, contre 54 à Aigueperse et 17 à Issartel ;

La Vienne, 100 voix à Clauzet, contre 20 à Aigueperse et 20 à Issartel ;

Enfin le Maroc, 160 à Clauzet, contre 144 à Aigueperse et 16 à Issartel.

Sur ces onze départements combien devraient se ressaisir d'ici l'an prochain si nos camarades voulaient s'en donner la peine ? Plus de la moitié certainement.

Clauzet le sent tellement qu'il est à la recherche du moyen de retourner la situation. Il croit l'avoir trouvé. Au lieu de listes de tendance, une liste unique.

C'est par la liste unique que des résultats merveilleux ont été obtenus, sur le terrain parlementaire d'abord, dans les pays satellites de la Russie au lendemain de la dernière guerre mondiale. Clauzet oublie que le terrain est différent et que, même aux yeux des moins avertis, le loup affublé d'une peau d'agneau a montré trop de fois ses crocs.

Les incidents de Melun

Le 17 mars dernier, étaient en grève depuis 5 ou 7 semaines la majeure partie des ouvriers de l'usine Delattre et Frouard, grosse métallurgie, à Dammarie-lès-Lys, commune attenante à Melun. Effectif de l'usine : 850 ouvriers. Effectif C.G.T. : une cinquantaine de syndiqués. Effectif C.F.T.C. : inconnu, mais il y a des C.F.T.C., alors qu'il n'y a ni F.O., ni Autonomes. Il a toujours été impossible de trouver l'*homme*. Mauvaise boite du reste : on demande beaucoup aux travailleurs pour un salaire fort maigre. Ces travailleurs, cependant, sont, dans leur énorme majorité, inorganisés : des centaines d'inorganisés. Et la grève en question était parfaitement légitime.

Le 17 mars, le patronat accepte une augmentation de 4 ou 5 %, mais non incorporée au salaire. Les ouvriers demandent 5 % et l'incorporation. Refus. Patrons bouclés dans l'usine par les ouvriers le 17 au soir.

Un premier point acquis : l'intransigeance patronale devant des revendications très modérées. Intransigeance qui prend toute sa portée quand on sait que, le même 17 mars, une commission paritaire de la métallurgie s'était terminée pour le département tout entier par une fin de non-recevoir aux revendications syndicales. Quinze jours auparavant, les mêmes patrons, devant les mêmes délégués ouvriers (Cartel F.O., Autonomes, C.F.T.C. et C.G.T.) avaient promis une augmentation de 5 % au moins, que les syndicats n'avaient pas acceptée. Le 17 mars, siégeait en plus, du côté patronal, un envoyé du C.N.P.F., général de son état (dans le civil) qui mit sans façons tout le monde à l'alignement. Bref, ce ne fut ni 5 %, ni 4, ni 2. Rien : les syndicats n'obtinrent rien. C'est ici qu'il nous faut bien marquer que si un patronat de combat (c'est bien le mot !) voulait faire, avec une dextérité toute militaire, le jeu des staliniens, il ne s'y prendrait pas autrement.

∴

Après la grève, l'échauffourée.

Les directeurs, bouclés pour la nuit dans leur usine, alertent les autorités. Le préfet vient, en vain, parlementer avec les ouvriers qui chambrent les patrons. Après le préfet, les C.R.S. : bagarres, bombes lacrymogènes. Résultat : 6 grévistes et 10 C.R.S. sont écharpés. Les grévistes saccagent le bureau du directeur.

Le matin, puis l'après-midi, grandes manifestations en ville, conduites par le député stalinien Gautier. A noter que l'état-major stalinien ou crypto-stalinien local fait tout ce qu'il peut pour gonfler l'affaire.

∴

Et après l'échauffourée, l'accident.

L'accident à propos duquel les journaux moscovites de langue française ont conduit une des plus incroyables (pour qui ne connait pas les oiseaux) campagnes de mensonge qui se puisse rêver.

L'Humanité parle de « camions américains venus soutenir les vagues de C.R.S. », et les murs de Melun sont encore couverts d'affiches (P.C. et C.G.T.) clamant qu'un ouvrier français a été « délibérément assassiné par les Américains ». On invite, naturellement, les « patriotes » à chasser les soudards et les politiciens étrangers de l'occupation. C'est bouffon. Et tragique. L'humble vérité, que nous empruntons à un journal local fort modéré, est la suivante :

Deux camions américains qui viennent du centre de la ville et se dirigent vers Fontainebleau tentent de se frayer un passage dans la manifestation à coups de klaxon. Leur allure est extrêmement réduite. Le premier parvient à se dégager. Le second est moins heureux, car la foule est devenue plus dense.

Soudain, on entend des cris : U.S., go home ! *Des manifestants brandissent des pancartes, les vitres du camion volent en éclats. Le chauffeur qui a été blessé au visage prend peur. Il embraye, appuie sur l'accélérateur. Le camion monte sur le trottoir de gauche, après avoir accroché deux voitures en stationnement. Un manifestant a bondi en avant. Il veut sauter sur le marchepied, mais le chauffeur le repousse. Il tombe, et l'arrière du camion l'écrase contre le mur.*

Le lendemain, on identifiait le chauffeur américain, qui ne s'était pas rendu compte de l'accident, et qui avait été blessé par les manifestants ainsi que le soldat qui l'accompagnait.

Et pendant deux ou trois jours, toute la presse stalinienne hurla à « l'assassinat délibéré » ! Le pauvre type est mort, mais il n'a pas fini d'alimenter la calomnie la plus bête.

∴

Epilogue. Du côté du gouvernement, on a bien joué. Le corps du tué a été transporté et enterré dans la Sarthe dont il était originaire. Ainsi, pas d'enterrement à Melun, ce qui, avec quelques camions de police, coupa court à tout. Un grand tapage avait été prévu pour le 23 mars. Les deux députés cocos du cru, Gautier et Casanova, étaient là, ainsi que le vénéré Cachin tout frais sorti de sa naphtaline. Mais il ne se produisit rien.

Du côté patronal, le 22 mars, on accorda aux ouvriers en grève une augmentation de 5,70 % sous forme de prime de vie chère, plus une prime de reprise de 500 francs. A remarquer encore que le patronat a omis de convoquer le syndicat C.F.T.C. qui existe dans l'entreprise, mais a traité avec les seuls staliniens qui, dans ces conditions, auraient tort de se gêner.

En bref, le bilan de cette affaire de Melun est clair : d'une part, une tornade de mensonges staliniens destinés à soutenir la politique anti-américaine du Kremlin ; d'autre part, un patronat borné qui refuse de faire droit à de justes revendications, puis qui, après mort d'homme, avalise l'autorité des staliniens dont il se fait le plus précieux auxiliaire.

DUBOIS.

PETITES NOTES

La prime du « bon soldat »

Il est de règle maintenant pour le patronat qu'une fiche de salaire doit être incompréhensible. Primes de ceci, prime de cela, viennent s'ajouter au salaire brut. Histoire d'embrouiller et surtout de diviser les ouvriers.

Le Cartel des syndicats libres de la Métallurgie parisienne procède en ce moment à une enquête sur les conditions de travail et de salaire dans les usines d'automobiles.

Il a trouvé que dans deux usines d'automobiles il existe une prime du « bon soldat ».

Quel rapport peut-il bien y avoir avec le travail fourni et qu'il faut rémunérer ?

Vous croyez, Clauzet, que ça peut prendre ?

Franc a sagement fait, dans la **R.P.** de février, de publier la lettre de Clauzet, par laquelle le chef stalinien des instituteurs se défilait lamentablement.

Après avoir proposé le débat sur les manuels russes, les staliniens de la Loire prenaient la poudre d'escampette en compagnie de leur chef national.

Pas sans faire un tonnerre du diable.

Clauzet invoque une soi-disant impossibilité de discuter des textes en un temps aussi court. Bizarre ! Il s'agissait uniquement de savoir si les textes signalés étaient vrais ou faux.

Il n'accepte pas cette réunion, mais il en propose une autre sur « quelques aspects essentiels de l'Union Soviétique liés à la vie de son école ».

Une dérobade, c'est dur à avouer. Clauzet n'avoue pas. Les faits, eux, avouent pour lui.

Les lunettes de Bevan

Bevan, le chef de la gauche travailliste, a déclaré, le dimanche 16 mars, à Jarrow (Durham) que « l'Union soviétique n'a pas l'intention d'engager une guerre mondiale, et les Etats-Unis manquant des qualités nécessaires pour diriger le monde sont en train de causer au monde occidental plus de mal que Staline ne saurait le faire ».

Où Bevan a-t-il vu que Staline — sans parler de l'Union soviétique qui n'existe pas, les soviets étant morts depuis belle lurette — n'avait pas l'intention d'engager une guerre mondiale ?

Avec quelles lunettes a-t-il regardé les événements internationaux de 1945 à ce jour ?

Haro sur le traducteur !

Les textes militaristes des manuels russes dénoncés par les instituteurs de la Loire leur avaient été traduits par plusieurs personnes, dont le camarade Lazarevitch.

Ah ! oui, ont dit les staliniens de la Loire, ce Lazarevitch qui fut expulsé de Russie pour sabotage !

Rien de moins.

Le cas de Lazarevitch donna lieu avant 1926 à de multiples démarches à l'ambassade russe de Paris et de protestations de syndicats.

Jamais alors il ne fut question de sabotage.

Lazarevitch était un oppositionnel simplement. A un moment où un oppositionnel avait encore la chance d'être expulsé du pays du socialisme. Quelques années après il n'y aurait pas coupé de l'épuration par le revolver dans la nuque.

Un nouveau Comité des 22 ?

L'autre dimanche, à la conférence de la **R.P.** sur les perspectives de l'unité syndicale en 52, Froideval émettait la proposition d'un nouveau Comité des 22.

La proposition venait-elle à son heure ? On pouvait en discuter. Existait-il à la C.G.T. des militants représentant autre chose qu'eux-mêmes pour former une aile d'un tel comité ? De même à F.O. De même à la C.F.T.C. De même dans les diverses organisations autonomes. De même à la C.G.T.I., l'organisation à laquelle appartient Froideval.

L'idée lancée par Froideval — et plus anciennement par Lefranc — est proprement douchée dans **Travail et Liberté**, l'organe de la C.G.T.I., du 15 mars.

Un grand article « Les mouches du coche » de Coucou-Belin-Labaguète règle son compte au Comité des 22 d'il y a vingt ans. Et par là sans doute au nouveau préconisé par son ami Froideval.

Encore quelque chose qui n'est pas mûr.

Il est vrai que, mûr ou pas mûr, on verrait mal un ex-secrétaire de la C.G.T. qui signa comme ministre la dissolution de la C.G.T., faire partie d'un nouveau Comité des 22.

La « R.P. » altère la vérité

« L'exemple d'un travail d'équipe nous est fourni par la **Révolution prolétarienne**, Revue proprement syndicaliste, « syndicaliste révolutionnaire » précise-t-elle, elle fut longtemps l'expression d'une sorte d'école. On disait alors de tel militant : il est révolution prolétarienne. Une telle épithète n'aurait guère de sens aujourd'hui. D'autres classifications que celle-là existent dans le monde syndical marqué par les scissions. Ce qui était naguère très caractéristique s'estompe en devenant subdivision que ne comprend plus et que ne s'explique plus le syndiqué moyen.

» Alors des créations comme la **R.P.** frôlent un danger, celui de vouloir se singulariser à tout prix, fût-ce au détriment de la valeur des idées ou par l'altération de la vérité.

» Situation critique où tout dépend en définitive de la conscience et de la grandeur des hommes... ».

Qui, demanderez-vous, s'exprime avec cette sereine sévérité ? Quel juge intègre ? Quel remueur d'idées ?

L'auteur est anonyme mais l'extrait que nous publions est tiré d'une présentation de la presse syndicale destinée aux secrétaires des syndicats F.O. dans le numéro de février de « Force Ouvrière Informations ».

Passons sur « la valeur des idées », sur « la conscience et la grandeur des hommes », mots qui ne pourront étonner. On sait à quelle rude école, intellectuelle et morale, les grands responsables de F.C mettent le syndicalisme.

Mais ce qu'on voudrait bien savoir tout de même, aussi indignes qu'on soit de questionner des juges aussi éminents, c'est à quelle occasion ils ont pris la **R.P.** en flagrant délit d'altération de la vérité. On ne lance pas, même anonymement, une telle accusation, sans avoir des motifs qui la fondent. Et, faute de précision, nos lecteurs pourraient penser que la **R.P.** a seulement dit quelques vérités déplaisantes !

Presse para-syndicale

Cette présentation de la presse syndicale range d'ailleurs la **R.P.** dans la catégorie « presse para-syndicale », parmi une compagnie... mêlée. Nous ne voulons pas parler ici de **l'U.C.E.S.**, de la **Revue Syndicaliste** ou de **l'Unité** mais du bulletin de **B.E.D.E.S.** Nos lecteurs sont renseignés sur ce bulletin, sur l'origine patronale de ses fonds et sur la personnalité du grand manitou. Ils ne sont pourtant pas mieux renseignés que les responsables de **Force Ouvrière**, bien placés pour l'être.

Aussi pouvait-on penser qu'ils profiteraient de l'occasion pour détromper les militants à qui la prose des employés de M. Villiers ferait encore illusion. On imaginait quelque chose comme : « Attention : presse d'origine patronale ! Tenir toutes ses déclarations fussent-elles favorables à F.O. pour nulles et non avenues ! »

Avoir pensé ainsi prouve bien que nous ne comprenons rien aux affaires, aux nécessités de l'action, ou à celles de « repenser le syndicalisme » !

B.E.D.E.S. est bien dit sans support syndical, « fût-il de lointaine origine militante ». Mais le rigoureux incognito qui donne à l'organe de M. Villiers toute sa personnalité est respecté. Entre gens du monde on sait se conduire. Du monde ? Est-ce du même monde ? C'est en somme la question qui se pose, et qui ne devrait pas se poser puisque M. Villiers est un patron et rien que cela.

Une « R.P. » avertie en vaut deux

Les Liaisons de France et d'outre-mer, organe de « l'association France-Afrique », ont été signalées par Lapeyre comme une publication Villiers. C'est dire que tous ses articles sont anonymes. Nous nous permettons d'en reproduire ci-dessous un extrait.

Mais, s'il n'est pas signé, nous pensons qu'il n'a pu être rédigé que par Roger Bodeau (1) « ce délégué non annoncé officiellement » — dont parlait Lapeyre (**R.P.** de février) — gardé pour la bonne bouche et à qui on ne néglige pas de faire jouer le rôle de Madrat pour le S.E.D.E.S.

Ce délégué-écrivain, pour le compte de B.E.D.E.S., S.E.D.E.S. ou France-Afrique, participe au « resserrement des liens qui unissent la France et les pays d'outre-mer », avec une discrétion bien en rapport avec la marque de la voiture qu'il utilise pour ses déplacements « professionnels » (2). Jugez plutôt :

> **AVERTISSEMENT**
>
> **L'Association France-Afrique remercie le courageux anonyme qui a bien voulu lui adresser une revue très confidentielle qui fait profession de syndicalisme.**
>
> **Elle tient à faire savoir qu'en aucun cas elle ne répondra à cette revue, n'ayant point l'intention de lui faire « une publicité gratuite », pas plus qu'elle n'a l'intention de répondre au signataire — un certain Lapeyre — d'un papier où elle se trouve mise en cause.**
>
> **Renseignements pris, en effet, le Monsieur en question serait un personnage fort discutable du mouvement syndical, qui recherche par l'intrigue et des procédés voisins du chantage à se faire une place que sa seule valeur n'a pu lui acquérir. Il est possible, par ailleurs, que l'approche de quelques congrès syndicaux incite des minorités turbulentes mais instables, ainsi que des ambitions inassouvies, à se coaliser pour des révolutions de palais.**
>
> **Quoi qu'il en soit, l'Association France-Afrique entend ne pas se prêter à ce jeu qui se situe très en dehors de ses préoccupations.**
>
> **Nous prions donc la revue en question et le personnage précité à s'adresser à de plus naïfs.**

Lapeyre intrigant ? M. Villiers et ses employés de France-Afrique ne connaissent que cette espèce d'hommes ; ils en font leurs obligés. Ils n'imaginent pas qu'on puisse agir pour d'autres mobiles qui sont, comme ils l'admettent eux-mêmes, trop « en dehors de leurs préoccupations » pour qu'ils puissent même les imaginer. Ils voient un jeu, auquel ils refusent de se prêter, là où nous voyons une affaire sérieuse requérant l'attention de tous les militants ouvriers vraiment libres.

Quant à ceux qui ont le fil B.E.D.E.S. à la patte, leurs réactions ont été de la même « veine » que celles de France-Afrique. « Lapeyre nous gêne ; c'est un intrigant ! » Drôle d'intrigant qui a ligué contre lui les obligés de tout poil de M. Villiers auxquels paraissent vouloir se joindre, en cette occasion, les tenants du Comité méditerranéen des transports. Les amis de Ferri-Pisani ne sont pas les amis de Mathot. Lapeyre est un gêneur ! On gêne beaucoup de monde, aujourd'hui, quand on fait vivre son syndicat sans aide extérieure !

Et il faut être un attardé, « faisant profession de syndicalisme », comme Lapeyre et les copains de la **R.P.**, pour demander aux organisations syndicales de vivre par elles-mêmes et de garder jalousement leur indépendance. L'avoir dit nous vaut un avertissement de l'agence de corruption du patronat. L'avoir dit vaut à Lapeyre des avertissements dénués d'aménité de la part des plus corrompus.

Des avertissements ? Des preuves, plutôt, que nous avons touché le point sensible !

(1) En effet la présidence de France-Afrique est vacante ; le conseiller municipal hors circuit ; le secrétaire-ex-président du B.E.D.E.S. malade et le trésorier-chauffeur R. Perrin, gérant de sociétés... gère.

(2) C'est une Plymouth.

LIVRES — REVUES

Je signalais dans la « R.P. » de décembre dernier qu'un livre de V. Serge paru aux « Iles d'Or » sous le titre *Le Tournant obscur*, n'était qu'un démarquage de deux chapitres des *Mémoires d'un Révolutionnaire*, publiées aux éditions du Seuil.

A la suite de mon article les éditeurs ont procédé à une enquête dont ils ont bien voulu me communiquer le résultat. Le voici :

Paris, le 20 février 1952.

Monsieur,

De concert avec M. Wittmann, éditeur du petit livre de Victor Serge : **Le Tournant obscur**, nous avons mené une enquête pour savoir comment avait pu se produire le « doublet » que dénonçait votre article de décembre 1951 de « La Révolution prolétarienne » et je vous livre ici les conclusions de l'enquête ainsi que je vous l'avais promis.

Avant la chute de Paris, Victor Serge avait remis à un de ses amis, M. Georges Verbruge, un manuscrit intitulé : **Le Tournant obscur**. Ce manuscrit fut récupéré par Vlady Kibaltchiche (fils de Victor Serge) à son passage à Paris en 1950 et remis par lui à M. Wittmann.

Cependant, Victor Serge avait dû garder une copie de ce petit manuscrit qu'il avait inséré sans crier gare dans les **Mémoires** dont l'exemplaire me parvint trois ans après sa mort.

Ainsi donc, entre les deux textes, aucune collation ne pouvait être faite, ni par les héritiers, ni par les éditeurs étant donné que les uns et les autres ignoraient le démarquage fait par l'auteur lui-même.

Je crois que nous ne pouvions rien contre ce démarquage que seule l'édition simultanée des ouvrages a fait découvrir.

Croyez, je vous prie, Monsieur, à l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Paul FLAMAND.

Je suis heureux de reconnaître la parfaite bonne foi des éditeurs et je les remercie de leur mise au point.

J. MAITRON.

Faits et Documents

Le 12 février au Gaz et à l'Electricité

Au lendemain du 12 février, les staliniens avaient déclaré : Possible que la grève n'ait pas réussi dans les transports, mais regardez au Gaz et à l'Electricité. Un article de Léon Mauvais dans l'*Humanité* du 14 février portait le titre : « Les faits plus forts que le mensonge ». En effet, les faits sont plus forts que le mensonge. Tout naturellement le mensonge est stalinien. *Electricité et Force* de février, l'organe de la Fédération F.O. de l'Eclairage, sous la signature de R. Anotaux, l'établit par les renseignements suivants :

— **Rue de Vienne,** siège du centre Paris-Electricité (effectif 1.300 agents) : La grève a passé inaperçue. Au service de la comptabilité, 7 grévistes sur 300 agents. Les délégués à la Commission secondaire du Personnel (toutes organisations) ont assisté à la séance de ce 12 février.

— **Services centraux** (3.900 agents) ; 300 grévistes.

— **Centrale thermique d'Ivry** (effectif 238 agents) : 15 grévistes à partir de 15 heures (il y en aurait eu 7 le matin).

— **Centrale thermique de Gennevilliers** (effectif 750 agents) : 80 grévistes, et pas toute la journée.

— **Centrale thermique de Saint-Ouen** (effectif 716 agents) : 550 grévistes.

— **Centrale thermique de Saint-Denis** (effectif 800 agents) : 50 grévistes pendant 2 heures ; 110 ouvriers ont assisté à une réunion qui dura 1 heure, après laquelle ils reprirent le travail.

— **Centrale thermique Arrighi** (effectif 560 agents) : 80 grévistes.
— **Centrale thermique d'Issy-les-Moulineaux** (effectif 620 agents) : 75 grévistes.
— **Usine à Gaz de la Villette** (effectif 1.063 agents) : 483 grévistes.
— **Usine à Gaz du Cornillon** (effectif 600 agents) : 200 grévistes.
— **Usine à Gaz de Gennevilliers** (effectif 1.500 agents) : 250 grévistes, et pas toute la journée.
— **Usine à Gaz de Clichy** (effectif 960 agents) : 116 grévistes.

Je rappelle que le personnel gazier et électricien de la région parisienne forme un total de 29.000 agents. Le personnel E.D.E.-G.D.F., pour l'ensemble du pays, avoisine le chiffre de 110.000.

Les faits parlent.

Bulletin de Zimmerwald

Notre réunion de mars fut copieuse. Après la conclusion de Ho sur le Viet-Nam, nous eûmes la surprise d'entendre Benno Sarel sur l'Allemagne de l'Est. Lucienne Rey parla ensuite de la Pologne. Puis Ruff résuma ses impressions d'un voyage rapide en Tunisie.

La veille, un exposé sur le Cercle avait été fait devant nos camarades espagnols du P.O.U.M.

Ainsi se précise la tâche première du Cercle Zimmerwald.

Avec le moins possible de phrases, mais le maximum de faits, nous voulons étudier les questions essentielles. Les étudier en commun.

Un seul homme ne peut tout savoir.

La lecture ne suffit pas. Plus directe, la parole apprend mieux. Surtout celle d'un témoin. D'une discussion à plusieurs voix, les grandes lignes se dégagent avec plus de netteté.

Mais aucun problème ne peut pourtant s'isoler. Chaque question d'ordre international est complexe. Ainsi, notre ami indochinois ne put donner de conclusion précise à son exposé. La fin de la guerre d'Indochine ne dépend pas seulement des Indochinois et des Français. Elle dépend surtout de l'évolution de la lutte entre les deux « Grands ».

Un espoir cependant. La formation, autour de l'Inde, d'une Fédération asiatique indépendante pourrait constituer un très important élément nouveau. Ce troisième « grand » serait-il capable de préparer la paix dans le monde ?

Si cette « troisième force » mondiale est du domaine des choses possibles, alors, on pourra cesser d'être pessimiste.

L'exposé sur l'Allemagne de l'Est surprit. Il provoqua même quelque passion. D'après Benno Sarel, la jeunesse serait favorable au régime. Elle aurait foi en la construction « socialiste ». Cela fut contesté par d'autres camarades allemands présents. L'exposé de Lucienne Rey sur la Pologne s'inscrivit aussi en sens contraire.

De tels avis opposés soulignent l'importance du problème allemand, mise, quelques jours plus tard, en pleine lumière par l'initiative diplomatique de l'U.R.S.S. Le « tournant » des staliniens français est un épisode peut-être comique, mais très secondaire. Seule compte la conquête de l'Allemagne unifiée. L'U.R.S.S. désire s'en faire un satellite. Y parviendra-t-elle ?

Ici, la question sarroise prend quelque gravité. L'attitude française sur ce point précis n'a-t-elle pas pour conséquence d'avantager la propagande de l'U.R.S.S. ? D'éloigner la solution du problème allemand ? N'est-elle pas une négation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ?

Les Français ont sans aucun doute, sur la question sarroise comme sur la tunisienne et la marocaine, du travail à faire : de quoi balayer devant leur porte.

∴

La prochaine réunion du Cercle Zimmerwald aura lieu le *dimanche* 6 *avril*, à 15 heures, 78, rue de l'Université, salle des Nymphes. Elle sera consacrée à la question espagnole. Tous les membres du Cercle y sont invités. Comme il a déjà été dit il leur sera loisible d'amener avec eux tel ou tel camarade de leur connaissance, non membre du Cercle, mais désireux de s'informer.

Souscrivez [*]

pour les victimes de la "Légion" !

Des maisons ont été dynamitées, des demeures ont été saccagées et pillées, des femmes ont été violées, des hommes assassinés !

Cela s'est produit non pas en guerre et n'est point le fait de « barbares » nazis ou staliniens ; cela s'est passé en pleine paix, en Tunisie, et les auteurs en sont des Français, ou étaient commandés par des Français.

Sous la haute direction de Robert Schuman, l'homme du Vatican, trop heureux d'assouvir la haine séculaire de l'Eglise romaine contre l'Islam, parachutistes et légionnaires ont accompli en paix, contre des Arabes, leurs « crimes de guerre ».

De ces crimes, nous qui sommes citoyens français et qui, de ce simple fait, avons notre part de responsabilité dans toute atrocité commise par notre Etat, nous ne devons point seulement nous désolidariser verbalement, mais aussi par des actes.

C'est pourquoi la « Révolution prolétarienne » ouvre une souscription en faveur des victimes du cap Bon.

Le produit en sera versé intégralement à l'Union Générale Tunisienne du Travail (U.G.T.T.), la plus importante organisation syndicale de Tunisie, adhérente à la Confédération Internationale des Syndicats Libres (C.I.S.L.), qui en assurera la répartition.

Pour affirmer votre internationalisme, votre solidarité avec tous les opprimés, quelles que soient leur langue, leur couleur ou leur religion !

Pour exercer votre droit de vous refuser à toute solidarité « nationale » avec des oppresseurs et des assassins !

Contre le colonialisme et pour la liberté des peuples !

SOUSCRIVEZ !

(*) Envoyez les fonds au C.P. de la R.P. 734-99 Paris, en spécifiant : Souscription pour les Tunisiens.

ENTRE NOUS

Les cuisiniers ont eu beaucoup de mal pour faire ce numéro, tellement ils ont été embarrassés par le choix de la copie. L'actualité nous a obligés à remettre d'un numéro à l'autre des articles depuis longtemps au marbre, comme l'étude sur la productivité de notre ami Fontaine. Au marbre également les réflexions sur Lénine — qu'elle a bien connu — de la camarade Angelica Balabanoff, les articles sur la défense des Noirs aux U.S.A., les comptes rendus des livres, les documents...

De grâce ne tirez pas sur... les cuisiniers. Ils étouffent dans 32 pages. A quand les 48 ?

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Impr. « Editions Polyglottes ».
232, rue de Charenton, Paris-12e

LES FAITS DU MOIS

VENDREDI 29 FEVRIER. — A **Tunis**, grève de vingt-quatre heures des artisans et commerçants.

Le **gouvernement** Edgar Faure est renversé à l'Assemblée Nationale par 309 voix contre 283.

Tito propose un accord italo-yougoslave sur **Trieste.**

SAMEDI 1er MARS. — Démission du gouvernement **égyptien.**

Conférence de **l'Unité syndicale**, organisée par le journal **l'Unité.**

DIMANCHE 2. — On publie les résultats définitifs des élections **indiennes.** Le parti du Congrès obtient 363 sièges contre 27 communistes, 12 socialistes, 10 au parti ouvrier et paysan, 7 aux partis d'extrême-droite et 60 divers.

MARDI 4. — Grève avec occupation dans les puits de mine du bassin de Douai.

MERCREDI 5. — Par 236 voix contre 162, la Chambre des représentants **des U.S.A.** renvoie le projet de service militaire obligatoire.

VENDREDI 7. — **L'Assemblée nationale** investit le président du Conseil Pinay par 324 voix contre 206 (27 députés R.P.F. ont voté pour).

Le président Truman demande au Congrès américain 7.900 millions de dollars pour l'aide à l'étranger.

DIMANCHE 9. — Elections dans l'Etat allemand du Sud-Ouest :

Sur 1949 les chrétiens-démocrates perdent plus de 100.000 voix, les socialistes en gagnent plus de 100.000, les communistes en perdent 60.000 (soit sur 2.500.000 votants : 54,1 % des voix à la coalition gouvernementale contre 28 % aux socialistes et 4,2 % aux communistes).

LUNDI 10. — Recrudescence de l'agitation en **Tunisie.**

A **Cuba**, soulèvement du général Batista contre le président Prio.

Conférence de presse du général **de Gaulle** qui s'élève contre le régime des partis et dénonce les erreurs du pacte Atlantique.

MARDI 11. — Le gouvernement de **l'U.R.S.S.** propose aux puissances occidentales de discuter le traité de paix allemand, et admet la reconstitution d'une armée allemande.

MERCREDI 12. — Les élus français de **Tunisie** expriment leur « inquiétude » au résident général.

Aux élections primaires du New Hampshire (U.S.A.), Eisenhower obtient 46.411 voix républicaines contre 35.691 à Taft et le sénateur Kefauver 20.240 voix démocrates contre 16.128 à Truman.

JEUDI 13. — La Croix-Rouge internationale accepte d'enquêter en **Corée du Nord** sur les bombardements bactériologiques.

VENDREDI 14. — Cinq syndicalistes espagnols fusillés à **Barcelone.**

SAMEDI 15. — Au Comité Exécutif du **Labour Party**, les modérateurs l'emportent, à propos du cas Bevan.

Difficile bataille dans le delta du **Tonkin.**

LUNDI 17. — Premières décisions de baisse du **gouvernement Pinay.**

MERCREDI 19. — Le **Conseil de la République** repousse l'échelle mobile.

JEUDI 20. — Le sultan du **Maroc** demande la revision du traité de protectorat.

Graves incidents à **Trieste**, provoqués par des éléments italiens.

Au Comité des ministres du **Conseil de l'Europe**, le gouvernement allemand retire son mémorandum sur la Sarre.

VENDREDI 21. — En **Afrique du Sud**, la Cour Suprême invalide la loi électorale de ségrégation contre les métis.

SAMEDI 22. — Grève générale à **Trieste** provoquée par les partisans du retour à l'Italie.

MERCREDI 26. — Coup de force du résident général français à **Tunis**. Arrestations en masse dont trois ministres déportés dans le Sud-Tunisien. Rétablissement de l'état de siège et de la censure.

D'où vient l'argent ?

DU 21 JANVIER AU 20 MARS 1952

RECETTES		
Abonnements :		
Ordinaires	119.550	
Soutien	60.720	
		180.270
Souscription		5.950
Vente		24.532
Publicité		4.000
Divers		650
		215.402
Caisse et chèques postaux au 21 janvier		153.626
		369.028
DEPENSES		
Impression et papier		269.928
Timbrage, routage, expédition		28.903
Téléphone		4.057
Frais sur abonnements		1.269
Frais généraux		3.708
Divers		1.908
Solde au 20 mars :		309.773
Caisse	2.293	
Chèques postaux	56.962	
		59.255
		369.028

MOUVEMENT DES ABONNES

Abonnements nouveaux	45
Désabonnements et suppressions	29

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Bureau (Alger) 1.000 ; Machu (Isère) 1.000 ; Laufer (Paris) 2.400 ; Lulé (Sarthe) 1.000 ; Auffret (Seine) 1.000 ; Suchet (Basses-Pyrénées) 1.000 ; Bonna (Loiret) 1.000 ; Limbour (Paris) 2.000 ; Calvel (Paris) 1.000 ; Anonyme (Paris) 1.000 ; Daumain (Seine-et-Oise) 1.000 ; Petit (Paris) 1.500 ; Chiaromonte (Paris) 1.000 ; Deleau (Paris) 1.500 ; Alix (Corrèze) 1.000 ; Ondracek (Paris) 1.000 ; Peyrat (Côte d'Or) 1.000 ; Ancel (Paris) 1.000 ; Crose (Haute-Garonne) 2.000 ; Chambelland (Paris) 1.000 ; Jacquet (Rhône) 3.000 ; Lucien Martin (Seine) 2.500 ; Buisson (Seine) 1.000 ; Toulé (Paris) 1.000 ; Buren (Côte d'Or) 1.000 ; Martin (Drôme) 1.000 ; Leroy (Seine) 1.000 ; Lebeau (Paris) 1.200 ; Laumière (Seine-et-Oise) 1.000 ; Meyssonnier (Côtes-du-Nord) 1.000 ; Bavard (Côte d'Or) 1.200 ; Leblanc (Aisne) 1.500 ; Goulu (Seine-et-Oise) 1.000 ; Lavalette (Seine-et-Oise) 1.020 ; Guilloré (Paris) 1.000 ; Morin (Seine) 1.000 ; Christophe (Paris) 1.000 ; J. et J. Cornec (Finistère) 1.500 ; Delagarde (Paris) 1.200 ; Habouzit (Rhône) 1.000 ; Germain (Seine-et-Oise) 1.000 ; Dommanget (Oise) 1.200 ; Itard (Paris) 1.000 ; Delord (Paris) 1.000 ; Périgeat (Paris) 1.000 ; Papillon-Vallety (Paris) 2.000 ; Wantiez (Belgique) 4.000. — Total : 60.720 francs.

Erratum. Nous avons porté, par erreur, en février : « Salevis (Suisse) 3.000 ». Il fallait porter : Sallves (Suisse) 1.000 ; Monatte (Seine) 1.000 ; Chardy (Seine) 1.000.

LA SOUSCRIPTION

Bollengier (Paris) 150 ; Moni (Paris) 100 ; Soumet (Seine) 100 ; Perres (Seine) 100 ; Racapé (Eure) 100 ; Plannais (Seine) 100 ; Doré (Seine) 200 ; Vuillet (Jura) 100 ; Madrolle (Seine-Inférieure) 250 ; Bety (Loire-Inférieure) 100 ; Nogard (Drôme) 100 ; Colombani (Alger) 100 ; Détroit (Paris) 100 ; Mougeot (Haute-Marne) 100 ; Landry (Vienne) 500 ; Morvegen (Morbihan) 100 ; Michaud (Seine-et-Oise) 100 ; Moutte (Maroc) 150 ; En souvenir de Jean Chaneaux, 1.000 ; Denayer (Nord) 100 ; Hervé (Indre-et-Loire) 50 ; Millet (Cher) 100 ; Plocquin (Seine) 200 ; L'Haridon (Finistère) 100 ; Ballot (Eure-et-Loir) 200 ; Langlois (Seine) 100 ; Leblanc (Haute-Vienne) 100 ; Delage (Indre) 100 ; Sense (Aisne) 100 ; Ménard (Loiret) 50 ; Trellu (Finistère) 100 ; Jutier (Allier) 50 ; Allot (Finistère) 200 ; Rivière (Rhône) 300 ; Oswald (Rhône) 300 ; Verny (Puy-de-Dôme) 100 ; Samson (Suisse) 150. — Total : 5.950 francs.